

Youri M. LOUJKOV

Maire de Moscou

L'HUMANITÉ AU XXI^e SIÈCLE ET L'AVENIR DE LA RUSSIE



 ECONOMICA

**L'HUMANITÉ AU XXI^e SIÈCLE
ET L'AVENIR DE LA RUSSIE**

Du même auteur
aux Éditions Economica

Moscou : Octobre 1993 – Les pourparlers les plus silencieux, 1995

Moscou ne croit pas aux larmes – Réflexions du Maire, 1996

Youri M. LOUJKOV

Maire de Moscou

L'HUMANITÉ AU XXI^e SIÈCLE ET L'AVENIR DE LA RUSSIE

Traduit du russe par Anna Vorobiev

 ECONOMICA

49, rue Héricart, 75015 Paris

AVANT-PROPOS À L'ÉDITION FRANÇAISE

J'éprouve une grande sympathie pour votre pays et votre peuple, et suis toujours ému par la parution en français d'un de mes livres. Le lecteur français est le représentant d'une grande et vieille culture, c'est un juge responsable et impartial. J'espère que cette fois encore il ne sera pas trop sévère pour cette tentative d'exposer mon point de vue sur le destin du monde contemporain.

Ce livre présente ma vision des problèmes les plus actuels de la civilisation universelle, des dangers qui menacent son existence au XXI^e siècle. La question de l'avenir est de savoir si la civilisation universelle et la planète Terre en auront un. Le monde est au seuil d'un passage à une nouvelle qualité de développement. C'est justement à ce caractère des changements qu'est liée la tension du cours actuel de l'Histoire. Le monde change et nous devons être prêts à affronter les défis de l'époque.

Dans mon livre, j'accorde une attention particulière aux problèmes du développement de mon pays et de sa place dans ce monde nouveau qui change. La Russie s'intègre dans l'Europe. Elle y revient, grevée par l'expérience d'un pays qui s'est désagrégé, et en même temps ouverte à un dialogue constructif. Nous avons quelque chose à dire à nos amis et à nos partenaires occidentaux. D'autant plus que l'Europe, comme la Russie, cherche aussi sa nouvelle place dans le monde. Je suis persuadé qu'en coopérant avec la nouvelle Russie, l'Europe pourra plus facilement réaliser son potentiel, se déterminer par rapport aux autres centres de force.

Dans mes jugements, je ne prétends pas à la vérité, mais je m'efforce d'inciter le lecteur à une discussion approfondie et nourrie des problèmes soulevés dans ce livre, qui me semblent exceptionnellement importants.

Je veux exprimer au lecteur français mon profond respect et présenter à votre peuple et à votre pays mes meilleurs vœux de paix et d'entente, de bonheur et de prospérité.

Youri M. Loujkov
Maire de Moscou

A la préparation de ce livre ont pris part : D.V.Badovski, A.A. Ignatenko, V.A. Koretski, N.A. Kossolapov, N.N. Latypov, A.V. Malguine, A.P. Nazaretian, K.B. Norkine, A.L. Tchetchevichnikov, A.Iu. Cheloukhine.

On a également utilisé les idées exprimées dans les travaux de Kofi Annan, G.A. Arbatov, A.D. Bogatourov, M.V. Iline, V.L. Inozemtsev, M. Kastels, A.I. Neklessa, A.S. Panarine, A.V. Torkounov, A. Toffler, F. Fukuyama, S. Huntington.

En réfléchissant sur les œuvres de J. Bentham, M. Weber, T. Hobbes, Grotius, I.A. Iline, Kant, S. Lem, J. Locke, K. Lech, K.V. Markarian, A.V. Nazartchouk, V.I. Pantine, K. Polanyi, A.P. Potemkine, Erasme de Rotterdam, J.-J. Rousseau, G. Soros, N. Chomsky, E. Hoffer, A. Schweitzer, K. Jaspers, j'ai pu me faire une idée personnelle sur beaucoup de problèmes posés et examinés dans ce livre.

Mes rencontres et mes discussions avec V.V. Poutine, E.M. Primakov, M.G. Sturua m'ont été une aide inestimable dans mon travail sur ce livre.

Les efforts de l'ancien Directeur général de l'UNESCO, Directeur de la fondation « Culture de la Paix », F. Mayor, qui a présenté à la conférence de Moscou « Conception et programme de la Culture de la Paix », m'ont inspiré ce travail. Le projet de F. Mayor a permis de découvrir dans le monde entier des hommes partageant les mêmes idées sur la compréhension des voies de développement de l'humanité dans l'avenir, et de conforter leurs efforts pour l'élaboration d'une philosophie de la culture mondiale du développement.

*« La création du monde n'est pas l'œuvre
d'un instant, mais de l'éternité. »*

Kant

LA MODERNITÉ COMME NOUVEAU « TEMPS FORT DE L'HISTOIRE »

Nos jeunes contemporains, entrés dans la vie active au seuil du troisième millénaire ont généralement l'impression que le XXI^e siècle devait succéder au XX^e avec la régularité d'une progression arithmétique, comme le XX^e au XIX^e et le XIX^e au XVIII^e. Mais les gens de mon âge peuvent se souvenir que, il y a quarante ans, l'avènement du XXI^e siècle ne semblait pas du tout sûr et certain. Au début des années soixante, nombreux étaient ceux qui ne croyaient pas en la capacité des politiques de prévenir une guerre nucléaire. Les savants calculaient combien de fois on pouvait anéantir l'humanité en faisant éclater les ogives nucléaires stockées, et quelles conséquences pour la santé, la vie et la capacité de reproduction des hommes entraîneraient les essais atomiques dans l'atmosphère qui se poursuivaient. L'humanité a tout de même été assez raisonnable pour que la civilisation survive.

Que le XXI^e siècle ait commencé, nous le devons à la génération de nos pères et mères. Oublier cela et penser que les événements ne pouvaient se dérouler que comme ils l'ont fait, serait de notre part non seulement ingrat, mais inconsidéré. Inconsidéré, parce que cette erreur sera suivie d'une autre qui risque déjà d'être fatale, à savoir qu'il nous semblera que le XXII^e siècle succédera tout aussi infailliblement au XXI^e. Cependant, le siècle qui vient de commencer ne laisse pas de place à une telle placidité.

Le nouveau siècle entre dans ses droits avec dureté et cruauté, en lançant à la civilisation mondiale de nouveaux défis éthiques, économiques, technologiques, écologiques,

démographiques et culturels. L'apparition du terrorisme sur l'avant-scène de l'histoire universelle n'a été que la concentration symbolique de ces défis et d'une nouvelle qualité d'évolution du monde.

Le 11 septembre aux États-Unis et les 23-26 octobre en Russie sont des dates terribles que nous nous rappellerons toujours non seulement comme le début d'une nouvelle époque, d'un nouveau siècle de l'histoire de l'humanité, mais comme la fin du monde antérieur, son achèvement.

Nous ne serons plus jamais comme avant. C'est pourquoi *l'Histoire s'est renouvelée*. Au moins pour une partie importante de l'humanité que l'on désigne souvent par le terme de civilisée, le compte du temps a recommencé. L'Histoire s'est renouvelée et a détruit l'illusion d'un heureux achèvement de l'évolution de la civilisation universelle, qui était apparue à la fin des années 1980, après la défaite du système communiste.

La rupture de l'équilibre des forces des deux systèmes mondiaux qui avaient déterminé le développement pendant presque tout un siècle, avait alors généré l'euphorie d'une victoire obtenue sans utilisation de la force. Elle eut pour conséquence une autosuffisance mal contrôlée du monde occidental, un mépris pour les institutions, les normes et les restrictions internationales qui, de plus, étaient le produit d'un monde bipolaire et semblaient superflues dans les nouvelles conditions.

La doctrine proclamée de la « Fin de l'Histoire » affirmait que le monde occidental, ses valeurs, l'économie de marché et le système politique mondial fondé dessus étaient la réalisation suprême de la civilisation. D'une façon ou d'une autre, tôt ou tard, dans le cadre du processus de mondialisation, les autres pays et les autres systèmes entreront dans une logique semblable de développement cherchant à « rattraper » l'Occident et le suivront. De plus, les cultures et les civilisations qui, de leur propre gré ou à cause d'un refus de l'Occident, resteront « en marge » du processus de mondialisation, se dégraderont et disparaîtront au cours de la « sélection historique ».

L'état actuel de la civilisation universelle rappelle beaucoup la période de l'histoire de l'humanité, au milieu du premier millénaire avant notre ère, qui a été appelée « Temps fort de l'Histoire ». C'est précisément alors que se sont formées les bases des civilisations modernes, d'Orient et d'Occident, de la philosophie et de la culture, c'est précisément alors que se sont constituées les conditions pour donner naissance aux religions du monde, qu'est apparue la logique même du développement historique universel. Et ceci est survenu comme une réponse à une catastrophe imminente. Déjà alors, l'humanité s'est trouvée, pour la première fois peut-être, au bord de l'autodestruction : la croissance extensive et les possibilités « technologiques » d'extermination menaçaient d'anéantissement un monde incapable de prendre conscience de lui-même, de ses problèmes et de ses objectifs.

C'est seulement la « révolution de la conscience » accomplie qui a fait de l'homme ce qu'il est aujourd'hui. Cette percée a permis à la civilisation de surmonter une crise générale qui pouvait conduire à un « dénouement prématuré de l'Histoire ».

Aujourd'hui, notre civilisation rappelle terriblement, au sens strict du terme, ce tableau du passé. Nous nous trouvons à la veille d'un « nouveau Temps fort », d'une nouvelle grande « révolution de la conscience », sans laquelle la civilisation universelle contemporaine ne pourra donner de réponse aux défis lancés à son existence, surmonter les limites évidentes des possibilités de développement extensif, ainsi que son incapacité à résoudre, dans le cadre du système existant et des tendances de développement, l'ensemble des problèmes socio-économiques, démographiques, écologiques et politiques.

Le monde est à la veille d'un passage à une nouvelle qualité de développement. C'est précisément à ce caractère qualitatif des transformations qu'est due la tension du cours actuel de l'Histoire. Le monde change, et il changera fatalement. Le principal défi pour nous est que ce changement se produira, que ce soit avec l'humanité ou sans elle. Nous ne savons pas exactement aujourd'hui comment évolueront l'homme et l'humanité. Cependant, ils ne survivront que s'ils savent se transformer. Cette pensée, à première vue simple et banale, est aujourd'hui un impératif du développement de la civilisation.

L'humanité doit apprendre à gérer non seulement et non pas tant l'état de la société mais en premier lieu et avant tout les tendances de son développement. Le monde doit adopter des bases et des principes absolument nouveaux d'ingénierie sociale et d'édification de la civilisation.

Dans le monde actuel fragile, seule une « gestion anticipant sur l'avenir » peut-être préservatrice. L'avenir n'est pas coupé du présent par un rideau de fer. Quelle que soit la façon dont elle a été obtenue, l'image de l'avenir, en s'insérant dans le système de communication sociale, influence peu à peu le comportement des gens. Les cas de « prophéties qui se réalisent elles-mêmes », décrits à de nombreuses reprises par des psychologues, des sociologues et des médecins, frappent l'imagination : les gens, en inclinant inconsciemment le cours des événements vers un résultat pronostiqué, (même s'il leur est extrêmement défavorable), sont susceptibles, sans cause apparente, de périr physiquement ou, au contraire, de survivre, selon la perspective suggérée.

C'est justement pour cela que le monde se trouve dans la nécessité de se déterminer et de faire un choix décisif. Et de le faire de façon rationnelle, en comprenant bien ce qui se passe, en se rendant compte de l'ampleur des problèmes auxquels il est confronté, et des menaces que fait peser sur lui l'évolution ultérieure de la situation. Nous devons formuler sciemment et choisir une stratégie de développement. Cette stratégie doit être une réponse aux questions de l'Histoire qui se posent à nous aujourd'hui et qui témoignent du déclin du Monde ancien.

I Le déclin du Monde ancien

CRITIQUE DE LA MODERNITÉ

Le monde s'est heurté à un défi d'une ampleur et d'une teneur absolument nouvelles. Il s'agit d'une crise générale de la civilisation mondiale, de ses fondements institutionnels et culturels, aux manifestations multiples.

Le Monde ancien est dans une impasse. De plus, le problème essentiel est que l'humanité a abouti dans cette impasse parce qu'elle a poussé jusqu'à leur terme logique toutes les tendances et tous les principes de développement qui ont déterminé le sens et le contenu de l'histoire de l'humanité des Temps modernes. L'idée de progrès, le type de gestion qui a déterminé le développement de l'humanité au cours des derniers siècles et que nous appelons « capitalisme », le système d'organisation du monde par État-nation, l'idée de démocratie, le progrès scientifique et technique et l'évolution de l'organisation morale et idéologique de l'humanité qui est derrière cela, – voici les dominantes de l'histoire du Monde nouveau qui, bizarrement, ont amené aujourd'hui la civilisation au bord de l'abîme.

Avec le maintien des principes actuels d'organisation de l'activité économique et politique, de l'économie mondiale, des principes de fonctionnement de la société et de ses institutions, de la structure, des fonctions et des principes d'activité des institutions internationales et des organismes supranationaux, le caractère éphémère de la civilisation actuelle devient

inexorablement un pronostic qui se réalise déjà et apparaît de jour en jour plus réaliste. Et l'exigence d'un « Monde nouveau » et d'un « renouvellement de l'Histoire » cesse d'être une idée académique pour devenir une nécessité d'agir de façon réaliste « ici même et tout de suite », – l'objectif essentiel du nouveau siècle qui a commencé avec tant de précipitation et de façon si menaçante.

Aujourd'hui, la toute première tâche est de corriger les dénominations. Il faut se rendre compte que derrière de grands mots et une multitude de concepts harmonieux sur le développement de la civilisation se cache une compréhension et une prise de conscience chaotiques d'où nous avons abouti, et de ce qui nous arrive. Le monde s'écroule lorsque l'on confond causes et conséquences, blanc et noir, valeurs et vanités.

1. LES IMPASSES DU DÉVELOPPEMENT DU MONDE MODERNE

1.1. La crise de l'idée de progrès

L'image qu'a le monde moderne civilisé de son passé, son présent et son avenir est en fin de compte fondée sur la grande idée de progrès, de croissance, de développement allant du pire au meilleur.

C'est effectivement une grande idée parce que, de par son influence sur le monde moderne, elle ne peut être comparée qu'à peu d'autres. En elle triomphent les concepts d'avenir meilleur, de possibilités illimitées de l'homme et de la civilisation. A un moment donné, le progrès est devenu la « loi fondamentale de l'Histoire », son sens et sa justification.

L'idée de progrès est venue de la Renaissance. Il semblait alors que le genre humain avançait sur une voie historique droite, du simple au complexe, de l'ignorance à la connaissance, de l'aveuglement moral à l'élévation morale. Il n'est pas étonnant que tout mouvement « en avant et plus haut » ait finalement été considéré comme un progrès. De plus, l'idée de progrès se fondait de façon idéale dans la représentation du caractère linéaire de l'Histoire comme trajectoire « de... à... », allant obligatoirement de l'inférieur au supérieur, du mauvais au meilleur, du primitif au parfait.

Le schéma était séduisant et continue jusqu'à présent d'attirer par sa simplicité et sa clarté. Si l'évolution n'est dirigée que dans un sens, supposé bien meilleur, tout ce qui est arrivé antérieurement à l'humanité et aux peuples est par définition plus mauvais. Et puisque le progrès est inévitable, le pire est condamné à disparaître. D'où trois conclusions qui semblent évidentes : *primo*, tout ce qui existait « auparavant » disparaîtra tôt ou tard, laissant place au nouveau, *a priori* plus pro-

gressiste. *Secundo*, puisque les formes sociales antérieures sont condamnées, pourquoi ne pas les aider à disparaître un peu plus tôt et, par cela même, accélérer le cours de l'Histoire, précipiter l'avènement du progrès. Et *tertio* : les pays et les peuples qui ont conservé des formes socio-politiques apparemment désuètes, sont par définition « sous-développés », « moins développés », et le devoir de l'humanité progressiste est de les aider à faire une percée dans l'avenir.

Bien sûr, une telle présentation de l'idée de progrès est un peu simplifiée, mais c'est une simplification voulue, dans la mesure où, finalement, c'est justement cette approche qui est souvent devenue le véritable mécanisme d'action de l'humanité, malgré toutes les interprétations de l'idée de progrès développées ultérieurement.

Mais l'expérience du siècle dernier a posé avec force le problème du prix du progrès, en particulier le prix des erreurs et des utopies que nous sommes enclins à prendre pour le progrès ou pour la voie vers celui-ci. L'Histoire a cessé d'apparaître comme une sorte de vecteur « des ténèbres vers la lumière » : il est devenu évident qu'elle était capable de faire des zigzags étonnants. Manifestement, l'approche systématique qui s'est imposée dans la science et la planification stratégique au seuil des années 1970 a porté le dernier coup aux représentations du progrès héritées du XVIII^e siècle. Il est devenu clair que l'attribution d'une valeur absolue à tout aspect ou paramètre du progrès pris isolément s'avère inévitablement destructrice pour le système dans son ensemble ; que la chasse au progrès dans une seule direction a obligatoirement pour effet une dégradation de la société et de la personne dans une autre direction.

Le dernier tiers du XX^e siècle est une période de crise profonde de l'idée de progrès. Une crise, dont les origines se trouvent dans le tarissement de la culture de type industriel et du rationalisme qui en est inséparable, qui accordent une valeur absolue aux idéaux de bonheur, de bien-être matériel. Le revers de la médaille, ce sont la violence et l'agressivité envers la nature et l'homme lui-même.

Et pourtant, on ne souhaite pas renoncer à l'idée de progrès, c'est impossible. La repousser signifierait supprimer la possi-

bilité même de construire la société, le monde sur des bases de raison, de moralité, d'humanisme. Et de plus, faire cela au moment même où l'humanité se trouve confrontée à des problèmes et à des défis sans précédent, pour répondre auxquels il nous faut justement un niveau de réflexion et une action sociale absolument nouveaux, jamais atteints jusqu'à aujourd'hui.

Et ensuite, si le progrès est en principe impossible, s'il n'est rien d'autre qu'une de nos nombreuses illusions, cela même justifie par avance toute manifestation future d'irresponsabilité sociale ou autre, d'égoïsme, de sauvagerie, de barbarie, d'absence de scrupules, de mépris de l'homme et de tout le genre humain. La création socio-historique perd son sens : à quoi bon, si non seulement les rêves de l'homme mais aussi la perspective de progrès qui, auparavant, avait semblé objective, n'est qu'un leurre, déterminé par les particularités de notre psychisme et les réalités qui se sont formées historiquement ?

Pour la première fois dans l'histoire, la civilisation matérielle du XX^e siècle a permis à l'homme de donner des fondements pratiques solides à ses rêves. Mais en échange, elle a exigé que ces rêves perdent de leur hauteur. Si la société idéale est hors de portée – du moins dans un laps de temps réaliste, du vivant de nos contemporains –, une alternative pratique à cela ne signifie pas du tout renoncer au rêve et aux idéaux.

Au début du XXI^e siècle, on considère les voies alternatives au progrès de façon complètement différente que même il y a cinquante ans. La destruction d'absolument tout et l'édification sur rien d'un modèle idéal de société et d'économie est la voie la plus douloureuse, la plus pénible. De plus, elle ne garantit pas la qualité du résultat final. A leur époque, les missionnaires et les colonisateurs estimaient aussi en toute bonne foi qu'ils apportaient dans tous les recoins du monde la lumière de la vérité et de la civilisation. En fin de compte, les deux tiers de l'humanité sont condamnés à rester à la traîne du développement, c'est-à-dire à être d'éternels outsiders.

Mais laisser tout en l'état et permettre au développement mondial de suivre son cours naturel, sans le corriger, cela ne

marchera plus, il est trop tard. Le monde a formé un tout unique, interdépendant. Des intérêts et des forces divergentes extrêmement puissants s'y heurtent, les risques et les problèmes les plus dangereux s'y accumulent. Dans ces conditions, les éléments nous emmèneront quelque part, mais il n'est pas du tout sûr que le terminus représente un progrès.

Et ici apparaît encore une alternative importante dans l'évaluation des perspectives et la formulation des objectifs du développement de l'humanité. Le progrès ne se présente plus ni comme quelque chose d'inévitable, ni, ce qui est plus important, comme quelque chose d'indispensable. Et ce n'est plus la confrontation ni la rivalité de visions du monde différentes mais progressistes, – nous avons là une opposition d'une autre taille, en fait beaucoup plus importante. L'idée d'un retour à la nature et à l'« âge de l'innocence » de l'humanité reçoit un soutien de plus en plus grand dans le monde. Sur cette thèse se rassemblent les écologistes, les adversaires du capitalisme et de la mondialisation, les partisans d'un monde bâti sur des bases exclusivement morales, quelles que soient les doctrines philosophiques et religieuses précises auxquelles est liée telle ou telle approche. Une nouvelle grande idée entre dans l'histoire de l'humanité, – l'idée d'une autolimitation du développement de l'humanité, qui se présente comme une panacée pour survivre et comme un principe essentiel de justice sociale à l'échelle mondiale.

Cependant, en est-il ainsi ? D'un côté, personne ne cherche à contester à l'Occident que c'est lui qui représente la partie du monde moderne la plus développée et la plus en avance du point de vue économique et technologique. Il n'y a là rien à prouver à personne.

D'autre part, même si l'idée de continuer à progresser peut être mise en doute pour les pays avancés, cette même thèse est vraisemblablement inopportune pour le reste du monde où il n'est pas possible de supprimer ou de réduire les conséquences négatives du progrès sans risquer de se retrouver devant une perspective beaucoup plus effrayante, – le maintien de la majeure partie de l'humanité dans le sous-développement, la pauvreté, la détresse. Si, appliqué à l'Occident, le mot d'ordre de limiter le progrès sonne souvent comme un appel à renoncer aux excès et aux tentatives dangereuses de sortir des limi-

tes du bien et du mal, pour le reste du monde ce même mot d'ordre peut être compris autrement, comme un verdict le condamnant à renoncer à un développement indispensable.

1.2. Le problème du développement durable

Le problème de la pauvreté et du sous-développement a encore un autre aspect. De nombreux scientifiques expriment depuis longtemps déjà des doutes quant à la capacité du milieu naturel à supporter l'accroissement de la charge industrielle et infrastructurelle exigée, si l'on s'efforce d'élever le niveau et la qualité de vie de la majorité des hommes ne serait-ce qu'aux normes inférieures de la partie du monde la plus développée, et de réaliser cela à l'aide des technologies modernes.

Aujourd'hui, personne ne discute au moins deux prémisses : que la situation écologique est catastrophique et nous menace de conséquences et de dangers vagues, mais de ce fait encore plus inquiétants, et que l'épuisement des réserves naturelles est une perspective dont il n'est plus possible de ne pas tenir compte. D'après les calculs du grand biologiste V.G. Gorchkov, la société peut consommer jusqu'à 1 % de la production pure de la biote sans risquer de destruction irréversible de la biosphère. Cependant, à l'heure actuelle, la consommation a déjà dépassé 10 % et continue d'augmenter.

On a également proposé une réponse hypothétique, – l'idée d'un développement durable avec lequel la satisfaction des besoins courants de l'homme ne mettrait pas en péril la qualité de vie et la survie même des générations à venir. En d'autres termes, nous ne devons pas laisser à nos enfants et petits-enfants un désert mis à sac, transformé en décharge et sans vie, mais une planète permettant une vie digne et saine. Une planète sur laquelle il y a et il y aura place non seulement pour l'homme mais aussi pour toutes les autres formes de vie.

Cette idée a reçu le soutien de la communauté mondiale. Dès 1987, l'ONU a voté à l'unanimité dans ce sens ; une série d'accords internationaux ont été signés au cours des années 1990 pour la développer et la réaliser. De nombreux États,

dont la Russie et les USA, ont adopté des projets nationaux de développement durable.

Quant à l'examen des propositions visant à réduire la population du globe, il conduit à des hypothèses et des idées effrayantes. Au préjudice de qui et comment faut-il réduire la population ? Les tentatives de proposer des « quotas » par pays pour un nombre optimal d'individus suscitent des protestations naturelles de la part des citoyens et des hommes politiques des pays correspondants ainsi que des objections polies des scientifiques de ces pays. Des heurts vraiment tragiques surviennent lorsqu'est discutée la façon de parvenir à une réduction de la population. La guerre est reconnue avec emphase comme un moyen inacceptable et insuffisamment efficace. Il est manifestement utopique de vouloir « persuader » des milliards d'individus de ne plus procréer, (pour une réduction rapide de la population il ne faut pas que la natalité soit limitée, mais suspendue ; même dans un pays comme la Chine, les mesures restrictives n'ont assuré qu'un ralentissement de la croissance et non une réduction de la population).

1.3. La religion de la croissance économique et « l'esprit du capitalisme »

Nous abordons la question qui, à proprement parler, se trouve à la base de la discussion sur le progrès. Il s'agit de savoir ce que l'on entend généralement par progrès, en quoi voit-on ses marques et ses critères. Avec quoi mesure-t-on habituellement le degré de progrès, si ce n'est avec les paramètres économiques, qualitatifs, sociaux les plus courants et les plus simples ? C'est-à-dire avec cela même qui se mesure sans difficulté particulière.

C'est pourquoi la pratique et la théorie de l'économie occidentale contemporaine mettent au centre de leurs préoccupations la croissance économique, le développement technique et technologique au sens large du terme. Le culte de la croissance économique, scientifique et technique est presque devenu une religion. Aujourd'hui, c'est précisément la croissance économique que l'on considère comme la principale condition du développement social et de la stabilité sociale. C'est d'après son rythme que l'on évalue la compétitivité et la

viabilité de l'économie et de la société. Ses résultats courants et cumulés sont le critère principal d'évaluation du niveau de développement d'un pays, selon toutes les grilles – depuis les officieuses jusqu'aux statistiques de l'ONU. S'il y a croissance, tout le reste suivra, – estiment également hommes politiques et hommes d'affaires, « gourous » économiques et simples citoyens.

Selon les termes d'Auguste Comte, ce positivisme a remplacé la période religieuse et métaphysique de l'histoire de l'humanité, a substitué à la question du perfectionnement moral de l'humanité et de sa recherche du sens de la vie les manifestations matérielles observées de sa propre grandeur.

Conformément aux lois de la concurrence qui lui sont propres, le marché classe les participants au développement économique en gagnants et perdants. Il les classe tous : les chefs d'entreprise – des plus grands aux plus petits, et les salariés – du manoeuvre au spécialiste ou au manager hautement qualifié. Il les classe parfois « équitablement », selon leurs mérites, plus souvent – au hasard, fréquemment – d'une façon affreusement stupide et injuste. Mais il les classe.

Les États développés et responsables s'efforcent de corriger d'une façon ou d'une autre ce processus en accordant des subsides aux couches les plus pauvres de la population et en sauvant périodiquement de la banqueroute les plus grandes sociétés, qui sont importantes pour l'économie du pays et qui assurent un grand nombre d'emplois.

La fonction de filtre du marché n'est pas seulement un de ses effets secondaires, mais un mécanisme social et économique important. C'est lui qui pose les fondements et règle l'intensité de la motivation sociale de l'individu, qu'il s'agisse du chef d'entreprise ou du salarié, et de tous les acteurs de l'économie. Une forte concurrence sur le marché, processus de classement en premiers et derniers, est plus dure, plus impitoyable. Mais la motivation s'exprime avec plus de force et de clarté, elle agit plus vigoureusement. La présence à tous les échelons de l'échelle socio-économique d'un « pool de losers » remplit une autre fonction importante : c'est là que sont recrutés ceux qui sont prêts à exécuter des tâches déplaisantes, mais nécessaires à la société. A faire un travail peu

qualifié, sans prestige ; à s'occuper d'affaires peu rentables ou à haut risque ; en général, à exercer dans les branches marginales de l'économie. La présence d'individus prêts à travailler pour une rémunération relativement moindre est objectivement l'une des principales causes de la formation dans l'économie de niches et de sphères où il est possible, pour un certain temps, de gagner considérablement en compétitivité, en raison des dépenses peu élevées au départ, (ensuite elles augmenteront, mais ce ne sera qu'après). C'est ainsi que se forme la base du dynamisme de toute l'économie et de ses différents secteurs et branches.

Tout cela dans son ensemble signifie cependant que dans les conditions du marché, un retard relatif de certains de ses secteurs et de ses partenaires ne peut en principe être surmonté – et ne doit pas l'être « complètement », pour que soient préservés le marché lui-même et ses capacités de souplesse, de dynamisme et de sensibilité. Peu importe de quel marché il s'agit, – national, mondial ou international.

Un marché doit se créer et assurer la croissance non pas de l'économie mondiale « en général », et non pas seulement des pays déjà les plus développés et avancés. Le marché actuel doit remplir ces fonctions avant tout là où il y a de la pauvreté et des besoins énormes mais insolubles. Si, par le passé, la croissance économique a créé la base pour réguler l'économie des pays les plus développés du début du XX^e siècle et a ainsi conditionné l'accroissement de l'écart qui les sépare de la plus grande partie des États, maintenant, le but de la croissance doit être de donner un essor accéléré aux pays et régions les moins prospères et avec le plus de problèmes.

Il s'agit de la nécessité d'un changement d'accents : non pas la croissance pour elle-même, mais la croissance pour garantir des objectifs macrosociaux. Cependant, pour le moment, le modèle de croissance qui s'est mis en place historiquement et qui est pratiquement réglé pour satisfaire en premier lieu les besoins des pays développés, y compris avant tout le besoin de croissance de leur économie, reste en vigueur. Le paradoxe est qu'il y a croissance économique, mais que, dans sa forme traditionnelle et avec ses « technologies » traditionnelles, elle ne réduit pas mais exacerbe les problèmes de l'humanité contemporaine.

1.4. Le monde postindustriel

Cependant, lorsque nous évoquons le problème d'assurer un développement et une croissance plus justes dans l'intérêt de toute l'humanité, et non seulement d'une partie de celle-ci, nous sous-entendons que le système actuel de gestion et d'organisation politico-économique lui-même n'évolue pas. Toutefois, en est-il ainsi ?

Le monde occidental moderne est pratiquement passé à une nouvelle étape de son développement qui est souvent appelée « postindustrielle ». Ce terme exprime avant tout le contenu économique de l'activité de la civilisation moderne, qui est lié à la mise en place d'une nouvelle économie mondiale, laquelle se développe essentiellement comme une économie des technologies fondée sur les connaissances et comme une économie virtuelle du capital financier.

Déjà aujourd'hui, ses principes d'organisation et de fonctionnement se distinguent assez considérablement de la structure traditionnelle des sociétés industrialisées. Les possibilités ouvertes sont également importantes. Peut-être est-ce justement là qu'il nous faut chercher le moyen de sortir des impasses du développement qui deviennent de plus en plus évidentes ?

En effet, l'idée d'un progrès scientifico-technique et technologique, d'un progrès de la science des connaissances, qui détermineront une nouvelle qualité du monde et son avenir, apparaît comme assez intéressante. Dans l'économie postindustrielle et postmoderne, dans le sens considéré, de l'Occident, on sent clairement une impulsion, une tentative de se donner de nouveaux objectifs et de nouveaux principes d'organisation, de dépasser les limites propres à une organisation économique traditionnelle. En utilisant la phraséologie économique marxiste, on pourrait dire que le postindustrialisme est une tentative de surmonter la dépendance de l'économie par rapport aux instruments fondamentaux qui ont servi jusqu'à présent son développement, — les ressources naturelles, le travail physique de l'homme et le capital de production. La nouvelle économie stimule et met au service de la société d'autres forces, avant tout : le potentiel innovateur de la science et des connaissances, une sophistication technolo-

gique sans cesse renouvelée, et l'information. En conséquence, l'image même de l'économie change : les usines géantes n'en sont plus l'élément-clé, c'est l'homme bardé de connaissances qui s'appuie sur les technologies et les réseaux mondiaux d'information.

Les possibilités que cela ouvre peuvent être liées au dépassement des limites du progrès qui ressortent de l'analyse de la logique actuelle de développement, grâce à l'adoption d'une nouvelle formule de progrès qui permette de limiter l'utilisation des ressources naturelles et autres, sans arrêter le développement. Peut-être pouvons-nous aussi découvrir dans la nouvelle économie un potentiel pour triompher du sous-développement mondial, si nous voyons de quelle façon intégrer le monde entier dans le cadre d'un milieu unique d'information et concrétiser le potentiel créateur des sociétés même les plus sous-développées.

Dans la mesure où le postindustrialisme est lié avant tout au développement du potentiel créatif de l'homme, le travail lui-même retrouve un sens des valeurs et des dimensions morales qui, bien sûr, ne sont pas les mêmes que dans l'éthique chrétienne des débuts du capitalisme, mais qui, sans aucun doute, seront liées aux fondements de la conception du monde et au sens de la présence de l'homme sur cette terre.

Toutefois, les hypothèses d'un tel développement des systèmes postindustriels ne se vérifient pas pour le moment.

La capacité de produire du nouveau, une nouvelle technologie, une nouvelle connaissance, une invention, devient la base du progrès de la croissance économique et sociale, mais aussi individuelle. Le laisser-passer pour entrer dans le monde postindustriel, c'est l'aptitude à créer une technologie unique et un produit fabriqué à partir de celle-ci, auquel le monde s'intéresse. Cependant, ces nouveaux critères de développement continuent d'exister dans la logique des anciennes idées de pratique économique et dans les conditions de conservation des normes antérieures de coopération internationale, mondiale.

Le contrôle des frontières avancées du développement et donc, des possibilités de ce développement, voilà le capital

essentiel de la civilisation occidentale. La domination économique de l'Occident et sa stratégie de suprématie sont fondées sur la monopolisation des nouvelles frontières du développement technologique et sur la réalisation, grâce à cette domination, de surprofits permettant d'assurer l'existence du monde entier, qui en dépend.

Les résultats obtenus grâce au « super-savoir » ne sont pas seulement indissociables de ceux qui les ont produits, mais ce sont les prémisses d'une dépendance vis-à-vis d'eux de certaines personnes, sociétés, États, du monde entier. Cela même renforce à la fois la polarisation, l'inégalité dans le monde et sa dépendance des nouveaux savoirs.

Avec cela, l'Occident ne vend au monde que les résultats de sa suprématie intellectuelle et technologique, et non cette suprématie. De plus, certains pays, même lorsqu'ils acquièrent les résultats du savoir technologique et scientifique occidental, n'ont pas les possibilités technologiques et intellectuelles de les reproduire. Et dans un certain sens, la fameuse fuite des cerveaux est vraiment un problème fondamental pour beaucoup de pays, dans la mesure où elle signifie qu'ils perdent et un potentiel de produire quelque chose de nouveau, et la possibilité de reproduire ce potentiel.

En même temps, il est évident que se met en place une économie financière mondiale, à l'aide de laquelle aussi bien les États que les différents groupes d'intérêts privés assurent aussi leurs objectifs de dégager des surprofits de la pyramide financière mondiale et de l'économie de créance. Ce second aspect du postindustrialisme est en contradiction absolue avec la tendance à redécouvrir le potentiel humain et la valeur du travail créatif.

L'économie financière virtuelle est productrice au minimum, étant, par essence, un système absolument virtuel d'autoreproduction du profit, de l'argent pour l'argent, où cet argent même n'est plus depuis longtemps lié à son cautionnement par la production et le travail, mais est devenu de l'information relevant du mirage, des chiffres abstraits dans des ordinateurs, dont toute la garantie repose sur le système de la domination de l'Occident sur l'information mondiale.

Ce système, qui a depuis longtemps perdu le lien entre l'économie réelle et les instruments financiers qui en dérivent, est en fait un mécanisme non seulement de banqueroute différée de l'économie mondiale, mais aussi, purement et simplement, un système attaquant l'avenir. L'économie mondiale, ses représentations comme un mécanisme universel de développement rappellent de plus en plus la foi en des pyramides financières où le moteur essentiel est soit la claire compréhension de ce qu'on va gagner, en étant au sommet de cette pyramide, dans les premiers rangs du processus, soit simplement la croyance absolue qu'on réussira à obtenir ce que l'on voulait, et que c'est quelqu'un de moins bien placé qui sera trompé. Ce processus est complété par l'intéressement objectif des leaders mondiaux à la conservation du sous-développement du reste du monde qui est indispensable comme base du confort du système en cours de mondialisation.

Les processus politiques et économiques se déroulent de plus en plus dans le cadre de l'espace politique virtuel, des courants d'information, des finances, des décisions autoritaires, des ressources symboliques et des connaissances. Le développement de l'économie postindustrielle de l'Occident les transforme toujours davantage, eux et le monde entier, en sociétés de postproduction et de posttravail.

La dépendance du développement se manifeste également dans le fait que seul l'Occident a les ressources pour, pratiquement, autoriser ou non tels ou tels pays à le rattraper et à coopérer avec le monde postindustriel. Il s'agit de son accord pour exporter les technologies, et des investissements. Un tel bloc de contrôle d'influence sur le développement d'autrui a beaucoup plus de poids qu'un contrôle direct.

Mais les problèmes de développement des sociétés postindustrielles ne se limitent pas à cela. Si cela se réduisait à la création d'une nouvelle base et d'une nouvelle technologie de suprématie de la civilisation occidentale, nous pourrions dire qu'il s'agit de la reproduction à un autre niveau de tout l'ensemble des précédents problèmes du développement économique de la civilisation, bien qu'y apparaissent, même si elles sont faibles, des possibilités de surmonter les difficultés antérieures, avec le temps et une volonté bien déterminée.

L'utilisation des technologies pour tenter de sortir du cercle vicieux des tendances actuelles de développement doit être l'instrument-clé, l'instrument décisif de la normalisation de la situation mondiale. En fin de compte, dans l'histoire universelle, de telles crises de système ont toujours engendré justement une intensification de la technologie qui a permis de les surmonter. La proposition aussi romantique qu'irréaliste de limiter le développement, de créer une « nouvelle antiquité » à l'image de la nature originelle apparaît comme une utopie.

Mais surmonter les impasses du développement à l'aide d'un nouveau bond technologique exigera un tout autre niveau de conscience, et il sera extrêmement difficile de contrôler les tentations que pourront avoir tels ou tels groupes de refuser de s'autolimiter au nom de la domination et du pouvoir universel sur l'humanité. Et il apparaît justement ici que la marche accélérée du progrès scientifico-technique et la transformation des bases essentielles de l'organisation économique dans les conditions du postindustrialisme engendrent toute une série de nouveaux processus tout à fait dangereux. Les « technologies de l'avenir » que nous nous représentons déjà aujourd'hui et qui, en principe, peuvent être considérées comme une solution aux problèmes démographiques, écologiques et sociaux, sont susceptibles d'élargir les horizons de la vie comme de poser la question de la destruction de l'humanité sur un plan non pas pratique, mais absolument actuel.

Dans l'article de Bill Joy, cofondateur et directeur de la recherche de la compagnie « Sun Microsystem », éminent spécialiste des nanotechnologies¹ est exprimée une idée inattendue et terrifiante. Si le XX^e siècle, écrit-il, a été le siècle de l'arme de frappe massive (avec laquelle l'humanité a appris à coexister tant bien que mal), maintenant est arrivé le siècle *des connaissances de frappe massive*².

Disons que pour produire une bombe atomique, il faut d'énormes moyens financiers, en matières premières, etc. que seuls pouvaient se permettre quelques États très puissants. En

1. Le nanomètre, milliardième du mètre, est une dimension comparable aux atomes et aux molécules simples. Des éléments de cette taille permettent d'enregistrer l'information avec une densité d'un bit par molécule, si bien que les ordinateurs acquièrent une mémoire presque infinie et une rapidité limitée seulement par le temps de passage du signal dans l'appareil.

2. Cf. Joy B., *Why the future doesn't need us ?* Wired, avril 2000.

conséquence, l'utilisation de cette arme et tout ce qui lui était lié (documentation scientifique et technique, essais, etc.) se trouvait sous contrôle sévère de l'État et faisait l'objet d'accords entre les États concernés qui reconnaissaient leur responsabilité devant leurs propres peuples et devant l'humanité.

Mais le développement des nanotechnologies ainsi que de l'ingénierie génétique et de la robotique porte en lui, à côté d'énormes bienfaits pour la société, de nouveaux moyens d'extermination réciproque qui ne sont aucunement moins traumatisants, mais incomparablement moins coûteux. Ils échappent déjà au contrôle de l'État, tombent entre les mains de sociétés assez riches, et, à plus long terme, de certains petits groupes.

Le développement d'une économie virtuelle mondiale de l'argent et de nouvelles technologies, combinées, crée la possibilité d'une nouvelle démoralisation de l'activité économique, d'un développement accéléré de l'économie de l'ombre et du crime, de l'économie de la peur. Les procédés toujours plus subtils du terrorisme politique rendent également problématique l'invulnérabilité des centrales atomiques, des usines chimiques et des dépôts militaires ; il est probable que dans un avenir proche, les « microbombes » atomiques et autres surprises originales deviendront une réalité.

On s'attend à ce qu'en 2030, la puissance des ordinateurs, par comparaison avec l'an 2000, soit multipliée par des millions, et que la dépendance de tous les processus sociaux des systèmes informatiques atteigne un tel niveau que la destruction « virtuelle » de ces derniers signifierait une atrophie de toute l'activité. Mais il y a pire. Ces ordinateurs permettront déjà de produire des nanovirus (virus qui ne sont pas virtuels, mais tout à fait réels), capables d'affecter sélectivement les individus avec des particularités génotypiques, selon le caprice du programmeur.

La chose la plus effrayante est que la production d'une telle arme sera tout à fait bon marché et à la portée de tous, et que non seulement les États, mais aussi les sociétés commerciales ne seront plus à même de la contrôler : de petits groupes de fous ayant une formation informatique pourront la posséder.

Joy n'exclut pas que par suite d'une erreur tout à fait plausible, les nanovirus échappent au contrôle de l'homme. Alors, étant plus miniaturisés, plus efficaces et plus agressifs que les organismes vivants, ils seront capables en quelques jours de détruire toutes les molécules protéiques sans exception sur Terre...

Le développement des technologies soulève également toute une série de problèmes écologiques et de questions quant à la conception du monde. Par exemple, il est impossible de résoudre à l'échelle mondiale le problème de l'approvisionnement, de la satisfaction des besoins alimentaires de la population toujours croissante du globe dans le cadre de l'agriculture traditionnelle. Le problème ne peut être résolu qu'à l'aide de technologies génétiques, en développant la production d'aliments génétiquement modifiés. De la même façon, dans des conditions d'altération de l'écologie, on ne peut en principe assurer une bonne santé et une qualité de vie qu'à l'aide des technologies de clonage d'organes. Sur cette voie ou sur les voies de développement ultérieur des technologies virtuelles et informatiques, la question de l'immortalité de fait des individus deviendra aussi, très bientôt, une réalité. Cela étant, point n'est besoin d'être prophète pour supposer que la possibilité d'immortalité ou de prolongation infinie de la vie pour certaines personnes deviendra immédiatement un nouveau facteur de ségrégation sociale et raciale.

Il est évident que ce sont là des menaces absolument sans précédent, et que l'humanité, dans son expérience historique antérieure, n'a pu élaborer les mécanismes de régulation culturelle – des « systèmes de résistance à la stupidité » – qui seraient adéquats ici. Il est clair qu'on ne se rend pas complètement compte des conséquences d'une large utilisation de semblables technologies et du développement de ces tendances.

2. LA MONDIALISATION INTERROMPUE ?

Plus nous parlons des limites du développement économique du monde moderne, plus il devient évident qu'elles sont toutes liées d'une façon ou d'une autre au conflit du monde avec lui-même par suite de l'exploitation totale de l'espace terrestre. D'une façon ou d'une autre, mais c'est là que se trouvent les fondements du processus de mondialisation, c'est-à-dire de la tentative de passer d'une exploitation extensive du monde, d'un accroissement graduel de l'espace civilisé, à son exploitation intensive, lorsque les possibilités de résoudre les problèmes à l'aide de nouveaux territoires et ressources non exploités s'épuisent de plus en plus. L'idée d'une « limite de développement » n'est qu'un cas particulier des « limites du monde lui-même », des bornes physiques du globe terrestre.

La mondialisation est liée avant tout au développement économique et à la mise en place d'un système de relations internationales. Cependant il survient aussi, fondée sur ce processus, une mondialisation de l'organisation politique, sociale et culturelle de l'humanité. Le contenu de ces processus possède sa propre logique et sa propre dynamique. On peut y remarquer les nouveaux problèmes du monde post-moderne et aussi, peut-être, les ressources qui font défaut à la mondialisation actuelle, essentiellement économique, pour surmonter les impasses du développement.

Nous devons cependant voir que la résistance dans le domaine de la mondialisation et de l'unification des structures sociales, politiques et culturelles est justement beaucoup plus importante et intensive que dans l'économie, ou dans le système des relations militaro-politiques internationales. C'est pourquoi c'est précisément ici que, vraisemblablement, nous nous attendons à voir, et que nous observons en fait les signes d'une réaction à la tendance à la mondialisation dans le développement mondial, qui sont liés à la progression de la cons-

cience de soi des différentes sociétés et cultures, de leurs prétentions à l'indépendance et à une vision personnelle non plus seulement de leurs propres perspectives de développement, mais aussi de celles de l'évolution mondiale.

Ainsi apparaît un monde unifié où l'idée en tant que ressource d'universalisation du développement non plus seulement dans l'économie, mais aussi dans les autres domaines, se combine à la tendance d'une concurrence mondiale des différentes sociétés pour assurer leur avenir et leur droit à le déterminer. Le processus de mondialisation est complété par de nouveaux schismes de civilisation qui, apparemment, ne peuvent que s'aggraver à mesure que nous sentons plus clairement et plus nettement les limites du monde.

2.1. Mondialisation et occidentalisation : un monde unifié ou la « privatisation de l'avenir » ?

Dans tout le développement de l'Occident moderne, l'immense tentation de l'« humanité civilisée » d'adopter une nouvelle stratégie de progrès à son seul profit, de « privatiser l'avenir », est évidente. Le « monde civilisé » balance depuis déjà longtemps entre, d'un côté, accroître ses propres ambitions et besoins, et de l'autre, s'autopréserver. La croissance du bien-être et de la puissance technologique de l'Occident crée une illusion de toute-puissance, parce que la compréhension des limites et du danger d'un tel développement est évincée de la conscience ordinaire actuelle de l'Occidental moyen comme des élites dirigeantes.

Ceci ne caractérise pas seulement les pays occidentaux, mais aussi le monde communiste. En fin de compte, l'idée communiste, malgré toute son opposition à la civilisation occidentale moderne, était une idée d'origine occidentale, « interne », et par conséquent compréhensible. Le communisme proclamait les valeurs de progrès avec non moins et peut-être même plus de constance que le monde occidental. Et l'utopie communiste du « royaume de Dieu » sur la terre ne se distingue au fond pas beaucoup de l'idée du « milliard de privilégiés ». En gros, c'était avant tout un conflit interne du

monde occidental, le choix d'une des variantes de l'« élitisme ».

Après que l'écroulement du « second monde », l'alternative communiste, a ouvert à l'Occident des possibilités illimitées de domination, le système des conflits mondiaux s'est manifesté encore plus nettement dans des conflits pour les ressources et la survie, dans le cadre du processus général d'« expansion mondialisatrice ». De plus, ayant perdu avec l'URSS un adversaire essentiel, prétendant à contrôler le monde entier et à attirer dans son orbite toute l'humanité, l'Occident a également été privé de la motivation et de la nécessité de prétendre « sauver » le monde entier, préférant se limiter à la création d'un avenir à son seul profit.

L'étape actuelle des processus de mondialisation se déroule à un moment où dans le système des relations internationales, un seul État – les États-Unis – s'est considérablement détaché de tous ses rivaux, amis et adversaires, même des plus proches. De plus, il les a largement devancés sur tout l'ensemble des indices qui déterminent la puissance et la qualité du développement d'un pays moderne : ses potentiels économique et militaire, ses ressources et ses possibilités financières, le niveau de la science et de la technique, et bien d'autres.

Mais le monde occidental dans son ensemble s'est aussi détaché aujourd'hui, de la même façon, de l'humanité sous-développée.

2.2. Géopolitique et « géoéconomie » du Monde nouveau

Le problème de la mondialisation réside dans sa façon d'unifier et de transformer le monde aujourd'hui, alors qu'elle est liée avant tout au processus de mise en place de la domination universelle de l'Occident. Du point de vue de l'Histoire, un tel processus de mondialisation n'est rien d'autre qu'une situation particulière, déterminée par un ensemble de caractéristiques du monde moderne. Oui, elle provoque aujourd'hui des discussions acharnées et même une opposition politique et sociale. Mais cependant, le vecteur actuel de développement des processus de mondialisation ne supprime pas, en

soi, la mise en place d'un monde unifié, son resserrement et sa « consolidation » en un système unifié et interdépendant. Et nos efforts ne peuvent arrêter ce processus qui est absolument objectif.

Cela étant, si nous disons que la mondialisation actuelle est essentiellement un processus de domination de l'Occident, nous devons comprendre que ce n'est pas seulement l'expression historique du processus de mondialisation, mais aussi la structure de gestion de celui-ci qui se manifeste dans la nouvelle géopolitique du monde moderne.

Le monde moderne est un Monde nouveau en devenir, dans lequel apparaissent déjà les ilots d'une nouvelle structure qui prendra la forme d'une carte politique du monde absolument nouvelle.

La géoéconomie mondiale se présente à nous comme un nouveau système d'organisation de l'ordre mondial, lié à la spécialisation et au partage du travail entre les différentes régions du globe, au renforcement du rôle régulateur et directeur non seulement des multinationales, mais aussi de l'économie financière virtuelle mondiale que nous avons déjà mentionnée. Ces relations géoéconomiques se développent parallèlement à celles entre États, formant un système d'organisation du monde, dont nous devons tenir compte d'une manière ou d'une autre, et dans lequel les États se positionnent.

Les multinationales ont manifesté une indépendance presque totale vis-à-vis des États nationaux. Souvent, les autorités se trouvent tout simplement impuissantes face aux représentants du capital international qui ne tolèrent pas d'inspections, transfèrent leur argent à la vitesse de la lumière, investissent dans différents coins du globe, mettent leurs recettes à l'abri dans des paradis fiscaux, en dehors du champ d'action des États.

On dirait qu'il existe deux mondes parallèles. Dans le premier, il y a des États, des frontières, des obligations internationales, dans le second – rien de tout cela. Dans l'un, des constitutions, des lois, le principe de séparation des pouvoirs sont en vigueur. Dans l'autre, ce sont seulement les règles du

libre jeu des capitaux, qui ressemble plutôt à un jeu sans règles. Les deux mondes cohabitent dans le même espace et sont souvent représentés par les mêmes personnes.

Le premier est relativement stable : les décisions sont traitées dans les bureaux, publiées, contrôlées, etc. Le second est celui de l'instant et du mystère : les gens y agissent sous des pseudonymes, parfois virtuellement, surgissant, semble-t-il, du néant et se dématérialisant tout aussi vite.

De plus, il apparaît que la géoéconomie mondiale est hiérarchisée, on y distingue des secteurs avancés et d'autres en retard, qui, en outre, sont étroitement liés à certains pays du monde et à des coalitions d'États. Ainsi, les États-Unis et l'Occident dans son ensemble sont aujourd'hui les possesseurs du bloc de contrôle des secteurs financiers, des infrastructures et de la haute technologie, super(post)industriels de l'économie mondiale, alors que la région Asie-Pacifique se transforme peu à peu en usine, en nouveau centre industriel du monde. Aux niveaux inférieurs se trouve le monde des matières premières auquel, malheureusement, la Russie se rattache toujours davantage.

Ainsi, la logique objective du développement de l'économie mondiale, – c'est la concurrence des différents États, régions, sociétés et « pirates » de la finance mondiale pour la domination aux niveaux hiérarchiques les plus importants et les plus avantageux de cette pyramide.

En même temps, l'époque de l'informatique a assuré une véritable mondialisation, dans la mesure où elle a constitué un ensemble commun d'information et de communication et a permis de passer à une gestion globale en temps réel, par-dessus les frontières des États.

L'expansion des réseaux informatiques de type Internet, la facilité d'accès et la modicité de coût des liaisons entre individus, indépendamment du lieu où ils se trouvent, suppriment la dépendance déterminante de l'intensité des contacts par rapport à la densité de population du lieu d'habitation (de même que la couverture téléphonique totale d'une grande ville a fait que le cercle de nos relations ne dépend plus, dans une large mesure, du quartier où elles résident). Cela en soi peut

déjà devenir un facteur puissant qui libère la sphère des contacts humains de limites géopolitiques et idéologiques. Le développement, le perfectionnement et la baisse du coût des transports, ainsi que l'assouplissement des barrières frontalières renforcent cette tendance.

En même temps, le coût de fabrication des produits est de plus en plus déterminé non par le coût des matières premières et de l'énergie, mais par celui de l'information. En d'autres termes, la composante informationnelle de la production représente une part toujours plus importante de son coût, et cela ne peut pas ne pas se répercuter sur le contenu de l'activité des services douaniers et frontaliers : les fonctions de ces administrations devront progressivement passer du domaine de l'espace géographique à celui « virtuel » de l'informatique.

En conséquence, l'espace physique du monde perd de plus en plus son rôle fondamental, cédant ses fonctions à l'espace universel d'information politique de la gestion mondiale. Ce processus politique se déroule déjà non pas tant dans l'espace physique des territoires et de leurs possessions, que dans le cadre de l'espace virtuel des courants d'information, des finances, des décisions autoritaires, des ressources symboliques et des connaissances. En ce sens, de nombreux États du monde ne contrôlent même pas aujourd'hui leur territoire national, sans parler de la capacité d'exercer une influence sur les processus dans les autres régions du monde, c'est-à-dire d'avoir l'initiative des décisions et de soutenir les processus dont les manifestations et les conséquences ont une importance mondiale.

2.3. Après l'État : la crise du modèle d'État classique et le système de souveraineté limitée

La destruction du principe de souveraineté nationale, qui est à la base du système des États-nations, est une tendance importante du développement du monde moderne. Aujourd'hui déjà, on peut dire avec assurance que rares sont les États qui jouissent d'une souveraineté nationale et d'une indépendance totales. On peut, il est vrai, citer les États-Unis, la

Chine, l'Inde, la Russie. Mais ensuite ? Même en ce qui concerne les principaux États de l'Union européenne, des doutes surgissent déjà.

Le principe d'intangibilité d'une souveraineté nationale illimitée, tel qu'on le connaissait dans la seconde moitié du XX^e siècle, n'a plus sa place au XXI^e.

Dans l'avenir la structure État-nation du monde va se transformer. Cela peut résulter d'un nouveau colonialisme, de l'absorption des États plus faibles par de plus forts ou bien, plus vraisemblablement, de la formation de superfédérations mondiales du type de l'Union européenne. Le plus probable est que les deux approches se combineront d'une manière ou d'une autre, selon les groupes de pays de niveau de développement respectivement différent ou semblable, dans le système de géoéconomie mondiale.

La légitimité limitée et sélective des États dans le nouveau système de relations internationales reflète la tendance à la perte par l'État même de son statut d'acteur principal et cohérent des relations internationales et, en même temps, à former un nouveau type de pouvoir mondial, lié à l'aire postindustrielle qui possède une supertechnologie, lui permettant non pas simplement de mettre en doute la légitimité de tel ou tel État, mais de réaliser sa liquidation sur le plan de l'information, symbolique, économique et militaire.

A l'époque de « l'État postclassique », l'organisation horizontale et l'interaction des associations locales, créées selon divers critères, commencent à prendre beaucoup plus d'importance. La carte politique traditionnelle du monde et le système des institutions supranationales sont soumis à une érosion face au réseau mondial de la société de l'information, qui échappe à leur contrôle. L'espace politique « se resserre », détruisant alors ce qu'on appelle le processus politique national.

Les frontières nationales, le droit, la langue, les institutions politiques, les moyens de communication, les distances, le temps, — tout ce qui, auparavant, défendait et déterminait l'ordre particulier de l'organisation politique de sociétés et

d'États, ne peut aujourd'hui les préserver des interactions politiques mondiales.

Les acteurs multinationaux jouent un rôle croissant en politique, mais ce ne sont plus seulement des sociétés commerciales qui, auparavant, étaient essentiellement des agents de l'expansion mondiale des pays développés, mais aussi d'autres structures et organisations. Aujourd'hui, à la fois les leaders nationaux et les représentants d'autres États, d'autres peuples, d'organisations religieuses, du capital international et de différents mouvements sociaux mondiaux sont les acteurs de la politique dans tel ou tel pays. En outre, une partie d'entre eux, représentant le processus politique mondial « de l'ombre » et la criminalité internationale, n'a pas un statut tout à fait légal. L'apparition de ces nouveaux acteurs de l'Histoire apporte au monde quelque chose de nouveau, pas toujours compréhensible et, de plus en plus souvent, extrêmement dangereux.

La crise et le développement insuffisant des institutions politiques internationales ne font que renforcer l'importance, dans le cadre du processus politique mondial, des technologies politiques hors institutions et hors droit.

Ce « nouveau monde horizontal » menace dans une certaine mesure le modèle actuel de mondialisation qui est lié à la domination de l'Occident.

Si, auparavant, le processus de formation d'un nouveau monde en réseau lésait essentiellement les pays en voie de développement, les nouveaux États-nations, et était foncièrement un instrument d'expansion de l'Occident, aujourd'hui, les pays développés les plus puissants ressentent également toujours davantage le facteur « extérieur » et mondial dans l'organisation du processus politique national. Les nouveaux acteurs politiques mondiaux acquièrent une telle force et un tel potentiel d'influence qu'il leur devient difficile de s'opposer non seulement aux États les plus fermes et les plus stables, mais même aussi aux unions militaro-politiques et économiques et aux confédérations de ces États.

Le terrorisme international (ou, plus exactement, la guerre de diversion sous couleur de terrorisme) n'est absolument pas

un phénomène extérieur par rapport au monde civilisé. L'utilisation de la télévision pour démontrer sa puissance n'en est que la manifestation la plus évidente. En même temps, en effet, le terrorisme international utilise les moyens de communication, les systèmes financiers, et les institutions démocratiques de nombreux pays du monde. L'attaque du 11 septembre 2001 a eu un effet significatif en ce sens qu'il a mis en doute la souveraineté de l'État le plus puissant du monde moderne, les États-Unis. Ainsi, l'idée confuse pour l'homme de la rue que dans le Monde nouveau, le territoire et son contrôle souverain sont éphémères et secondaires par rapport à la structure réelle du pouvoir dans le monde moderne, – cette idée est soudain devenue parfaitement perceptible, et s'est donc réalisée.

La faiblesse de la structure de l'État-nation est ici le problème majeur de l'Occident. C'est précisément sur elle et autour d'elle que s'édifiait autrefois le système de domination mondiale de « l'humanité civilisée », c'est avec son aide qu'on réussissait à contrôler les différents groupes d'intérêts et leur autoorganisation. En un certain sens, les approches modernes du développement des relations internationales reflètent cette menace. La tentative de l'Occident de conserver le système étatique du monde à la base des conceptions de « souveraineté affaiblie », d'« administration des États de l'extérieur » et d'« interventions humanitaires », est évidente. Il a pour objectif d'élaborer un nouveau système d'États-nations mondial qui sera particulièrement perméable au monde civilisé, et gérable.

Cependant, il est peu probable que le processus lancé puisse être arrêté. Le mouvement antimondialisation qui n'est qu'en partie une manifestation de la société civile mondiale, ainsi que les idées répandues quant à la nature de réseau du terrorisme international, – voici les signes du Monde nouveau, de « l'autogestion mondiale » contre lesquels il est, déjà aujourd'hui, si difficile de lutter avec les forces du système international d'États-nations, et en particulier de l'Occident. Le processus de mise en place d'un monde en réseau ne se transforme pas simplement, aujourd'hui, en une intervention contre le projet de civilisation de l'Occident, mais prend de plus en plus clairement l'allure d'une mondialisation alternative, ayant différentes variantes et conséquences, dont certaines extrêmement dangereuses.

2.4. Le phénomène de civilisation éclatée et le « Monde nouveau »

Le tableau progressiste du monde, établi à partir de l'exigence de mondialisation, de l'« occidentalocentrisme », et du développement linéaire de la civilisation ne correspond absolument pas à la situation dans le monde et aux tendances de son développement. De toute évidence, nous observons comment *la modernité devient concurrentielle*, se transforme en une arène, où s'affrontent et sont réellement sélectionnés les différents modèles de développement.

L'originalité de la situation réside dans l'apparition, dans les conditions de mondialisation, d'intégration du monde, d'un phénomène radicalement opposé de civilisation éclatée. En principe, le monde postindustriel des pays les plus développés de l'Occident est parfaitement capable de se « chrysalider » et d'exister indépendamment des autres pays, même si l'on tient compte de la dépendance existante en ce qui concerne les ressources, qui est technologiquement surmontable et réductible dans un avenir proche. De plus, ayant comme ressource essentielle les secteurs postindustriels, informatifs de la production, l'Occident ne dépend ni d'autres pays, ni d'autres secteurs pour produire et développer précisément ce secteur de sa domination.

En même temps, le monde en voie de développement, les sociétés traditionnelles et les pays industrialisés de la modernité sont parfaitement capables d'organiser leur existence, à un niveau peut-être insuffisamment avancé du point de vue actuel, mais assez élevé, et cela sans les pays occidentaux. Les dépenses pour assurer la qualité, le niveau de vie et la survie de ce monde seront plus élevées qu'aujourd'hui, mais dans l'ensemble elles lui permettront de survivre. Il s'avère ainsi que deux mondes, – le monde de la postmodernité postindustrielle et le monde de la grande masse de l'humanité –, peuvent tout à fait exister l'un sans l'autre. Mais ils ne peuvent exister indépendamment l'un de l'autre ni sans prêter attention l'un à l'autre, étant présents simultanément dans la modernité.

Pensant au Monde nouveau comme à une marche victorieuse de l'Occident, nous oublions que les tendances objecti-

ves de développement de la civilisation dans la perspective des cinquante prochaines années font de l'Occident une minorité toujours plus réduite du monde qui, malgré son expansion politique et économique, se resserre comme une peau de chagrin. L'histoire de l'humanité cesse d'être l'histoire de la civilisation occidentale et de l'hémisphère nord. Si, auparavant, quand ce monde représentait plus de la moitié de la population totale du globe, nous pouvions encore dire que l'histoire du monde était l'histoire de l'Occident, aujourd'hui ce n'est plus possible.

3. LES NOUVEAUX PHÉNOMÈNES DE L'HISTOIRE

Dans quelle mesure le monde est-il gérable, quel peut être le modèle le plus juste et, dans un certain sens, universel pour l'administrer, – voilà en fin de compte le problème crucial de la mondialisation. Le problème de la gestion du développement de la société devient un problème-clé dans la mesure où, dans les conditions actuelles, le monde en cours d'auto-développement verra sa fin arriver assez rapidement. Aujourd'hui, les dépenses chaotiques du processus mondial de pacification sont trop élevées. Mais s'il en est ainsi, et si la possibilité de diriger est un aspect très important, essentiel, il est encore plus important de comprendre qui est à la tête de cette direction.

Connaissant l'histoire de l'humanité, nous comprenons assez bien que trop de choses dépendent de cela. La volonté politique du dirigeant a une importance critique pour l'état de tout le système. Mais en principe, c'est une erreur que de se demander si une personne ou un groupe, quels que soient leur qualité et leur niveau, peuvent diriger le développement de la société. Nous ne devons pas nous laisser entraîner par l'idée de rechercher le modèle optimal de configuration des institutions internationales, d'organisation d'un gouvernement universel, etc. La tâche n'est pas là. Elle est plutôt de garantir une organisation du système mondial qui contiendrait un mécanisme politique et social d'autogestion. Quel sera-t-il ?

La réponse à cette question dépend essentiellement de notre aptitude à saisir et à comprendre les tendances absolument nouvelles dans le développement de la société et de notre civilisation. Aujourd'hui déjà un certain nombre de processus nous oblige ou, plus exactement, doit nous obliger à parler plus sérieusement des nouveaux mécanismes et tendances du développement mondial.

3.1. L'avenir de la démocratie et la menace d'une guerre civile universelle

« L'humanité civilisée » doit réfléchir au problème de l'intégration, dans le projet d'avenir, de toute la population du globe, et non seulement du « milliard de privilégiés ».

La prise de conscience de la communauté planétaire de l'humanité pose beaucoup de nouveaux problèmes. En un certain sens, toute l'histoire politique de « l'humanité civilisée » se présentait comme un passage progressif à une plus grande intégration et un accord, à la démocratie et la coopération, à l'aplanissement et l'élimination partielle des contradictions sociales à l'intérieur des communautés nationales (et par la suite, aussi, du système supranational de l'Occident, dans le cadre des institutions internationales), grâce au « rejet » du potentiel autoritaire, au transfert de l'exploitation des ressources et à un effort d'expansion vers l'extérieur, vers d'autres régions et pays du monde, au-delà de la civilisation occidentale, qui devient ainsi de plus en plus attirante.

En passant à un autre niveau, – le niveau planétaire, – de perception et de compréhension de l'unité sociale, le monde dans son ensemble et le « monde civilisé » en particulier se trouvent sous la menace de nouvelles divisions sociales, qui vont croissant dans la communauté mondiale, de la formation d'une élite et d'un prolétariat mondiaux, de la création de conditions risquant d'entraîner une guerre civile universelle. Une guerre qui sera faite avec toute la puissance du progrès et avec tous les types possibles d'armes, y compris la guerre de l'information et le terrorisme, et qui ne se déroulera plus aux confins de la terre, loin de la civilisation, sous la forme de conflits dirigés, mais dans chaque pays et dans chaque ville d'Amérique, d'Europe, du monde entier.

Cela étant, il faut tenir compte du fait que le cycle de guerre et de paix est lié à la mémoire de la société. La science moderne a constaté qu'il faut généralement que quelques générations passent et qu'arrivent celles qui ne se souviennent pas des horreurs et des souffrances de la catastrophe précédente pour que commence une nouvelle guerre.

Nous ne pouvons dire quelle sera la formule d'organisation du pouvoir dans l'avenir. Cependant, ce ne sera pas obligatoirement la démocratie ou, en tout cas, ce que nous entendons par démocratie aujourd'hui. Aujourd'hui, les régimes démocratiques perdent de leur efficacité – en partie parce que la participation politique de la population diminue et que les possibilités d'agir sur les gens s'élargissent, en partie parce que les problèmes du monde réel sont d'une complexité effrayante, et en partie parce que les principes proclamés de démocratie et de « politiquement correct » entraînent l'auto-destruction des régimes les plus démocratiques. A l'intérieur de ceux-ci mûrit la réaction.

En outre, l'accroissement des degrés de liberté de l'homme dans le monde moderne ne peut être infini et ne peut pas ne pas engendrer une tendance totalitaire de la part de la structure sociale traditionnelle et de l'État. Cela est aussi compréhensible quand, par exemple, l'expression « homme-État » ne paraît plus si déplacée dans le monde moderne : l'image d'Oussama Ben Laden l'illustre parfaitement.

La « crise de la démocratie » se manifeste aujourd'hui en premier lieu dans le fait que ses principes ont cessé d'être une exigence nécessaire et une valeur inconditionnelle pour le monde occidental lui-même. Cela apparaît à la fois dans la politique intérieure et dans la politique étrangère des États civilisés.

Dans les années 1990, la nouvelle notion d'« interférence humanitaire » s'est largement répandue en politique internationale. Nous avons été les témoins de tentatives impressionnantes et, en même temps, accablantes de la part des pays occidentaux et, avant tout, des États-Unis, de démocratiser par la force certains régimes politiques nationaux et même certaines régions du globe. Malgré le caractère contestable des résultats de ces interventions, la doctrine initiale, sur laquelle est fondée cette politique de la communauté internationale qui s'identifie de plus en plus souvent aux organisations économiques et militaro-politiques de la civilisation occidentale, est restée inchangée. Une telle politique est toujours partie d'une logique libérale, d'une mondialisation occidentalisante comme processus de démocratisation mondiale, de l'imposition à tous les pays de standards unifiés d'organisation politique

nationale qui créent les prémisses pour écarter toutes les barrières économiques, culturelles et sociales qui divisent le monde.

Cependant, aujourd'hui, une telle approche non seulement est inacceptable pour tout le monde non-occidental, mais commence aussi à être considérée comme dangereuse et inefficace par la communauté occidentale elle-même.

Il s'est avéré qu'il existe dans le monde des forces politiques susceptibles d'utiliser le processus de démocratisation mondiale dans un projet complètement différent et radicalement opposé à l'idée initiale. Les nouvelles possibilités créées par la mondialisation et la démocratisation, associées à l'affaiblissement des structures politiques et sociales traditionnelles ainsi qu'à l'accroissement de l'instabilité des formations étatiques, ont posé la question de l'inefficacité de la stratégie de démocratisation. Le monde occidental, en réalisant ses objectifs et ses valeurs-repères à l'échelle internationale, s'est trouvé dans la nécessité de prendre sur lui la responsabilité d'un très grand nombre de pays et de peuples qui, ayant rejeté leurs propres principes traditionnels d'organisation politique, ont perdu tout à la fois leur stabilité et leur efficacité, et se retrouvent impuissants non seulement face aux visées mondialisatrices de l'« humanité civilisée », mais aussi face aux forces suspectes du « monde de l'ombre ».

Les attentes sociales de la population des pays occidentaux sont liées au fait que la menace de désagrégation interne des sociétés, qui avait auparavant un caractère surtout abstrait ou strictement local, est aujourd'hui sortie des limites des enclaves des cultures allogènes, qui se sont formées au cours des dernières décennies dans les sociétés occidentales. Les minorités ethniques et religieuses qui ont peu à peu envahi les pays occidentaux, tout en restant localisées et isolées de l'ensemble de la société, se sont profondément enracinées et se sont agrandies jusqu'à atteindre un seuil critique, passant à une stratégie active d'« insertion » dans les sociétés occidentales, ou, plus exactement, d'une « modification » de celles-ci, qui tient compte de leurs valeurs et de leurs intérêts. Paradoxalement, cette stratégie est réalisée aux frais des sociétés occidentales elles-mêmes – d'année en année ces « boulets » étrangers bénéficient de plus en plus des avantages sociaux et accrois-

sent sensiblement la charge qui pèse sur les fonds publics et l'infrastructure.

L'establishment officiel et les idéologues occidentaux ont toujours considéré comme une alternative à cela l'intégration des immigrés, leur transformation progressive en membres d'une nation politique unifiée, dans tel ou tel État, dont l'identité n'est plus déterminée par des caractéristiques ethniques, mais par les valeurs de la culture universelle. Cependant, cette conception dont les racines plongent indubitablement dans l'expérience relativement réussie, du point de vue historique, de la formation de la nation américaine, provoque des remous dans certaines sociétés, en premier lieu les européennes, où malgré tout les traditions et les valeurs patriarcales restent fortes.

Même les États-Unis qui ont toujours été un étalon et un modèle de société d'un type particulier, appelé « melting-pot », où toutes les nations, les peuples, les ethnies, les cultures et les religions étaient brassés pour donner une seule « grande nation américaine », ne peuvent plus aujourd'hui maintenir la température indispensable dans leur creuset de stabilité sociale. Le développement qualitatif et quantitatif des subcultures des minorités, associé aux exigences du politiquement correct, aboutit à ce que, d'année en année, la culture de base de la nation américaine devient la culture d'une minorité – si ce n'est qualitativement (jusqu'à présent), du moins du point de vue de la capacité d'influencer et de déterminer les tendances de développement de son propre pays.

Le problème de l'immigration, essentiel pour les pays occidentaux, est que les sociétés civilisées ne peuvent plus se passer d'un apport extérieur de main d'œuvre si l'on considère la nécessité de maintenir le niveau social et les avantages sociaux de la population indigène, et de la décharger du travail non-qualifié.

Un problème douloureux de l'Occident moderne, que les citoyens russes comprennent de mieux en mieux, est de surmonter les contradictions de la société de consommation qui cherche à se préserver du travail pénible, mais en même temps à multiplier les biens matériels. L'économie de l'Occident devient de plus en plus une économie de production de

besoins artificiels, obligeant l'homme à vouloir toujours du nouveau et l'éloignant des réalités prosaïques et souvent épouvantables du monde contemporain. Ceci, indubitablement, donne à la vie un arrière-plan confortable, mais prive les nations concernées de volonté et les empêche de comprendre les véritables orientations du développement de l'humanité. Pour ceux qui appartiennent à la société de consommation, le travail, de source de vie, est devenu une annexe et un « camouflage » de la possibilité de consommer et de jouir. Assurer un travail aux citoyens se transforme en création obsessionnelle de niches pseudo-économiques de travail toujours nouvelles, qui permettent de rémunérer cette activité.

Mais il faut payer pour tout. L'agressivité croissante vis-à-vis des immigrés et le potentiel du virage à droite de la politique européenne mettent justement en question toutes les conquêtes sociales de l'Occident qui constituent aujourd'hui la base du consensus social. Dans ces conditions, on ne s'étonne plus des exigences de la société qui mûrissent dans les pays occidentaux et deviennent les réalités politiques des dernières campagnes électorales dans bien des pays d'Europe. L'Occident est à la veille d'une sérieuse réinterprétation des principes de la démocratie libérale et de la priorité qu'ils accordent aux droits et aux libertés de l'individu.

De plus, la situation révèle une coïncidence paradoxale des intérêts de la grande masse de la population des pays occidentaux et des élites mondiales qui minent aussi la démocratie partout. Elles croient davantage dans le pouvoir de l'argent, des technologies des relations publiques, et autres instruments pour transformer les masses en zombies, que dans les idéaux de la société démocratique. Elles cherchent à déterminer l'issue des élections présidentielles et législatives, à acheter les membres des gouvernements, à pénétrer les structures des États, à privatiser le pouvoir. N'ayant ni patriotisme vieux-jeu, ni sentiment de responsabilité, ces nouveaux maîtres du monde veulent utiliser les services de l'État comme ceux d'un établissement auquel on désigne ses objectifs et ses tâches.

Mais à la différence du pouvoir légitimement élu, les élites mondiales ne sont assujetties ni aux promesses électorales, ni aux normes de l'éthique humaine, ni aux accords nationaux, ni à l'opinion publique, – en un mot, elles ne sont assujetties à

rien. Libres de toute responsabilité pour les conséquences sociales de leurs actes, ne connaissant pas les frontières, elles attaquent les économies nationales, imposent leurs intérêts aux gouvernements, ne se reconnaissent aucune obligation envers la loi et les hommes.

Nous avons ici une structure du pouvoir comme à deux composantes. En surface, c'est l'électivité, la transparence, l'obligation de rendre des comptes, le principe de contrôle, — tout ce qu'il faut. Mais derrière chaque décision d'importance stratégique se cachent d'autres structures, secrètes. Ou bien, en d'autres termes, la postdémocratie actuelle est une organisation où une élite invisible se charge de tout le travail nécessaire pour transformer les masses en zombies et assurer la stabilité du pouvoir. Et le pouvoir, de son côté, soutient activement les intérêts de la nouvelle élite et contraint les pays économiquement dépendants à ouvrir leurs frontières au marché mondial.

En conséquence, nous n'avons plus là la démocratie classique, qui a subi une érosion face aux « liaisons informatives » qui échappent à tout contrôle, mais un nouvel ordre social. Les acteurs de la politique, ce ne sont plus les leaders nationaux, mais les représentants du capital international qui ne connaissent ni frontières, ni cultures, ni postulats humanistes.

Les élites ont aussi une autre tentation surprenante : déterminer le « milliard de privilégiés » digne de survivre, non plus en le rattachant à tels ou tels peuples, aux citoyens de tels ou tels États, mais autrement — comme une élite mondiale regroupant les classes dirigeantes des principaux pays du monde.

En tout cas, ce qui était au XX^e siècle la société de masse, (où l'opinion de l'individu avait au moins quelque importance), se transforme inexorablement en quelque chose de nouveau, — une biomasse changée en zombies que gouverne la caste de l'élite dominante.

L'avenir peut avoir comme variante la mise en place d'un système méritocratique de gouvernement fondé sur la domination de ceux qui possèdent les connaissances et l'information. Apparaîtra alors une démocratie censitaire mondiale où seuls

auront des droits et une voix les sociétés, États et firmes possédant un capital patrimonial suffisant et ayant passé l'examen de culture générale sur le « politiquement correct » et les « droits de l'homme ». Ce sera une nouvelle société mondiale de classes qui devra savoir survivre dans l'avenir à ses propres grandes révolutions « bourgeoises ».

Ainsi, nous voyons aujourd'hui coexister deux principes différents d'organisation du monde. L'un propose un monde dévoilé, l'autre – un monde caché ; le premier – un État-nation, le second – des tendances à la mondialisation. Le premier s'appuie sur les valeurs traditionnelles, le second – on ne sait toujours pas sur quoi.

On se demande ce qui va arriver. Existe-t-il vraiment un projet de mondialisation et comment s'imaginer les perspectives du déroulement ultérieur des événements ?

Citons trois hypothèses. La première appartient aux anti-mondialistes. Ils disent que les nouveaux maîtres du monde ont pour objectif un gouvernement mondial, un club élitiste de la bureaucratie et de l'oligarchie internationale, qui n'est responsable devant aucun pouvoir national. D'après ce pronostic, la nouvelle classe, qui comprend la bureaucratie internationale corrompue et les multinationales, existe déjà, bien que jusqu'à présent elle ne s'inscrive dans aucune structure.

La seconde variante est plus intéressante. D'après les prévisionnistes, le monde parallèle n'a pas le projet de sortir de l'ombre, les oligarchies ne se préparent pas à remplacer les autorités des États nationaux. Il est dans leur nature d'utiliser les États comme des entreprises qui leur appartiennent, les gouvernements – comme des managers. L'efficacité de l'élite mondiale est assurée par l'utilisation de pseudonymes, l'existence dans l'ombre lui convient. Si paradoxale que soit cette conception des choses, une telle variante semble plus vraisemblable.

Mais il y a encore une troisième hypothèse. Il s'agit de la menace de régimes autoritaires et despotiques. Les mastodontes de la finance ne sont pas les seuls à vouloir édifier un nouvel ordre social, avec une autre structure du pouvoir. Dans le chaudron de la mondialisation on trouve différentes tendan-

ces, dont certaines franchement antidémocratiques. Le nouvel ordre mondial a besoin non seulement de libéralisation, mais aussi de stabilisation. D'après tout ce que nous savons, les révolutions, les coups d'État appartiennent au passé. L'élite mondiale préfère avoir affaire à des despotes corrompus qu'à une horde démocratique imprévisible.

Jusqu'à présent la principale objection à l'éventualité de régimes autoritaires se réduit à une seule, – leur inefficacité économique. Mais il suffit que quelqu'un édifie un despotisme corporatif d'un nouveau type qui réfute cette thèse –, et la démocratie peut s'effondrer sous la pression des masses.

3.2. Le problème du terrorisme et la possibilité éthique d'une terreur massive

Dans un article relativement récent et largement débattu, intitulé « L'esprit du terrorisme », le célèbre philosophe et sociologue français Jean Baudrillard proclamait qu'aujourd'hui dans le monde c'est la guerre de la terreur contre la terreur et que « l'énergie qui alimente la terreur n'a pas de motif, ne peut être comprise dans le cadre d'aucune idéologie ». La terreur ne veut pas changer le monde mais s'efforce de le détruire, « de le rendre plus radical grâce à un sacrifice ».

Une interprétation aussi héroïco-romantique du terrorisme et des conséquences qu'il entraîne nous emmène sur une fausse piste. La question majeure que posent les événements du 11 septembre 2001 comme des 23-26 octobre 2002, est : « Comment sont-ils éthiquement possibles ? » La nécessité de répondre à cette question ne dépend pas de la version des faits à laquelle nous adhérons, qui nous considérons comme l'inspirateur de ces actions monstrueuses, où nous voyons leur source et leur cause.

De tels actes de terrorisme sont éthiquement possibles lorsqu'un groupe de personnes est emmené au-delà des limites de l'humain et de l'humanitaire, c'est-à-dire au-delà du champ d'action des normes morales. Ce qui est visé par l'acte terroriste, ce ne sont pas de hauts personnages avec une activité notoire et supposés responsables, comme l'archiduc Ferdi-

mand ou P.A. Stolypine. Pour les terroristes d'aujourd'hui, les futures victimes d'actes de terrorisme ne sont pas des personnalités, mais des créatures d'un ordre inférieur, des condensés de matière, sans âme ni individualité, que ne concernent pas les normes de l'éthique humaine, et la première d'entre elles, – « tu ne tueras point ». « Pour eux, nous sommes une poussière insignifiante » a dit avec justesse Vladimir Poutine au sujet des terroristes. Une telle requalification de l'adversaire survient en temps de guerre lorsque la raison de le tuer est le fait même qu'il se trouve dans le camp opposé.

Il y a encore quelque chose qui rend le terrorisme possible, – c'est l'idée non exprimée, ou formulée de façon peu explicite, que des êtres humains portent une responsabilité historique collective, peu importe pour quoi, – qu'il s'agisse des croisades, ou de la colonisation, ou de leur participation à telle ou telle guerre ou révolution dans le passé. Ces êtres humains à qui est refusée toute humanité, deviennent l'objet d'une sorte de vendetta au niveau de l'histoire mondiale.

Enfin, les terroristes, en se mettant dans la position de « propagateurs » de la morale, – qui considérer comme un homme, auquel s'appliquent les normes de la morale, qui non, qui châtier, qui épargner –, s'attribuent les prérogatives de source transcendante et sacrale de la morale, agissent au nom de Dieu et croient qu'après leur mort physique ils trouveront asile non pas en enfer où doivent séjourner les assassins, mais parmi les justes.

Tout ce que l'on sait des exécutants et des organisateurs immédiats des actes de terrorisme des 11 septembre et 23-26 octobre, montre que l'humanité a justement affaire à ce genre de terrorisme. Les « infidèles » ne sont pas des hommes, les terroristes les appellent « des enfants de porcs et de singes ». Ils méritent de mourir simplement parce qu'ils représentent une partie de l'Occident ennemi, et c'est pourquoi il n'y a parmi eux ni innocents, ni non coupables. Les terroristes ont conscience d'être les intermédiaires de la volonté divine, les combattants du djihad et savent qu'une vie les attend au paradis. Par cela même, les actes de terrorisme sont, du point de vue de leurs auteurs, une chose moralement justifiée.

La grande question est de savoir qui leur a donné le droit d'agir au nom de la justice divine, inconcevable par nature, et si ils sont guidés par des préceptes islamiques ou bien si ils sont, – ce qui est plus vraisemblable –, les adeptes d'une secte extrémiste que nous appellerons « oussamisme », du nom d'Oussama Ben Laden, reconnu par les membres d'Al Qaeda comme leur autorité religieuse.

3.3. La revanche des valeurs et la réponse à l'avenir dans une langue sensée

L'idéologie a réapparu dans l'Histoire et prétend réfuter l'universalité, proclamée par l'Occident, des lois économiques de développement de la « civilisation de marché ». Le monde est aujourd'hui menacé non par des États et des armées, les armements les plus modernes et les hautes technologies, mais par une force bien plus inquiétante et puissante, – une volonté cruelle et une foi fanatique. La « revanche des valeurs » à laquelle se heurtent aujourd'hui le « monde civilisé » et la communauté mondiale, est un défi à l'illusion de la supériorité du rationnel et du pragmatique en politique.

Certains politologues ont tendance à extrapoler dans l'avenir la « renaissance religieuse » observée au cours des dernières décennies. Cependant, ces auteurs portent un jugement de valeur différent sur leurs pronostics : certains sont prêts à saluer un nouveau Moyen Âge, d'autres le voient comme une triste nécessité. Cette dernière position a été résumée dans l'article du scientifique américain Samuel Huntington, qui est devenu un best-seller de la littérature de vulgarisation scientifique en 1994.

Huntington est convaincu que l'avenir politique de la communauté mondiale est d'être partagée en sept ou huit « civilisations » régionales, dans lesquelles l'intégration se fera selon un principe confessionnel, et qui seront en état de conflit permanent les unes avec les autres. Il est particulièrement important de souligner que ce scénario est présenté non pas comme un parmi d'autres, mais comme la seule perspective envisageable du processus historique. Dans ce cas, la

guerre de tous contre tous promet d'être le leitmotiv du siècle qui commence.

On objecte parfois que de telles craintes sont exagérées, que les guerres ont accompagné toute l'histoire de l'humanité, et que les religions leur ont assuré de solides bases idéologiques en divisant les hommes en deux catégories : les nôtres et les autres, ce qui préserve la société d'une violence chaotique, en donnant à la guerre un « sens supérieur » ; cependant tout cela n'a pas conduit l'humanité à sa perte. Mais cette objection méconnaît une circonstance décisive.

Au cours des millénaires on s'est battu avec des lances, des glaives, des mortiers, des fusils, des canons, des tanks. Les ogives nucléaires et les engins balistiques ont déjà radicalement changé la situation et des armes encore plus sophistiquées sont à l'ordre du jour. Associé à la mentalité religieuse, à la « sainte » intolérance et à la haine des infidèles, cela composera un mélange vraiment détonant qui fera vraisemblablement sauter l'édifice de la civilisation planétaire.

Sur ce plan, il est peu probable que les espoirs mis dans la formation d'une « religion universelle », unique pour tous les hommes, soient constructifs. L'essence de toute religion est d'unir les hommes en les opposant à d'autres. C'est pourquoi la mentalité religieuse est dichotomique dans ses fondements profonds, conceptuels et psychologiques. Depuis toujours, elle divise les hommes en fidèles et infidèles, ceux qui sont « avec Moi » et ceux qui sont « contre Moi », et ses images-clés sont celles de l'Ennemi et du Glaive. L'expérience historique montre que là où un enseignement religieux a touché des masses importantes, celles-ci se sont rapidement scindées en vrais et faux disciples, et qu'ensuite les prophètes appelaient à faire preuve d'une foi implacable, et les héros inébranlables, (et avec eux d'innombrables victimes), tombaient dans des guerres saintes, des répressions, des pogroms sanglants.

Il faut ajouter que non seulement les scientifiques, mais aussi les philosophes croyants les plus perspicaces ont attiré l'attention sur l'incompatibilité d'une vision spirituelle du monde et la réalité changeante. Ainsi, un grand penseur chrétien, Gilbert Chesterton, a émis l'idée que les religions de l'avenir devraient s'appuyer sur un sens de l'humour forte-

ment développé (conserveront-elles dans ce cas la qualité de religion ?) et se préserveraient ainsi de leur agressivité traditionnelle. Et dans ses célèbres *Lettres*, écrites dans une geôle nazie, le pasteur et théologien allemand Dietrich Bonhoeffer soulignait que le « monde ayant atteint sa majorité » saurait renoncer à l'« hypothèse de Dieu », dépasserait la crainte de Dieu et le besoin d'être éternellement en tutelle, et qu'étant devenu « absolument areligieux », il se rapprocherait ainsi de Dieu.

Il y a deux raisons d'affirmer qu'avec tout l'armement de la technique moderne, la renaissance religieuse, le nouveau Moyen Âge et le « choc des civilisations » ne se transformeraient ni en non-sens historique, ni en anodin théâtre de l'absurde : cette fois-ci, les croisades et le djihad et le gazavat mettraient fin à l'existence de la société humaine. Et si les événements suivent ce cours, le plus vraisemblable est qu'il n'y aura pas de XXI^e siècle.

Mais il est indispensable de se souvenir aussi d'autre chose. La rupture avec le passé, la tradition, l'archaïsme, est parfois comprise, – et présente vraiment le risque d'être ainsi interprétée – comme un refus du sens et des valeurs au profit du pragmatisme du marché et du caractère éphémère de l'information dans le Monde nouveau. Cependant, cette façon de comprendre le processus de développement et de modernisation comme une désidéologisation et une démoralisation de la vie publique n'est, vérification faite, pas moins dangereuse que les conflits prédits en liaison avec les perspectives de « renaissance religieuse ».

Dans ce cas, on parle généralement de l'extrême danger du fanatisme religieux dans les conditions de mondialisation des processus politiques, d'accessibilité de l'arme de frappe massive, et de croissance de la concurrence pour tous les types de ressources. Cependant, le problème n'est pas d'affirmer la nécessité d'opposer de nouvelles « croisades » au « djihad universel », ce vers quoi penche parfois la communauté politique. La renaissance religieuse ou, plus exactement, la renaissance morale, celle des valeurs, signifie au contraire qu'il faut une réponse adéquate à l'avènement d'un Monde nouveau unifié et à l'apparition d'une nouvelle Culture de l'Être, de

nouveaux rapports humains et d'une réorganisation de la société.

Même si nous nous demandons comment changer cet état de choses, et si une autre civilisation est possible, de toute façon nous en viendrons tôt ou tard à la conviction que ce devra être une civilisation édifiée sur d'autres principes, avec un autre système de valeurs, une autre perception du monde, une autre vision du monde. Et donc, peut-être qu'à l'avenir nous attend une réforme globale des religions du monde qui pourrait avoir pour résultat la naissance d'un nouveau « principe divin », une perception du monde par l'humanité à un niveau complètement différent.

La civilisation universelle est à la veille d'une nouvelle révolution des valeurs mondiales. La réponse au défi mondial de la modernité doit être donnée aussi dans une langue sensée.

II Vers un Monde nouveau : comment est-il possible ?

On parle souvent du siècle qui vient de commencer comme du « siècle du chaos de l'incertitude », riche en conséquences catastrophiques pour la civilisation. Le système mondial peut, avec une égale vraisemblance, prendre différentes orientations de développement, dont certaines catastrophiques. On est toutefois troublé par les divergences dans l'évaluation des scénarios : quels sont ceux qui mènent à la catastrophe et ceux qui semblent optimaux, ou préservateurs ? Comment agir pour passer au régime optimal de développement, - cela n'est pas clair du tout.

La société doit-elle revenir à l'état « naturel » ou, au contraire, s'en éloigner encore davantage, et que cela signifie-t-il dans l'un et l'autre cas ? Devons-nous lutter pour une réduction forcée de la population, ou pour conserver le niveau actuel de peuplement (dans chaque pays et dans le monde), ou pour l'accroître ? Devons-nous viser une élévation, une baisse ou une égalisation du niveau de vie ? Allons-nous encourager les particularités ethniques, confessionnelles, etc. des peuplades et des peuples ou enraciner partout des « valeurs universelles » ? Et ainsi de suite.

L'examen des scénarios développant dans l'avenir les tendances observées conduit à la conclusion la plus pessimiste : la civilisation du globe ne pourra survivre au XXI^e siècle. L'extermination mutuelle des hommes en extase religieux ou

en lutte pour des ressources qui s'appauvrissent, l'anéantissement écologique général, la dégénérescence génétique (« naturelle » ou renforcée par l'arbitraire des généticiens), la confrontation des hommes aux « robots », – tout cela est susceptible de mettre fin à l'histoire sociale et même à l'évolution biologique sur notre planète. Il nous reste à attendre de voir lequel des facteurs indiqués jouera le rôle déterminant. En fin de compte, dans une centaine d'années, dans le meilleur des cas, il n'y aura plus sur terre que les peuplades les plus sous-développées, déjà condamnées à disparaître, qui, évidemment, ne soupçonneront pas qu'elles vivent au XXII^e siècle selon le calendrier chrétien, (au XV^e siècle de l'hégire, etc.).

Mais les extrapolations linéaires ne sont qu'une variante, et la plus simple, de la vision de l'avenir. La question n'est pas de prédire avec une grande précision le développement des tendances dangereuses déjà existantes et de prévoir le tableau de la fin de la civilisation. Est-il possible d'intervenir, dans un but précis, dans le cours des événements, en l'orientant dans une direction plus favorable ? Si oui, quelle est la gamme de changements orientés envisageable, et quelles sont les dépenses et les pertes auxquelles on s'expose ? Enfin, comment, précisément, faut-il agir pour détourner le cours de l'histoire et l'engager sur une autre voie, et transformer le « mauvais » avenir en un avenir plus ou moins « bon » ?

Le principal, que nous devons comprendre, – c'est que même dans des phases d'instabilité avec un système complexe, telle qu'apparaît la civilisation moderne, « n'importe quoi » ne peut pas se produire, comme se l'imagine l'observateur naïf. Dans chaque cas, le nombre de scénarios non seulement n'est pas infini, mais est strictement limité à quelques variantes. Cependant, une fois que nous avons emprunté une des voies de développement, nous ne pouvons plus faire demi-tour et en prendre une autre, – nous irons inévitablement jusqu'à son terme et, si ce terme n'est pas funeste, jusqu'au carrefour suivant.

Le fait que le nombre de scénarios réalistes est toujours limité, rend justement possible l'étude et la construction de l'avenir. Nous pouvons en effet choisir et c'est en cela que réside sans doute le principal espoir de l'humanité. Il faut

absolument définir avec précision le scénario le plus acceptable pour l'humanité, l'analyser, prévenir les dangers qui nous attendent sur cette voie, et tout faire pour que la civilisation planétaire prenne la voie de développement qui s'impose.

4. LA CIVILISATION DE PRÉCRISE : QUE NOUS APPREND L'HISTOIRE ?

4.1. Le syndrome de développement de précrise

Si paradoxal que cela soit, nous savons encore très peu sur l'homme, la société, le monde. Au cours de la plus grande partie de l'Histoire, l'homme a eu des connaissances très limitées, puisées en général dans l'expérience quotidienne. Les sciences concernant la matière inorganique se sont développées à partir de l'Antiquité, mais il a fallu presque deux mille ans pour que les connaissances en sciences naturelles puissent se transformer en réalisations de la pensée scientifico-technique du XX^e siècle. C'est seulement à partir de ces réalisations et en faisant le bilan des nouvelles possibilités pratiques et théoriques qu'elles ouvrent, que nous avons commencé à saisir à quel point nous en savons encore peu, même par rapport à nos besoins courants, et combien il nous faut encore découvrir, apprendre et comprendre. En vérité, « je sais que je ne sais rien ».

En ce qui concerne les sciences de la vie, la situation est encore plus complexe. La biologie, la génétique, un certain nombre d'autres sciences essentielles dans ce domaine n'ont commencé à se développer qu'au début du XX^e siècle, et même plus tard. Les sciences ayant pour objet la société et l'homme ne se développent vraiment, sur une base empirique et instrumentale moderne, que depuis le milieu du XX^e siècle.

Cela signifie que dans l'étude des processus historiques, macrosociaux, où les connaissances empiriques sont accumulées lentement, où les méthodes de recherche et les hypothèses de départ sont vérifiées longuement et de différentes façons, les sciences sociales se sont appuyées jusqu'à présent et continuent, en fait, de s'appuyer surtout sur des hypothèses.

Aujourd'hui, l'idée de l'homme comme élément de la biosphère (même particulier et non ordinaire) a désespérément vieilli. Certains insistent même sur le fait que la « biosphère » n'est rien de plus qu'une notion historique qui reflète quelque chose qui a existé il y a des dizaines de milliers d'années. Depuis, les hommes ont transformé la nature, ils l'ont humanisée (avec toutes les conséquences positives et négatives qui en découlent pour les deux parties), ils l'ont adaptée à leurs besoins changeants et par cela même l'ont changée en anthroposphère ou noosphère selon V.I. Vernadski. Si bien que maintenant, la matière organique ne représente plus une formation fermée indépendante, mais un sous-système de la civilisation planétaire.

Anthroposphère signifie « sphère de l'homme », noosphère – « sphère de la raison ». L'homme et sa raison, comme la nature, portent en eux et la création, et la destruction. C'est pourquoi la question n'est pas de savoir si l'anthroposphère est « meilleure » ou « plus mauvaise » que la biosphère sauvage. L'important, c'est que c'est une autre formation, beaucoup plus complexe qualitativement, qui comporte un plus grand nombre de paramètres, de niveaux hiérarchiques et de liens de cause, si bien qu'elle est soumise à des lois plus complexes.

L'homme *construit, crée* un système social. Les lois de la nature font que tout processus créateur a obligatoirement pour contrepartie des effets destructeurs (cela s'observe clairement dans l'histoire de la biosphère avant l'apparition de l'homme) et que, – et ceci est particulièrement important –, à certaines périodes la destruction commence à l'emporter sur la création, – mais ceci est une autre affaire. Aussi notre tâche n'est-elle pas de découronner toute l'histoire de l'humanité, mais de mettre en évidence les conditions et les circonstances dans lesquelles survient une telle déviation, et d'apprendre à les anticiper et à les prévenir.

En analysant les moments de crise de toute l'Histoire, aussi bien ancienne que récente, les spécialistes ont remarqué des ressemblances extraordinaires dans la mentalité et la conduite des hommes à la veille des crises. Des ressemblances extraordinaires et étonnantes, parce qu'il s'agit d'époques, de conti-

nents et de cultures si différents qu'il ne devrait, semble-t-il, rien y avoir de commun entre eux.

Néanmoins, il s'est révélé que lorsque les hommes acquéraient des armes, des technologies, et des possibilités d'agir sur la nature ou les autres hommes, nouvelles, ils perdaient la tête, comme on dit. Et sur ce point, les Européens cultivés ne se distinguent pas trop de leurs lointains ancêtres.

Par exemple, la crise du paléolithique supérieur est l'une des crises « mondiales » les plus importantes de l'histoire de l'humanité. En effet, à cette période, le nombre d'hommes vivant de la chasse et de la cueillette approchait la limite écologiquement admissible, mais même cela n'a pas été la cause principale de la crise. A proprement parler, la croissance démographique elle-même a été amenée par le développement sans précédent des armes de chasse. Les hommes ont inventé l'arc et les flèches, les lances, les sagaies, et autres armes de chasse, ils ont appris à creuser et à dissimuler des trappes. Cela a entraîné une véritable bacchanale écologique dont les suites se dévoilent aujourd'hui au regard des chercheurs. Les stéréotypes psychologiques, conservés depuis l'âge de pierre cessèrent de correspondre aux nouvelles technologies de chasse, plus productives, et le prix à payer ne se fit pas attendre. Les hommes, en particulier dans les zones moyennes d'Eurasie, compromirent leur base de ravitaillement, ce qui renforça la concurrence entre les différentes tribus ; dans les régions les plus peuplées et les plus avancées technologiquement de la planète, leur population diminua considérablement...

Ainsi, ce « défi » à l'évolution parmi d'autres, tout comme la plupart de ceux qui ont précédé ou suivi, a résulté de l'imprévoyance de l'homme, du déséquilibre entre la « technologie » et la « psychologie ». La réponse à ce défi a été le passage de certaines peuplades à une « collaboration avec la nature », – à l'agriculture et à l'élevage –, expérience qui s'est rapidement répandue sur de vastes territoires. La révolution technologique du néolithique s'est accompagnée d'une révolution des mentalités, des rapports entre les tribus, etc. (L'agriculteur et l'éleveur doivent avoir une bien meilleure vision des rapports de cause à effet que le primitif vivant de chasse et de cueillette.)

Une telle logique de développement se répète indéfiniment dans l'histoire. Avec l'invention des armes en fer qui, par sa légèreté, sa solidité et son faible coût, était très supérieur au bronze, des sortes de milices populaires ont remplacé les armées professionnelles. Cependant, les valeurs, les stéréotypes et la façon de penser restaient inchangés, pendant que les politiciens et les stratèges, grisés par leur nouvelle force, se vantaient du nombre d'ennemis tués et de villes incendiées. Les prisonniers de guerre étaient exécutés, et les populations soumises – gouvernées exclusivement par la terreur et la peur. Le caractère sanglant des batailles dépassait toute mesure. L'avenir même des États les plus développés, du Proche-Orient et de la Grèce jusqu'à l'Inde et la Chine, était menacé. La révolution de l'Antiquité classique, qui a jeté les fondements de la civilisation moderne a été la réponse au « défi » suivant du développement technologique. Sur l'immense territoire des pays civilisés, au même moment et en quelques siècles seulement s'est produite une transformation totale des valeurs politiques. Seule, la « révolution de la conscience » qui s'est accomplie, a fait de l'homme ce qu'il est aujourd'hui.

On peut trouver dans l'Histoire d'autres problèmes mondiaux analogues à ceux de la civilisation moderne. L'Europe a déjà vécu une profonde crise écologique pendant plusieurs siècles du deuxième millénaire de notre ère. L'invention de technologies toujours plus productives de travail de la terre a stimulé la croissance de la population, la destruction des forêts pour ensemercer, la concentration toujours plus grande des individus dans les villes. Les décharges, sources permanentes d'épidémies, se sont multipliées ; les fleuves se sont transformés en égouts pour les tanneries et autres industries ainsi que pour les déchets de l'activité urbaine. Le développement des technologies agricoles a abouti dans l'impasse suivante de l'évolution, comme, bien longtemps avant, celui des technologies de chasse.

La révolution industrielle a contribué dans une large mesure à sortir la société de l'impasse : non seulement elle a considérablement augmenté le rendement spécifique de la production, mais elle a exigé une révision des valeurs et des visions du monde, la formation d'un nouveau monde culturel que le sociologue américain Alwin Toffler a appelé « indus-réalité ». Cette réalité supposait une autre perception de

l'espace et du temps, une idée du progrès linéaire et de l'humanisme, transformation positive du monde divin par l'homme, primauté de la raison comme prémisses du choix libre de l'homme. Et surtout, le sens du droit naturel, de l'essence unique de tous les hommes, indépendamment des croyances et de l'abandon de la morale clanique, caractéristique des idéologies préindustrielles.

Il n'est pas nécessaire ici de raconter comment se sont passées les autres crises anthropogéniques, locales et mondiales. Les études spécialisées démontrent qu'elles se sont toutes déroulées, dans l'ensemble, selon un scénario semblable et que les a précédées un certain type de mentalité, d'états et de processus psychiques. – le syndrome de développement de précrise¹.

Le syndrome apparaît dans les périodes de vie de la société où les nouvelles possibilités technologiques de direction sont d'une qualité très nettement supérieure à celle des anciens mécanismes d'autorégulation sociale et culturelle, adaptés à des technologies moins efficaces et, pour cette raison, désespérément obsolètes. La rupture de l'équilibre interne entraîne une flambée d'agressivité écologique et/ou géopolitique.

La période de développement extensif qui a commencé s'accompagne d'états d'esprit correspondants : une euphorie massive, un sentiment de permissivité totale et d'impunité s'emparent des hommes. Le monde semble un objet de conquête illimité et passif, et ses ressources – inépuisables. L'ivresse du succès grise. L'attente d'autres succès et victoires, et donc aussi la recherche d'ennemis résistant modérément deviennent irrationnelles et vont croissant. Ensuite entre en vigueur une série de lois spécifiques du psychisme humain sur lesquelles il faut ici s'arrêter, au moins dans les grandes lignes.

La croissance de la consommation stimule celle des besoins et des attentes (les classiques du marxisme appelaient déjà cela l'accroissement des besoins), et la proximité des objectifs souhaités renforce la motivation de la recherche de moyens simples, mais aussi, en règle générale, destructeurs pour les

1. Cf. pour plus de détails A.A. Grigoriev, A.P. Nazaretian, ainsi que A.D. Armand, D.I. Liouri et autres.

atteindre. Sous l'influence des émotions, la pensée des hommes se simplifie et la vision du monde devient plus plate, plus primitive. Les situations à problèmes sont perçues comme élémentaires, bien qu'en fait avec la croissance des possibilités technologiques, la conservation du système social devienne une tâche plus complexe. L'écart qui augmente ainsi entre la force et la sagesse diminue la stabilité interne de la société...

De telles crises sociales peuvent se terminer par la destruction ou la dégradation de l'organisme social, incapable de s'adapter aux nouvelles conditions d'existence. Mais s'il n'y avait que cette possibilité, il est peu probable que nous aurions aujourd'hui l'occasion de discuter de tels problèmes, dans la mesure où l'humanité n'aurait tout simplement pas pu vivre jusqu'à notre époque.

Les épisodes critiques les plus importants pour nous dans l'Histoire ont toujours été d'un autre type – quand la crise était résolue par une reconstruction radicale des structures technologiques, d'organisation et psychologiques, et qu'en conséquence la société et, avec elle, la nature, au lieu de revenir à un état sauvage, plus « naturel », s'en écartaient encore davantage.

Pour se persuader de cela, il suffit de comparer encore une fois, par exemple, la chasse et la cueillette à l'élevage et à l'agriculture, la civilisation agricole à l'industrielle, l'industrielle à celle de l'information. A chaque fois, le degré de corrélation instrumentale, organisationnelle et psychologique des rapports entre l'homme et la nature (ainsi qu'entre les hommes) augmentait, le système social dans son ensemble devenait de plus en plus « culturel », le poids spécifique des facteurs artificiels, intellectuels de direction et de contrôle croissait.

Les études montrent qu'il s'agissait toujours d'adaptations non à des modifications accidentelles du milieu naturel, mais à des modifications qui, à leur tour, sont conditionnées par l'activité économique de la société, toujours accompagnée d'effets secondaires destructeurs. Avec le temps, ces effets s'accumulaient, leur quantité se changeait en qualité, – et en fin de compte, l'organisme social ne pouvait plus continuer à vivre comme auparavant. Alors, soit il dégénérait et disparaissait.

sait, soit il trouvait un nouvel habitat encore vierge, soit – s'il avait réussi à accumuler des ressources suffisantes de diversité culturelle – il élaborait de nouveaux moyens d'agir moins destructeurs pour le milieu et plus productifs.

Ainsi, le système social se transformait, et la niche écologique de l'humanité s'élargissait et s'approfondissait. Ensuite, cependant, l'accroissement de la population, des besoins individuels et sociaux reprenait, – et on s'engageait sur la voie de la crise suivante...

Ainsi, les vecteurs de changements successifs transpercent de part en part toute l'Histoire de l'humanité, de la biosphère, qui nous est accessible. De plus, ces vecteurs, ou directions de développement semblent tout à fait paradoxaux : la biosphère et l'humanité passaient, avec une réceptivité étonnante, d'états plus vraisemblables à de moins vraisemblables. Comme si « une main invisible » éloignait le monde de l'équilibre, de l'homogénéité et de la simplicité pour l'amener à toujours plus de déséquilibre, d'organisation, de complexité.

Une autre circonstance très importante est qu'une aggravation des crises conditionnées par l'épuisement des possibilités d'existence du système dans son état antérieur précédait tous ces « passages de phases ». Ici apparaît aussi un paradoxe : la tension croissante était résolue non par un retour des systèmes à un état primitif, équilibré, mais par le passage à un niveau supérieur de déséquilibre promettant donc une tension encore plus grande.

Bien sûr, il s'agit là d'un schéma simplifié qui ne donne qu'une idée rudimentaire de l'influence des crises anthropogéniques (c'est-à-dire dues à l'activité humaine) sur le développement historique. Mais c'est justement à l'aide de celle-ci que nous pouvons étudier comment se sont aggravées et ont été surmontées les crises de la civilisation dans le passé, et mieux comprendre les problèmes mondiaux de la modernité et les perspectives envisageables pour les régler.

4.2. Le culte de la violence comme problème fondamental de l'organisation sociale et politique

Presque toute l'histoire écrite de l'humanité n'est pas simplement l'histoire des guerres et des conflits, l'histoire des

pertes humaines et matérielles colossales, liées à la réalisation du Culte de la violence, mais aussi l'histoire de la recherche de solutions à l'une des contradictions les plus fondamentales du développement.

Si grandes qu'aient été auparavant l'extension et la puissance de la violence, le potentiel de violence n'avait encore jamais atteint les dimensions d'une possible destruction de toute la population du globe. Nous n'avons pas d'autre choix : ou bien nous extirperons la violence comme stéréotype de conduite prédominant, ou bien la violence exterminera l'humanité comme espèce d'êtres vivants prédominante sur terre.

L'histoire de l'humanité montre qu'en règle générale les profits tirés de la violence sont très éphémères et fondent rapidement. En revanche, les dépenses qu'entraîne la violence, et les pertes que subissent ses partisans, en s'opposant à la violence de l'adversaire, sont si importantes que, du point de vue de la société, une redistribution sociale des richesses est plus avantageuse que leur redistribution par la violence. Considérons des moments de l'histoire des guerres et autres conflits. Les pertes de l'humanité dues à la poursuite d'une politique à l'aide de moyens militaires, comme Bismarck l'a, à son époque, dit de la guerre, ne peuvent être comparées aux pertes dues à tous les cataclysmes naturels des deux derniers millénaires. C'est une question si importante et si intéressante qu'elle est constamment dans le champ de vision des spécialistes. Nous ne citerons ici que les données les plus évocatrices.

Soulignons avant tout que l'on observe une tendance stable à la croissance des besoins matériels de la guerre. Ce sont en premier lieu les besoins en armes et en technique de combat qui augmentent sans cesse. Le poids spécifique des dépenses liées à leur production s'est accru d'une guerre à l'autre.

Lors de la première guerre mondiale, par suite du rôle plus important des techniques dans la guerre, de leur multiplication, de la cadence de tir croissante des armes à feu et de l'artillerie, le poids spécifique des dépenses d'armement a beaucoup dépassé ce qui se passait dans les guerres précédentes, et s'est élevé à 60 % des dépenses de guerre totales. Lors

de la seconde guerre mondiale, le poids spécifique des dépenses d'armement et de technique militaire a atteint 70-75 %, et il faut tenir compte du fait que les dépenses mêmes de la seconde guerre mondiale ont été multipliées en moyenne, approximativement, par 4-5, par rapport à la première guerre.

L'augmentation du poids spécifique des dépenses de technique militaire dans le coût total d'entretien des forces armées s'est poursuivie même après la seconde guerre mondiale. Cela était dû au fait que la puissance de feu et la capacité de manœuvre de l'armée croissaient en même temps que son équipement technique, d'où une augmentation des besoins en moyens matériels.

Cultiver la philosophie de la permissivité de la violence et de l'opposition armée conduit à un accroissement important du volume de la production militaire, même en temps de paix. Ainsi, par exemple, aux États-Unis à la fin des années soixante, ce volume a été multiplié par 40 par rapport à l'avant-guerre. Au début des années soixante-dix, presque un tiers de l'industrie américaine travaillait directement ou indirectement pour la Défense. D'après les estimations du secrétariat à la Défense américain, en 1983, 62 branches d'industrie avaient une production achetée directement par le Pentagone.

Comme le montre l'expérience d'après-guerre, la production d'un armement moderne exige d'énormes ressources. Ainsi, au début des années quatre-vingt, les pays capitalistes développés dépensaient dans des buts militaires près de 15 % de la totalité de l'aluminium produit, jusqu'à 40 % du titane. On sait que ces matériaux sont les matériaux de construction de base dans l'industrie aéronautique et la construction de missiles. D'après les calculs des experts de l'ONU, dans le monde, à la fin des années soixante-dix, la fabrication d'armements engloutissait 15-16 % de la production de cuivre, et jusqu'à 10 % de l'étain, du nickel, du plomb et du zinc. Les énormes dépenses pour développer l'infrastructure des théâtres d'action militaire, c'est-à-dire pour construire des routes, des aérodromes, des ports, des rampes de lancement, des polygones, des casernes, des postes de commandement, des dépôts, etc., augmentent inexorablement.

Analysons les pertes totales causées par la violence militaire dans la première moitié du XX^e siècle. L'ensemble des dépenses matérielles pour préparer et mener les guerres qui se sont déroulées dans la première moitié du XX^e siècle (y compris la seconde guerre mondiale), ainsi que pour liquider les conséquences de ces guerres, s'élève à environ 4 700 milliards de dollars. La plus grosse partie de cette somme véritablement astronomique, — 4 000 milliards de dollars —, concerne la seconde guerre mondiale. La valeur totale des biens détruits dans tous les pays en guerre a dépassé 316 milliards de dollars, et plus de 110 millions d'hommes ont été mobilisés dans les forces armées. Les pertes parmi la population civile ont été très élevées.

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, aucune des principales puissances militaires n'a combattu contre une autre, et pourtant les dépenses militaires en temps de paix ont constamment augmenté. Après la seconde guerre mondiale, les dépenses directes pour la course aux armements ont dépassé 6 000 milliards de dollars US (valeur de 1975) ce qui est presque égal à l'ensemble des PNB du monde entier en 1975. Même les pays les plus pauvres, dont le revenu par habitant est inférieur à 200 dollars US (généralement, ce sont des pays dont les dépenses militaires par rapport au PNB sont modestes) dépensent en moyenne pour leurs activités militaires presque autant que pour leurs investissements dans l'agriculture.

Malgré l'évidence du contraire, un mythe bien enraciné, apparu déjà à l'époque du réarmement de l'Allemagne, avant la seconde guerre mondiale, survit : les gros budgets militaires seraient un moyen pour lutter contre le chômage ou, du moins, en atténueraient les conséquences. Les chiffres objectifs disent tout autre chose.

D'après les calculs du gouvernement des États-Unis, un milliard de dollars de dépenses militaires crée 76 000 emplois. Cependant, si l'on utilise cette somme pour des programmes civils, on créera en moyenne plus de 100 000 emplois, et beaucoup plus si elle est destinée à des types d'activité exigeant une quantité particulièrement élevée de main d'œuvre. Malheureusement, nous n'avons pas réussi à trouver les

données analogues en ce qui concerne la Russie et les autres pays.

Efforçons-nous d'interpréter les pertes colossales entraînées par la préparation, et la conduite des guerres, ainsi que par la liquidation des dommages causés par celles-ci, rien que dans la première moitié du XX^e siècle. Rappelons que cette somme a dépassé 4 700 milliards de dollars (de l'époque). Si l'on divise cette somme par le nombre de victimes de ces guerres, il s'avère que chacune d'elles est « revenue » en moyenne à presque 100 000 dollars. C'est un gaspillage absolument insensé. Il est difficile de s'imaginer quel profit les peuples européens auraient pu retirer de l'utilisation de ces moyens dans le cycle normal de production industrielle. Cela aurait permis de résoudre le problème du logement dans toute l'Europe et de nourrir sa population pendant quelques années.

Les faits et les chiffres cités montrent de façon criante que l'humanité a pris en charge des dépenses gigantesques, en continuant à cultiver la violence. On aurait pu espérer que l'absurdité ou, du moins, la faible efficacité de ces dépenses aurait déjà depuis longtemps servi de prétexte à un réexamen de la structure des dépenses publiques des États. Si l'on réussissait à annuler de part et d'autre les stocks d'armement, et à réorienter les flux de ressources vers des projets civils d'envergure, une nouvelle qualité de civilisation sur terre pourrait devenir une réalité dans un avenir proche.

Mais il faut également tenir compte d'un autre élément. De nombreux psychologues, russes et étrangers, en arrivent à la conclusion que le maintien de la guerre comme phénomène social et institution sociale pendant des millénaires n'est pas seulement ni même tant conditionné par les besoins concrets des hommes, que par leurs besoins fonctionnels (entre autres, spirituels). Cet ensemble multiforme inclut la volonté de puissance, l'agressivité spontanée, et aussi des motivations « altruistes » comme le sacrifice de soi, l'affiliation (appartenance à un groupe), le sens de la vie, etc.

Cette caractéristique paradoxale de systèmes en déséquilibre permanent a été remarquée par différents spécialistes. D'un côté, l'organisme s'efforce de conserver un état d'équilibre. D'un autre, la prospérité durable est lassante, elle crée

une tension interne, stimule une activité de recherche sans objet, — et c'est le début de la provocation inconsciente d'instabilités, de conflits, d'émotions intenses. Les expériences et les observations montrent que, chez les animaux, ce trait est proportionnel au niveau d'organisation physique et psychique. Il s'exprime avec le plus de netteté chez l'homme, sujet le plus déséquilibré de ceux que connaît la science.

Les psychologues indiquent les multiples procédés qu'a élaborés la culture pour « sublimer », « ritualiser », « théâtraliser », « déjouer » le vieux penchant des hommes pour le conflit et la domination. Et ils sont obligés de reconnaître que ces procédés avaient l'effet voulu, mais que celui-ci était temporaire et limité : les conflits provoqués « exprès » perdent tôt ou tard leur attrait, renforçant l'aspiration inconsciente à des émotions « vraies ».

En un certain sens, les conflits ont toujours été une calamité et une malédiction pour le genre humain (bien que, évidemment, ils n'aient été interprétés de cette façon ni toujours, ni par tous, et de loin). De plus, autrefois, ils ne satisfaisaient pas seulement les besoins psychologiques profonds des humains, mais servaient souvent de facteurs de développement social, — dans la mesure où la puissance des armes était équilibrée par la qualité des valeurs culturelles, et permettaient également d'éliminer les organismes sociaux non viables. Il convient toutefois de répéter ici que les temps changent et que, dans un avenir très proche, la question se posera carrément : ou bien la civilisation vaincra la guerre, ou bien la guerre vaincra la civilisation.

Une conclusion de principe s'impose : nous aurons beau optimiser les conditions objectives de vie des hommes, nous ne parviendrons pas à surmonter l'inertie de l'histoire militaire, tant que nous n'aurons pas élaboré les mécanismes adéquats de substitution pour satisfaire les besoins fonctionnels.

Le développement du réseau d'information et de la civilisation aboutit en fin de compte à ce qu'un nombre toujours plus grand de sentiments, d'images, d'événements et de pensées dans la vie humaine soit déterminé par une interaction informationnelle et non physique avec le milieu et les autres sujets,

Et donc l'une des variantes pour venir à bout de la violence dans l'histoire et les rapports humains consiste à la virtualiser. On ne peut exclure qu'il faille même une quatrième guerre mondiale « virtuelle », modélisée et présentée à toute l'humanité dans des images spectaculaires, en direct ou presque. Aujourd'hui, lorsque le monde a vu « en direct » la guerre du Golfe, les bombardements de Yougoslavie, les attentats de New York, la guerre en Afghanistan, la prise d'otages à Moscou, il faut faire le pas suivant, dégrisant. Il faut montrer à toute société, à tout État, à tout homme ce que sera son destin personnel si le développement se poursuit selon les tendances actuelles.

4.3. Les lois de survie : comment l'humanité se dépasse

L'étude de la logique de dépassement des crises de développement par l'humanité permet de parler de certaines lois de l'évolution de la société.

L'accroissement du potentiel technique entraîne toujours une augmentation de la stabilité extérieure de la société, c'est-à-dire de son indépendance par rapport aux variations du milieu extérieur, naturel et géopolitique. Mais en même temps, elle devient plus dépendante des variations internes, — de l'état psychique des masses, des décisions et des actions politiques, de l'équilibre délicat d'un nombre toujours croissant d'éléments du système social de plus en plus complexe et de facteurs de sa transformation. Plus la puissance des technologies de production et de combat est grande, plus des moyens perfectionnés de retenir l'agression sont indispensables pour conserver l'organisme social.

Grosso modo, le rôle social de l'« idiot » prend de l'importance, la société dépend de plus en plus d'une erreur, d'une mauvaise décision, du « jeu aveugle » des forces de l'organisation sociale. Il suffit souvent d'un événement sans importance, d'un petit prétexte, pour détruire une structure sociale précaire, dans laquelle se fait déjà sentir le déséquilibre entre l'accroissement du potentiel technologique et le retard par rapport à celui-ci des technologies sociales et politiques assimilées par l'homme.

Et si l'accroissement de la puissance technologique n'est pas compensé par un perfectionnement des instruments de régulation (culture de l'autolimitation, morale, droit, opinion publique, garants du droit, etc.), la stabilité interne, et, avec elle, la viabilité de la société diminuent. La société devient alors la victime de sa propre puissance, que n'équilibre pas une culture d'autolimitation proportionnelle.

Cette loi, très importante pour comprendre les problèmes actuels, a de profondes racines historiques, anthropologiques et même biologiques.

En effet, l'agressivité naturelle, qui constitue l'une des caractéristiques essentielles du vivant (les animaux sont contraints de se procurer de l'énergie libre en détruisant d'autres organismes, de rivaliser, de s'emparer de leur territoire et de le défendre, etc.), est limitée dans la nature par des régulateurs externes et internes. Il y a parmi ceux-ci ce que l'éminent zoologiste autrichien Konrad Lorenz a appelé l'équilibre de la force et de la « morale naturelle ». Plus une espèce animale est naturellement armée, plus l'instinct qui l'empêche de tuer ses semblables est fort. Par exemple, proportionnellement, les lions et autres grands carnivores tuent plus souvent leurs semblables, que les hommes avec leurs tanks et leurs bombes.

Développant cette pensée, Lorenz a d'ailleurs émis cette hypothèse amusante : les guerres jouent un rôle aussi important dans l'histoire de l'humanité, parce que les hommes descendent des australopithèques biologiquement inoffensifs. Si nous descendions, par exemple, des lions, la nature nous aurait dotés d'un instinct beaucoup plus fort de refrènement de l'agressivité.

Originellement, les hommes sont presque privés d'arme naturelle et, par conséquent, le refrènement instinctif des impulsions agressives n'est pas particulièrement marqué chez nous. Mais après avoir mis nos lointains ancêtres dans une situation presque sans issue, la vie les a obligés à chercher des moyens d'existence extraordinaires. Pour échapper à la peur et à la famine, ils ont compensé l'absence d'arme naturelle par l'emploi systématique de bâtons, de pierres et d'os, et, avec le temps, ont appris à aiguiser leur arme et à la rendre plus effi-

cace. Mais les moyens artificiels d'attaque ont nettement dépassé les moyens naturels de défense et, ce qui est encore plus important, les faibles blocages instinctifs d'une agression au sein de l'espèce.

Les hommes ne pouvaient survivre à cette très importante crise de développement intrinsèque et moral qu'en élaborant des régulateurs d'agressivité d'une qualité nouvelle, inconnus de la nature, et liés non plus aux instincts naturels, mais à l'évolution de l'intellect et de la rationalité, aux normes culturelles et morales.

De plus, c'est précisément le « rejet » du potentiel d'agressivité à l'extérieur, sur la nature et sur d'autres communautés humaines « étrangères », qui a été le principe de base initial. Ainsi, les hommes ont appris à limiter leur agressivité et leur tendance à se détruire, eux-mêmes et « leur » société.

Certaines particularités essentielles de cette forme de sélection la distinguaient de la sélection naturelle. Dans la concurrence, on préférait les communautés où les rapports internes étaient les mieux réglés, où les individus physiquement faibles mais avec un système nerveux plus subtil, ainsi que les blessés et les mal portants avaient accès comme les autres à la nourriture et à la procréation. Il y avait souvent parmi eux des gens « compétents », mieux adaptés pour produire des armes, entretenir le feu, instruire les enfants et s'acquitter d'autres tâches qui ne produisent pas d'effet d'adaptation individuelle dans la sélection classique. Ainsi s'accumulait peu à peu une diversité interne qui devenait un facteur décisif lorsque la concurrence avec d'anciens ou de nouveaux voisins s'aggravait.

Au cours de toute l'Histoire, les technologies, les organisations sociales, la mentalité des individus et les rapports entre eux se sont transformés progressivement. Les formes grossières de pression et de terreur ont peu à peu été supplantées par des formes plus douces et plus subtiles, l'identification de groupe s'est faite à une plus grande échelle, les procédés de compromis inter-groupes se sont perfectionnés...

Et les sociétés qui n'ont pas su, en temps voulu, adapter la culture d'autocontrôle aux possibilités technologiques croissantes ont finalement été éliminées du processus historique.

La civilisation sur notre planète est, pour le moment, encore en vie justement grâce au fait que les hommes, en gérant les forces toujours plus puissantes de la nature et en se multipliant, ont appris en même temps à retenir avec plus de fiabilité leurs impulsions agressives, à mieux prévoir les conséquences à long terme de leurs actions et à réguler plus efficacement les rapports entre la société et la nature, comme ceux à l'intérieur de la société.

Au cours des nombreux millénaires de l'histoire, malgré l'accroissement progressif de la force meurtrière des armes et de la densité de population, le pourcentage de victimes de la violence sociale par rapport au nombre total d'êtres humains n'a pas augmenté. On sait que les guerres du XX^e siècle ont fait plus de victimes qu'il n'y en a eu au cours des millénaires de l'Histoire écrite, dans leur ensemble. Mais il s'avère que, si l'on calcule autrement, d'une façon plus correcte du point de vue sociologique, — non pas en valeurs absolues, mais en valeurs relatives —, au cours de l'histoire, l'intensité de la violence sociale non seulement n'a pas augmenté parallèlement à la puissance des technologies, mais a même diminué¹.

D'ailleurs, en ce qui concerne le destin de la civilisation, nous ne savons pertinemment qu'une chose, c'est qu'elle existe *jusqu'à présent*. Les crises liées aux technologies vont-elles se reproduire encore à l'avenir et, si oui, la civilisation pourra-t-elle supporter cela longtemps ? Et si ce n'est pas le cas, que peut-on entreprendre pour changer radicalement la situation ?

En effet, il est déjà aujourd'hui assez évident que l'humanité est arrivée à un nouveau carrefour qualitatif dans son développement, quand le système de limitation de l'agressivité, élaboré par le passé, ne correspond plus tout à fait aux nouvelles conditions.

Les principes de régulation de l'agressivité, élaborés pendant des siècles, sont à nouveau insuffisants. Ne serait-ce que

1. Les calculs du spécialiste russe A.P. Nazaretian montrent que le pourcentage des victimes militaires par rapport à la population est resté approximativement le même, siècle après siècle (à l'exclusion de siècles particulièrement sanglants comme le XVI^e et le XVII^e), mais que, d'après des données indirectes, le pourcentage de victimes civiles était plus élevé dans le passé.

parce que l'énergie de destruction et de transformation de la nature a atteint aujourd'hui une telle puissance que les dépenses entraînées par une telle conduite de l'homme peuvent sans doute dépasser le potentiel d'autodestruction. En tout cas, il est évident que la violence faite à la nature revient sur nous avec des conséquences toujours plus nombreuses et que nous sommes parfaitement capables, dans une perspective historique proche, d'« arriver » à ce que la biosphère détruite nous enterre avec elle, que ce soit à la suite d'une crise écologique mondiale ou de la mise en marche d'un processus incontrôlé de destruction du génotype humain.

D'un autre côté, la stratégie qui consiste à « rejeter l'agressivité à l'extérieur » perd toute espèce de sens quand le monde humain lui-même se resserre, se transformant d'un système de communautés locales, relativement isolées, en un système unifié et interdépendant. D'autant plus que l'armement technique et les moyens de destruction dont dispose l'homme aujourd'hui, ont pris un tel caractère qu'il est impossible de localiser les conséquences de leur utilisation. La différence essentielle entre le fusil et l'ogive nucléaire n'est pas seulement et pas tant que leur emploi a en lui-même un potentiel différent de destruction de l'ennemi, mais que l'arme nucléaire de destruction massive et les autres armes du même type tuent et détruisent non seulement l'adversaire, mais aussi celui qui l'utilise.

Notre civilisation devra tôt ou tard élaborer des principes et des mécanismes nouveaux de limitation de l'agressivité, et trouver le moyen de percevoir toute l'humanité comme une communauté unifiée qui doit en premier lieu non pas utiliser la nature et s'opposer aux « étrangers », mais se battre contre le « culte de la violence » et le « syndrome d'autodestruction » à l'intérieur d'elle-même et pour tous ensemble.

Dans quelle mesure cela est-il possible, nous ne le savons pas. Mais si un tel potentiel existe, il doit, d'une façon ou d'une autre, être en germe dans la société moderne. Il est peut-être insignifiant, on l'a peut-être oublié ou on n'en a pas tout à fait conscience, mais il doit y être. Les principes de développement et d'évolution de tous les systèmes complexes, en particulier sociaux, suggèrent une telle logique de raisonnement.

Lorsque nous nous efforçons de tirer au clair les conditions dont dépend l'avenir d'un organisme social lors de l'aggravation d'une crise, nous nous heurtons toujours à la notion de diversité interne.

Quand tout est calme, un système n'a généralement pas besoin d'une grande diversité. Et si celle-ci croît, c'est en général « sans orientation précise », sans apporter aucun profit évident, simplement parce que le système est suffisamment « libéral » pour ne pas éliminer toute mutation, toute déviation par rapport au modèle normatif. Mais lorsque les circonstances changent rapidement, les modèles élaborés s'écartent de plus en plus de la norme et conduisent à des effets contraires. Alors, ce qui détermine le destin du système, c'est d'avoir réussi à amasser un bagage suffisant d'éléments et de modèles de conduite non fonctionnels, superflus, auparavant inutiles.

Sinon, le système, s'étant avéré incapable de se transformer radicalement, s'effondre et reste dans le passé, avec le milieu et les conditions qui l'ont soutenu. Si c'est le cas, le système renaît, en perdant et en gagnant quelque chose, mais en continuant à évoluer progressivement. Les éléments qui, auparavant, restaient superflus et excentrés, occupent maintenant une position centrale, et une nouvelle structure commence à s'organiser autour d'eux.

Une analyse attentive montre que les types qualitativement nouveaux d'organismes biologiques, les procédés technologiques et les moyens d'agir, les formes artistiques, les enseignements religieux, les idées scientifiques et techniques, etc. sont en règle générale apparus beaucoup plus tôt que ne l'exigeait l'évolution. Pour parler de façon conventionnelle, cette règle de diversité non fonctionnelle ou même superflue est l'une des conséquences de la loi générale, découverte dans les années cinquante par le mathématicien et biologiste anglais, William Ross Ashby, — loi de la diversité nécessaire, selon laquelle la stabilité et le potentiel d'évolution d'un système sont proportionnels à sa diversité interne.

Mais si la diversité est une valeur inconditionnelle, faut-il condamner l'agression politique et la terreur, punir les criminels, exiger de tous les citoyens l'observation des normes morales et juridiques, et même corriger les fautes d'ortho-

graphe ? En cherchant à ce que les hommes suivent les mêmes règles et normes de conduite, ne limitons-nous pas la diversification naturelle ?

Bien sûr, je formule ici sous une forme quelque peu grotesque des questions sur lesquelles se sont penchés pendant des siècles des philosophes, des moralistes, des juristes, des économistes et des politologues. Mais avec la « mondialisation » qui se déploie, elles sont de plus en plus actuelles.

Par exemple, en exigeant de conserver l'authenticité de chaque ethnie et de chaque culture unique, on entre en conflit avec l'idée de valeurs communes à toute l'humanité et de droits de l'homme unifiés pour tous, – et ce conflit est insoluble. Parce que, pour la majorité des peuples du monde, les valeurs traditionnelles, les normes de conduite, les idées qu'ils se font des droits et des devoirs de l'homme, sont si différentes de celles qui se sont formées dans la culture occidentale à la fin du XX^e siècle, que toute allusion à leur unification est considérée comme une « ingérence impérialiste », et provoque une résistance naturelle de la part des fondamentalistes nationaux et religieux qui jouissent souvent d'un très large soutien des masses.

Cette contradiction est fondamentale du point de vue théorique, et très significative du point de vue pratique. C'est pourquoi le complément à la loi d'Ashby, qui découle de la *loi des compensations hiérarchiques*, élaborée par le savant russe E.A. Sedov, est essentiel.

Par son universalité, cette loi est comparable à celle d'Ashby (c'est-à-dire qu'elle embrasse également des processus survenant dans la société, dans la matière organique et inorganique), et lui apporte un complément décisif. Elle affirme que l'accroissement de la diversité au niveau hiérarchique supérieur d'un système complexe est assuré par une limitation de la diversité aux niveaux précédents, et qu'à l'inverse, l'accroissement de la diversité au niveau inférieur détruit le niveau supérieur d'une organisation hiérarchisée.

En d'autres termes, pour que tel ou tel système complexe fonctionne normalement, il faut absolument limiter la liberté de chacun de ses éléments. Mais cette limitation est soumise à

une logique stricte. Le système se développera, il sera stable et aura un potentiel d'évolution, si sa diversité interne a un « caractère qualitatif » et est liée avant tout à une diversité et une liberté correspondant aux « niveaux supérieurs », dans leurs composantes les plus essentielles. Au contraire, un accroissement excessif de la diversité des pratiques primitives, criminelles ou même antisociales, dans les « bas-fonds » de la société non seulement ne conduira jamais à un développement, mais sapera tout simplement les bases mêmes du système dans son ensemble, détruira ses meilleurs modèles. Connaître les deux découvertes fondamentales de la théorie des systèmes, – la loi d'Ashby et celle de Sedov –, nous aide à comprendre une multitude de choses qui ne sont pas si évidentes. En particulier, comment un accroissement ultérieur de la diversité peut être en corrélation avec la perspective d'une diffusion de valeurs et de normes de relations uniques pour toute la communauté mondiale.

5. L'HOMME DU MONDE NOUVEAU

Lorsque nous parlons de la possibilité d'un Monde nouveau, nous devons penser non seulement et, peut-être, non pas tant à la possibilité d'une organisation sociale et d'un système d'institutions internationales nouveaux. En premier lieu se pose la question de l'homme dans le Monde nouveau ou, plus exactement de l'homme du Monde nouveau.

Il est important de comprendre si l'homme lui-même se développe, si nous avons affaire à une nature humaine immuable et limitée, ou si le développement de l'humanité dans les directions les plus variées peut conduire à ce que se pose à nous une question d'une importance véritablement universelle, — sommes-nous prêts à l'apparition d'un type d'homme effectivement nouveau, d'un «étranger parmi nous», à l'arrivée de l'*Homo post-sapiens* pour nous remplacer ?

D'acteur de la transformation, l'homme peut en devenir l'objet. Nous ne pouvons dire exactement, mais nous pouvons à juste titre supposer que l'accumulation des changements et l'éloignement de l'homme par rapport à la nature, l'accroissement de l'information et de la culture sont susceptibles à un certain moment d'atteindre des niveaux de valeurs, au-delà desquels l'humanité perd la capacité de contrôler et d'assimiler l'ensemble des nouveaux phénomènes informationnels et sociaux qu'elle a engendrés.

Cette question présente deux aspects principaux qui sont toutefois assez étroitement liés. D'une part, c'est un progrès moral, une possibilité d'émergence d'une nouvelle idéologie et d'une nouvelle religion de l'humanité. D'autre part, c'est un progrès technologique qui peut conduire à l'apparition d'un surhomme ou à une nouvelle forme de vie qui succédera à l'humanité.

5.1. *L'homo post-sapiens est-il en vue ?*

Dans l'Europe du Moyen Âge, sur dix nouveaux-nés, seuls deux ou trois avaient une postérité à la génération suivante, c'est-à-dire que jusqu'à quatre-vingts pour cent (!) du « matériau biologique » était éliminé. Et d'après les calculs de S.P. Kapitsa, l'espérance de vie durant toute l'Histoire ne dépassait pas vingt ans. Au cours du siècle dernier, elle a été multipliée par deux, et cet accroissement concerne, à des degrés différents, tous les pays du monde sans exception. (En Russie, par exemple, à la fin du XIX^e siècle, l'espérance de vie ne dépassait pas trente ans.)

Bien sûr, il ne s'agit pas ici seulement du développement de la médecine, de la pharmacologie, de l'accroissement du niveau et de la qualité de la vie, etc. Le changement des valeurs joue aussi un rôle important : jamais dans l'Histoire, on n'avait attaché autant de prix à l'individualité humaine et à la vie humaine individuelle qu'au XX^e siècle. Dans les pays avancés, la mortalité infantile ne se calcule plus en pour cent, mais en pour mille ; des individus atteints des maladies congénitales les plus graves grandissent et vieillissent alors qu'autrefois on n'aurait pas pu rêver de les garder en vie.

Que la société ait réussi à pratiquement bloquer les formes les plus grossières de la sélection naturelle, – c'est là le plus grand des succès de la culture humaniste. Mais cela ne peut pas ne pas avoir un prix.

Et en effet, après avoir considérablement affaibli les mécanismes naturels de stabilité génétique et d'élimination des mutations défavorables, l'humanité prend le risque d'accumuler sans contrôle les déviations par rapport à la norme, dont elle a hérité. En fin de compte, chaque génération suivante s'avère biologiquement moins viable que la précédente, et la vie des hommes – toujours plus dépendante du milieu artificiel. Des calculs par extrapolation ont amené certains scientifiques à la conclusion que dès le milieu du XXI^e siècle tout cela peut conduire à une dégradation biologique de la population des pays développés, qui, de plus, touche avant tout le cerveau. Bien sûr, cela se produira au cas où des mesures extraordinaires ne seraient pas prises.

Quelles mesures cela peut-il être ? Il va de soi qu'un accroissement du bien-être des citoyens est indispensable, de même que l'aménagement d'espaces verts dans les villes, le développement du réseau de complexes sportifs et de remise en forme, l'optimisation de la structure de l'alimentation, des conditions de logement, du travail et des loisirs, etc. Mais il serait naïf de s'attendre à ce que toutes ces actions plus ou moins traditionnelles compensent l'accumulation de la charge génétique. La solution du problème peut être liée à l'ingénierie génétique.

Mais ici, comme toujours, la résolution de certains problèmes en entraîne une avalanche d'autres, encore plus difficiles. Il est effrayant de s'imaginer quelles erreurs et quels abus seront vraisemblablement commis, avec l'ingérence artificielle dans les fondements les plus intimes de la vie humaine. Et de plus, la question est de savoir si la société réussira à élaborer à temps des mécanismes de régulation (moraux, juridiques, de contrôle), suffisamment efficaces pour éviter des conséquences irrémédiables.

Mais, à ce qu'il semble, ce n'est pas encore là la plus fantasmagorique des menaces qui guettent l'humanité au XXI^e siècle, dans le cas d'un scénario « progressiste ».

Avec l'accélération des processus automatisés et informatisés à la puissance six et plus, la complexité des systèmes artificiels dépassera finalement celle du cerveau humain. Il est inutile d'espérer que, dans ces conditions l'ordinateur ne restera, comme auparavant, qu'une « machine », un instrument passif de la volonté humaine. Déjà au tout début de la cybernétique, le grand mathématicien John von Neumann prédisait qu'inévitablement la croissance quantitative de la rapidité d'action des ordinateurs se transformerait en effets qualitatifs, et dès les années 1980, des scientifiques identifiaient l'apparition progressive d'une intelligence artificielle.

Aujourd'hui, on ne peut imaginer que dans leurs grands traits les conséquences qui doivent survenir sur cette voie. Le développement des nano- et biotechnologies – (les molécules protéiques destinées à être insérées dans le réseau informatique, – les biopuces –, sont cultivées dans des laboratoires spécialisés), – l'imitation programmée de la sphère à objectifs

requis et du contrôle émotionnel des résultats. — tout cela ne peut pas ne pas se conclure par la formation de qualités d'intelligence se reproduisant et s'instruisant elle-même, propres à l'agent.

Les spécialistes qui sonnent l'alarme à ce sujet, prévoient même le plus souvent non pas simplement une concurrence, mais une confrontation inéluctable entre les intelligences humaine et électronique, dans laquelle l'homme est condamné à la défaite. Cela étant, certains décrivent cette perspective avec effroi, d'autres avec une sorte de frénésie masochiste. En tout cas, le postulat est que l'intelligence artificielle sera indubitablement hostile à l'homme en tant que créature ayant fait son temps et donc inutile à l'avenir, et insensible aux intérêts humains. L'introduction dans celle-ci, à titre préventif, d'interdits moraux, excluant de porter tort à l'homme, (les « trois lois de la robotique » élaborées par l'écrivain de science-fiction Isaac Asimov), apparaît comme une utopie.

Les spécialistes, qui pronostiquent des effets qualitatifs d'une complexification des systèmes informatiques, voient généralement dans l'intelligence artificielle un agent hostile à l'humanité qui, ayant assuré définitivement son autonomie, ne fera pas de cérémonies avec les représentants de la forme « ancestrale » d'intelligence. Dans la mesure où on ne voit pas de possibilité d'implanter de l'extérieur, dans la conscience du robot, des algorithmes d'humanité (à la manière d'Asimov), on considère comme allant de soi que les robots, ou les « nanorobots » se comporteront conformément aux lois darwiniennes de sélection naturelle, — de façon égoïste et sans pitié.

Mais l'intelligence qui se forme sur une base matérielle artificielle, est, malgré toutes ses nouvelles qualités, le prolongement de l'intelligence qui s'est développée au cours de toute l'histoire de l'*Homo sapiens*. Cette histoire profondément dramatique et marquée par de graves crises représente un processus hérité unique, et il n'y a aucune raison de penser que l'intelligence, transportée sur un support non protéique (ou non exclusivement protéique) oubliera son histoire.

En conséquence, selon la logique interne du développement intellectuel, l'intelligence artificielle qui a des possibilités technologiques extraordinaires, est contrainte de perfec-

tionner également les mécanismes d'autorégulation morale élaborés par l'Histoire. Dans le cas contraire, elle se détruira elle-même inévitablement, comme cela serait arrivé depuis longtemps à l'humanité, si son développement technologique n'avait pas été compensé par le perfectionnement de ses limitations culturelles.

On peut être d'accord avec les psychologues qui estiment que dans une interaction de ce genre le principal danger serait de partir justement de l'homme qui, depuis toujours, depuis déjà l'âge de fer, éprouve un sentiment ambivalent de peur et de haine envers son double, le « monstre », l'intrus anthropoïde. Cela peut s'exprimer dans des comportements néoluddistes et des gestes agressifs envers les systèmes électroniques, les programmes et leurs créateurs. Il est difficile de s'en imaginer les conséquences : même en l'absence de réaction, la dépendance de l'organisme social par rapport aux systèmes informatiques est si importante que, il y a quelques décennies, une panne provisoire aurait vraisemblablement conduit à une paralysie mortelle de la vie publique.

Dans le cas d'un scénario optimal, les événements peuvent se développer non pas selon une ligne de confrontation, mais selon une ligne de symbiose toujours plus étroite, renforcée par deux tendances inverses. D'un côté, l'intelligence électronique acquerra des caractéristiques « pseudovivantes », « pseudopsychiques » et « anthropomorphes ». De l'autre, l'organisme humain s'éloignera toujours davantage de la prédestination biologique « naturelle », s'enrichissant de traits artificiels secondaires, et la pensée humaine acquerra une « compatibilité » avec son partenaire électronique. Ceci peut conduire à une intégration progressive et à une symbiose des ensembles homme-machine.

Il est intéressant que la compatibilité de la pensée humaine avec celle de l'ordinateur ne signifie pas du tout sa « mécanisation ». Au contraire, la pensée cesse d'être linéaire, telle que l'avait formée l'époque « livresque », et acquiert un aspect toujours plus marqué de mosaïque. L'homme qui a cette mentalité est moins susceptible d'être envoûté par le Livre sacré et la Vérité unique, il est intellectuellement plus souple, adaptable, tolérant et sensible à l'idée de complémentarité. Il n'est pas exclu que ce soit ici que se cachent le moyen pour

l'humanité de passer à de nouveaux stades, et le nouveau niveau de progrès moral.

En fin de compte, un agent qualitativement nouveau du processus de civilisation se forme, et l'histoire de l'univers passe organiquement au stade suivant, « posthumain ».

Ainsi, le rapport entre l'artificiel et le naturel sera, très vraisemblablement, le problème-clé du XXI^e siècle. Mais c'est toujours ainsi que cela s'est passé dans l'Histoire. On parvenait à résoudre radicalement les crises anthropogéniques en éloignant chaque fois un peu plus le système social de l'état naturel (sauvage). Pour conserver la civilisation planétaire au XXI^e siècle, il faudra suivre une spirale sans précédent d'« éloignement du naturel ».

La civilisation planétaire ne pourra survivre au XXI^e siècle sans que se développent les réseaux informatiques, les nanotechnologies, l'ingénierie génétique et la robotique. Leur développement peut résoudre radicalement les problèmes énergétiques, écologiques, démographiques et même militaro-politiques.

La perspective d'une « virtualisation » ou d'une « robotisation » des conflits militaires quand ils se dérouleront uniquement en milieu informatique virtuel et avec seulement la participation de robots, sans hommes, n'est peut-être pas tout à fait claire, mais, sans doute, assez attirante pour l'humanité. L'engagement de l'homme dans le monde virtuel pourrait assurer une authenticité des émotions fortes, nécessaire et suffisante pour supprimer les tensions psychiques des masses.

En donnant libre cours à sa fantaisie, on peut s'imaginer des guerres virtuelles dans lesquelles des millions de citoyens installés chez eux, devant leurs ordinateurs, et coiffés d'élégants casques à écouteurs, se battraient pour résoudre des désaccords politiques. Ils participeraient à de dangereuses batailles, obéissant à un commandement unique, éprouvant douleur, peur, tension psychique et musculaire, fatigue et épuisement, faisant preuve d'audace et de courage, vainquant la résistance d'adversaires tout aussi experts... Et sachant que ce n'est pas simplement un jeu, que de l'issue de la bataille dépend la solution du problème en faveur d'une partie ou de

l'autre. Tous les attributs des guerres précédentes peuvent être présents dans des guerres de ce type, excepté certains « détails », – l'effusion de sang, la destruction des objectifs matériels (culturels et naturels), la pollution de l'atmosphère.

Evidemment, tout cela n'est encore que du domaine du fantastique. Je veux seulement souligner que si des procédés de ce type ne sont pas élaborés pour se substituer à la guerre « matérielle », la civilisation s'écroulera. Il est vrai que si ils sont élaborés,... l'État-nation et l'État en général, en tant que forme historiquement définie d'organisation sociale, perdront leur peut-être dernière fonction « objective » –, leur fonction de défense militaire des citoyens et du territoire. Alors soit ils resteront dans le passé, soit ils se régénéreront (« se virtualiseront ») tellement qu'ils cesseront de correspondre à toutes les idées que nous nous faisons généralement de l'État.

D'une façon générale, le développement technologique apporte avec lui de nouveaux problèmes tels que la grande question de savoir si l'humanité réussira à leur trouver une solution optimale et, ce qui n'est pas moins important, à prendre son parti de la nécessité de ces solutions. Le problème de la « virtualisation » de l'État n'en est qu'un exemple.

Une « percée » technologique est liée à des risques et des dangers extrêmement importants. Les « technologies de l'avenir » que nous nous imaginons déjà aujourd'hui, et qui, en principe, peuvent être considérées comme une solution aux problèmes démographiques, écologiques et sociaux, sont susceptibles aussi bien d'élargir les horizons de la vie, que de mettre à l'ordre du jour la question de la destruction de l'humanité.

Finalement, il ne nous est pas difficile de supposer aussi, par exemple, qu'une victoire définitive de l'homme sur des maladies aujourd'hui incurables n'est tout simplement pas possible dans le cadre du modèle de pensée qui détermine actuellement notre existence, nos actions et la logique de développement de la science et de la médecine. Nous nous efforçons de trouver des moyens de protéger la nature humaine contre telle ou telle affection, comme le cancer ou le sida, mais nous n'admettons pas qu'elles puissent être invincibles dans le cadre de la nature humaine. Et que le seul

moyen de venir à bout de ces maladies ne soit pas leur éradication, mais une modification de l'homme lui-même. Il est possible qu'il faille modifier la nature de l'organisme humain, — et ces maladies cesseront d'être ce qu'elles sont.

Les « technologies de l'avenir » posent également une multitude de problèmes politico-philosophiques nouveaux. Par exemple, on a déjà remarqué que, dans des conditions de détérioration de l'écologie, on ne peut, au niveau des principes, garantir la santé et la qualité de vie qu'à l'aide des technologies de clonage médical d'organes ou en développant encore les technologies virtuelles et informatives. En conséquence, la question de l'immortalité de fait des individus deviendra très bientôt une réalité.

Dans son désir de s'opposer au Monde nouveau, l'Occident peut s'efforcer d'utiliser sa supériorité technologique et ses technologies d'immortalité pour réaliser le superprojet d'une nouvelle explosion démographique interne par clonage et production d'hommes artificiels.

La stratégie actuelle de l'Occident est une stratégie de minorité, c'est une stratégie consciente de positionnement de soi dans le Monde nouveau, en tant que minorité autosuffisante et puissante, qui doit posséder des ressources et une technologie exceptionnelles lui permettant non seulement d'assurer sa domination et son pouvoir sur la planète, mais aussi, en cas de nécessité, de la quitter et de garantir à ses membres l'immortalité personnelle et collective, comme réponse adéquate au statut de minorité et comme moyen de reproduction de ses effectifs et de son statut (entre autres, de reproduction intellectuelle, en assurant l'immortalité des porteurs d'un intellect unique).

Ainsi, le problème est de développer les formes post-humaines et post-terrestres d'organisation de la vie, en commençant peut-être par les formes extrêmement informatisées d'organisation de l'intellect et de la vie et en terminant par le départ, loin de la terre, de l'humanité ou de la partie de celle-ci la plus développée. Ces hypothèses fantastiques ne semblent telles qu'à première vue. En effet, chaque fois dans l'Histoire qu'elle avançait dans son développement, l'humanité transformait la nature et l'« abandonnait ». Aujourd'hui

elle est apparemment prête à faire encore un pas en avant, le pas suivant et logique, – au-delà de ses propres limites et au-delà des limites de la planète Terre.

Au fond, il s'agit aujourd'hui d'une transformation essentielle de la qualité de la civilisation et de son porteur. Les difficultés psychologiques liées à l'abandon par l'humanité de ses identifications de macrogroupe, ethniques, nationales, confessionnelles et autres, pâlissent par comparaison à la renonciation à l'auto-identification de l'espèce. Tout cela provoquera nécessairement des stress psychiques d'une intensité sans précédent. Et pour que les hommes réussissent à les surmonter, sans se laisser aller à une frustration de masse et à des accès d'agressivité hystérique, un travail grandiose est indispensable (avant tout sur eux-mêmes) de la part des savants, des politiciens, des pédagogues et de tout ce qu'il est convenu d'appeler l'élite de la société.

5.2. Le progrès des objectifs moraux

Comme l'a dit un sage, « l'histoire de l'humanité, – c'est le progrès des objectifs moraux ». C'est justement d'après ces nouvelles frontières de la pensée humaine, et non d'après ses réalisations, que nous pouvons juger de la véritable évolution de la nature et de notre société.

Aujourd'hui, notre civilisation se trouve à nouveau à la veille d'une nouvelle grande « révolution de la conscience », sans laquelle l'humanité ne pourra pas donner de réponse aux défis lancés à son existence, surmonter la limitation évidente des possibilités de développement extensif, ainsi que son incapacité à régler, dans le cadre du système existant et des tendances de développement, l'ensemble des problèmes socio-économiques, démographiques, écologiques et politiques.

Malgré tout, la morale, l'idéologie qui sont à la base de la politique et du droit, restent justement à la fois les mécanismes les plus importants de la conscience de soi de la société, et les instruments de contrôle de son propre développement, ses moyens d'orienter et de gérer ces processus. Nous nous heurtons en effet aujourd'hui à un problème fondamental :

comment gérer le développement et comprendre ses orientations ?

L'humanité doit absolument commencer à gérer les tendances de son développement et adopter des bases et principes nouveaux d'ingénierie sociale et d'édification de la civilisation. Mais pour qu'il en soit ainsi, il nous faut formuler la stratégie de développement dans une langue sensée, dans celle des valeurs et de la morale. Le progrès moral de l'humanité devient l'une des questions fondamentales de l'Histoire et sa première exigence.

Les intérêts de survie et d'autoconservation de l'humanité exigent en premier lieu que l'on recherche les fondements de sa solidarité morale, les principes et les valeurs qui permettent de parvenir à un consensus social général, dépassant les frontières nationales, confessionnelles, de civilisation.

En fin de compte, le naufrage moral du monde moderne est dû à la tradition libérale dans le cadre de laquelle les notions d'individu, d'intérêt privé, d'utilité et de profit, et de bien-être personnel sont mises sur un piédestal et deviennent fondamentales. Alors que le problème fondamental de la morale est justement la prise de conscience que l'homme et son activité ne sont pas isolés, mais liés aux autres et dépendants d'eux.

Le libéralisme économique et la rationalisation scientifico-technique qui lui est liée, érigent ces principes en repères pratiques de l'activité de la société et de l'État qui cherche à réaliser le progrès et à maximaliser les profits. La capacité de penser en termes de « minimalisation des dépenses – maximalisation des profits » est la thèse traditionnelle sur les fondements de la conduite rationnelle qui ne touche pas la sphère de la morale. Dans ce cas, la morale est plutôt susceptible de modifier l'idée que l'on se fait des dépenses et des profits, et l'appréciation que l'on porte sur eux, quand une conscience tranquille peut être le profit maximal pour certains.

La notion de marché, en tant que notion centrale pour les sociétés occidentales modernes, attribue évidemment une certaine valeur à la logique des interactions économiques chaotiques, lorsqu'apparaît l'idée d'une « main invisible » objective, qui conduit tous les hommes, tous les pays et tous les peuples

vers la richesse, la prospérité et le consensus mutuel. Le bien-être et la prospérité générale, le consensus général et l'ordre n'apparaissent dans cette logique que comme le résultat de l'interaction d'intérêts privés.

Cela étant, le principal paradoxe est que la somme des actions et des intérêts privés sans motivation morale doit soi-disant créer finalement le milieu le plus juste et le plus libre de vie sociale. Et ce qui est appelé à garantir cela, ce n'est pas seulement la logique clémente de l'autorégulation sociale du marché, mais aussi le contrat social à la base duquel il y a toujours en fin de compte pour les libéraux la thèse de la garantie de « possibilités initiales » de survie égales pour tous, comme condition de la justice.

L'identification du bien-être général avec l'ensemble des profits et de la satisfaction d'un maximum d'individus sur la base d'un certain accord ou d'un contrat social est en vérité autoaccusatrice. Pour simplifier, cette idée est fondée sur la croyance qui, elle, n'est fondée sur rien, que « tout ira bien » et que dans notre « meilleur des mondes », les pieuses aspirations au bonheur, au profit, et à la prospérité d'individus isolés, ne peuvent finalement pas avoir de conséquences et de résultats catastrophiques. Cette conviction a pour seul fondement notre désir de vivre mieux, ainsi que notre foi en nos possibilités de créer nous-mêmes un monde magnifique d'harmonie et de prospérité, si ce n'est pour tous, du moins pour nous-mêmes. En ce sens, le regard libéral sur le monde diffère peu des tableaux utopiques du « royaume de Dieu sur la Terre ».

Cependant, il est douteux que l'état du monde donne prétexte à une vision du monde aussi optimiste, car nous sommes tout simplement contraints de partir du fait que l'harmonie naturelle de notre monde, de notre civilisation, même si elle a existé au départ, est aujourd'hui détruite. Il est difficile pour l'homme de reconnaître que l'avenir peut être catastrophique ou peut priver de sens tout ou presque tout ce que nous faisons actuellement.

Une apocalypse universelle, capable de bouleverser l'idée de toute utilité et profit de la vie quotidienne, ne semble plus si impossible, ni même si lointaine. De même que, dans la vie

ordinaire, nous préférons ne pas interpréter nos actions en partant du fait que nous sommes mortels, de même, l'humanité non seulement ne pense pas à elle-même en ces termes, mais n'est tout simplement pas d'accord pour tenir compte de la possibilité de sa destruction ou de son autodestruction.

Malheureusement, la logique du monde moderne est telle, que même quelques minutes avant l'écroulement de l'univers ou juste au moment de la catastrophe générale, il se trouvera toujours quelqu'un pour incarner pleinement les principes de fonctionnement de la société moderne et profiter de la situation pour une « maximalisation du profit ».

Cependant, il ne faut pas s'attendre à ce que la vision du monde traditionnelle, conservatrice, fondée sur les idées d'autolimitation du développement, de revanche de la tradition, de « sain nationalisme », de caractère national et de conscience religieuse, puisse être productive pour résoudre les problèmes mondiaux.

En effet, la pensée conservatrice est caractérisée par l'idée de négation du problème lui-même et des défis de la mondialisation. Répondre à ceux-ci et, plus exactement, tenter de rejeter une interprétation des problèmes du développement à un tel niveau, consiste à exiger un retour « sur le terrain », un développement partant uniquement ou principalement de la logique d'existence de communautés locales, à la rigueur de certains États et peuples.

La « petite Histoire » des communautés locales, culturellement homogènes, intégrées sur la base de la tradition et du sentiment spontané d'unité et de cohésion, devient justement l'idéal « isolationniste » des conservateurs. En ce sens, la question du développement mondial et de la solution des problèmes perd son sens, car le développement, la vie de la société, ses objectifs ne doivent pas être pensés en de tels termes.

Les exigences de « renaissance religieuse » si caractéristiques de la pensée conservatrice et l'appel à renforcer l'État-nation comme institution de base de « l'ordre ancien » peuvent devenir dangereux quand il s'agit du monde moderne.

Les conservateurs pensent le monde et son développement comme un problème au fond assez simple d'observance d'une tradition et d'une morale existantes, déjà fondées et justifiées par le temps, ou au pire, de retour nécessaire à celles-ci.

Un autre problème fondamental de la morale traditionnelle et de la religion est que l'idée fondatrice de salut personnel et d'obligation personnelle d'observer la morale dans la vie n'est plus le garant de la survie de l'humanité. Seuls le comportement et l'action possibles de toute l'humanité comme un ensemble unifié, partant des exigences de survie et de moralité, peuvent aujourd'hui assurer l'avenir.

Cependant, c'est justement ici que se cache l'un des principaux problèmes de notre temps, concernant l'intellect et les valeurs. Il réside dans la contradiction qui caractérise l'idée que l'homme se fait de sa place dans le monde. Il est extrêmement difficile d'exiger de l'homme qu'il perçoive de façon rationnelle, au niveau de sa propre activité et de sa propre vie, les problèmes mondiaux qui ont justement des spécificités, comme une interprétation dans de grandes dimensions temporelles et spatiales, ainsi que les formes indirectes, cachées ou affaiblies dans lesquelles ils se manifestent par rapport à la vie individuelle de certains hommes.

Il y a dans la notion même de quotidien une certaine contradiction avec les exigences d'un monde en voie de mondialisation. L'habitat traditionnel de l'homme et le système de ses intérêts déterminants, vitaux ou basiques, ont toujours, de préférence, un caractère local qui se rapproche au maximum de la vie quotidienne. Il est peu probable que, dans son activité et sa pratique de tous les jours, l'homme se pose des questions d'ordre mondial, et le sentiment de la vie qui passe, ne permet pas, en règle générale, de percevoir comme réels et touchant directement chacun, les problèmes qui ont une histoire portant ne serait-ce que sur dix ans, ou un cycle de développement dans l'avenir.

Généralement, la perception de la réalité par l'homme dans la conception « minimalisation des dépenses – maximalisation des profits » se mesure, si ce n'est en décisions opératoires quotidiennes, du moins, au mieux, sur un délai de 30-

50 ans, c'est-à-dire approximativement l'horizon de notre propre vie et de celle de nos enfants.

En règle générale, il en découle que dans la pratique quotidienne et l'éthique de l'homme, les problèmes mondiaux de la modernité sont soit représentés sous une forme extrêmement réduite, soit carrément absents.

En effet, on peut dire que la société et chaque homme en particulier ont, par exemple, une idée précise, assez constante, des dangers d'une guerre nucléaire et d'une destruction de l'humanité. Ce problème est pensé comme réel justement parce que mathématiquement, et aussi idéologiquement il a été prouvé à tous, à plusieurs reprises, qu'actuellement la possibilité d'anéantir l'humanité en quelques heures, et même en quelques minutes, existe et est absolument réelle.

Mais pour transformer cette connaissance en orientation de l'opinion publique, puis en élément de la culture quotidienne et de l'éthique, il a fallu quelques décennies pendant lesquelles différents États se sont opposés avec acharnement, ont mené un travail culturel et idéologique intense et ont lutté les uns contre les autres.

Il faut aussi tenir compte du fait que, à mesure que s'affaiblissait cette opposition et que s'achevait la Guerre froide, on a observé assez rapidement la disparition, dans les sociétés modernes, de stéréotypes et de postulats éthiques bien implantés. Comme les réflexes acquis et non innés, ces orientations et connaissances ne sont pas transmises de génération en génération, et aujourd'hui leur permanence et leur actualité sont plus que douteuses pour la majorité des sociétés.

Mais l'humanité est confrontée à d'autres problèmes et menaces non moins cruciaux. Ils ne sont pas aussi évidents, ils ne sont pas « explosifs », leur cycle de réalisation se prolonge dans le temps. Leur contenu réel est souvent inaccessible à la conscience des masses. Ils ne sont pas inclus, même en annexe, dans le système des codes culturels, des stéréotypes moraux et comportementaux du quotidien. Entre autres, il suffit de signaler les catastrophes écologiques, les problèmes démographiques. C'est seulement quand ces problèmes font

irruption dans la structure du quotidien des sociétés modernes, comme cela a été le cas, par exemple, récemment avec les inondations en Europe et dans le sud de la Russie, – c'est seulement dans de telles situations que les problèmes mondiaux commencent à être perçus par la conscience de masse comme des problèmes réels et d'actualité. Mais cela reste confus et ne dure que jusqu'à ce que les fleuves et la vie reprennent leur cours habituel.

En outre, aucun des problèmes mondiaux de l'humanité n'a aujourd'hui, – passez moi le mot –, le soutien intellectuel, d'information et de propagande qu'a eu le problème de la guerre nucléaire et de la destruction de l'humanité à l'époque de la Guerre froide.

C'est encore pire lorsque tels ou tels problèmes mondiaux sont comme dissociés de telles ou telles sociétés et que celles-ci les considèrent plutôt comme de l'« exotisme », et aussi comme une sorte de motif abstrait pour des conclusions du genre « comme nous vivons bien par comparaison avec eux ». Tels sont, par exemple, les problèmes de la pauvreté de la plupart des pays du monde, de l'agonie de pays et de continents entiers par suite de maladies, du maintien entre la vie et la mort d'États et de peuples entiers.

L'humanité civilisée prend épisodiquement conscience de l'existence de ces problèmes qui, dans le meilleur des cas, lui sont un prétexte de plus pour tester sa propre morale, ses sentiments de compassion, par l'intermédiaire de fonds de bienfaisance et d'organisations internationales d'assistance. Ce système permet même de gagner quelque indulgence à cause de la prise de conscience des problèmes. Il vous suffit de faire un don à un fonds de bienfaisance ou de lui remettre de vieux vêtements pour les victimes d'une épidémie ou d'un conflit interethnique en Afrique, pour apaiser votre morale traditionnelle, vous convaincre que vous avez fait tout ce que vous pouviez, et ...oublier tranquillement l'existence du problème en tant que tel, et surtout – les causes qui l'engendrent.

Tout ce qui a été dit permet d'affirmer que, dans le monde moderne, l'idée de développement ne peut être conservée et argumentée que si l'on inclut dans cette notion un impératif moral foncièrement nouveau d'autoconservation de l'humana-

nité et si l'on cherche à ce que chaque homme, dans sa vie quotidienne prenne conscience de cet impératif à un niveau absolument inconnu.

L'idée d'autoconservation, de survie et de développement de l'homme dans de nouvelles conditions peut être l'unique critère de progrès qu'il faut considérer non comme une exigence de croissance, mais comme une exigence d'adaptation ; non comme une exigence d'accumulation quantitative, mais comme une exigence de création d'un milieu social et politique qualitativement nouveau. Si l'idée d'autoconservation et de survie est considérée par la science moderne comme la motivation fondamentale des actions de tout ce qui vit, et donc aussi de l'homme, entre autres, il est tout aussi important de fixer et de trouver cet « instinct » comme mécanisme de survie de toute l'humanité.

Un progrès social, moral, éthique doit prendre la relève du progrès scientifico-technique, « positiviste » ; il doit avant tout « élever » l'organisation politique et social du monde, sa qualité à un niveau correspondant aux limites que l'humanité a atteintes dans le domaine scientifico-technique. C'est le seul type de « développement de rattrapage », qui est non seulement justifié, mais absolument indispensable.

L'expression « Culture de la Paix » se rencontre de plus en plus souvent dans les travaux scientifiques, les essais politiques, la presse, sur les cartes postales et même sur les affiches, dans la rue.

En fait, il s'agit de mettre en service la plus puissante des ressources de bien-être accessibles à l'humanité. Cette ressource, c'est l'organisation des relations entre tous les hommes sur Terre, et entre toutes les organisations et associations d'hommes, dont celles des États, sur des principes de respect mutuel, d'intérêt mutuel, de communauté d'intérêts à long terme de tous les humains.

III La voie russe

LA PLACE ET LE RÔLE DE LA RUSSIE DANS UN MONDE QUI CHANGE ET LES NOUVEAUX OBJECTIFS DE L'ÉDIFICATION DE L'ÉTAT

« La voie russe ». Ce thème est sans doute un des plus anciens et des plus forts dans toute l'histoire du pays, dans l'histoire de notre pensée socio-politique. Toute la philosophie russe, la science historique, toute la politologie et la sociologie russes des deux derniers siècles sont en fin de compte la recherche d'une réponse à une seule et même question, – qui sommes-nous, d'où venons-nous et pour quoi ?

Le problème de l'idée de développement, de l'image de l'avenir de son pays n'a sans doute eu un retentissement aussi important et aussi décisif dans aucun autre pays et État.

A son époque, P.Ia. Tchaadaev a été le premier à exprimer cette recherche douloureuse et les tourments de l'âme russe et de la raison russe avec autant de clarté et de provocation, en prédisant que « ...nous sommes appelés à résoudre la plupart des problèmes de l'ordre social, à achever la plupart des idées surgies dans les vieilles sociétés, à nous prononcer sur les plus graves questions qui préoccupent le genre humain ».

La recherche de la « pierre philosophale » de l'idée russe a parfois été presque le seul sens non seulement des spéculations de l'intelligentsia mais aussi de la politique de l'État lui-

même, laissant de moins en moins de place simplement pour la vie et pour le travail.

Ce n'est pas un hasard si le destin a voulu que la Russie doive à nouveau se chercher aujourd'hui, à l'aube d'un Monde nouveau, et reconstruire sa structure d'État. Nous entrons dans ce Monde nouveau à la fois avec le poids du passé et les mains vides, après avoir tout cassé, écrasé, largué. Deux fois au cours du seul dernier siècle, la Russie a vécu des bouleversements qui ont atteint les couches sociales les plus profondes, dont le mode de vie a été détruit, brisé, anéanti, – tout comme les usages et les traditions populaires.

Aujourd'hui, la Russie recherche une structure d'État qui correspondrait aux nouvelles tendances mondiales, et serait orientée vers l'avenir et non sur des modèles du passé. Cette recherche avance avec une intensité incroyable. Elle n'a rien à voir avec la fameuse « troisième voie » ou avec quelque structure particulière pour la Russie, que certains prédisent. Elle se réalise dans la logique d'un nouveau système que ne retiennent pas des mécanismes désuets.

Le contexte de la mondialisation influence absolument tout, il est tout simplement impossible d'en faire abstraction. Quelles que soient les questions traitées, – écologiques, démographiques, géopolitiques –, on ne peut aujourd'hui les résoudre en dehors de ce contexte. Notre but n'est pas de geler ou d'inverser les processus de mondialisation. On peut et il faut les rendre plus justes, plus raisonnables, plus régulables, si vous voulez.

Aujourd'hui, il est important non seulement que nous comprenions que nous devons changer, mais aussi que nous sachions quoi changer, et comment. C'est précisément là qu'est la difficulté. En effet, l'un des grands problèmes, si ce n'est le principal, est que, à côté de beaucoup d'autres choses, nous avons affaire aussi à une crise du leadership mondial.

Non seulement nous, mais le monde dans son ensemble s'est trouvé non préparé à cela. Il vit déjà, pour ainsi dire, dans l'avenir, mais il n'y a pas de modèle de structure sociale correspondant au mondialisme. Toutes les institutions socia-

les, toute la politique, l'idéologie, les normes morales et éthiques appartiennent au passé.

Le monde a besoin d'un nouveau leadership, d'une initiative politique globale. Le nouveau leadership aujourd'hui, ce n'est finalement le leadership ni de la force, ni de la technologie, bien que tactiquement il puisse le rester. Mais, stratégiquement, c'est le leadership de l'intellect et de la volonté. C'est la capacité de formuler ce vers quoi nous devons diriger nos forces et utiliser nos connaissances et nos savoir-faire, et en vue de quoi. C'est la nécessité de trouver la technologie sociale qui permettra de répondre aux défis de la civilisation mondiale. Et cette réponse doit avoir un caractère universel, être compréhensible et acceptable pour tous, pour toute l'humanité. C'est alors seulement que nous pourrons dire que le salut du monde est possible.

C'est là même qu'il faut chercher la nouvelle place de la Russie dans le courant historique universel, dans le nouveau système mondial de forces indéterminées, de renaissance de l'idéologie, d'intrusion des masses dans l'histoire et de renforcement des nouveaux agents du développement. Nous avons trop souvent et trop parlé de la voie particulière et de la mission particulière de la Russie. Peut-être le moment est-il arrivé aujourd'hui, où la société russe doit s'unifier et donner au monde une idée de l'avenir et l'espoir en celui-ci.

Toutes prétentions à imaginer des idées, des objectifs, etc. « nationaux » particuliers sont, au fond, orientées directement ou indirectement vers une opposition. Aujourd'hui, elles représentent un anachronisme dans le contexte mondial, d'autant plus dangereux quand il s'agit d'un pays comme la Russie. Aujourd'hui, la tâche essentielle de l'élite intellectuelle et politique est peut-être de guérir notre culture de son vieux complexe d'infériorité qui se manifeste aussi bien dans son empressement à s'abaisser que dans son messianisme. Et, en partant des réalités de l'époque, d'évaluer avec lucidité quels rôles et quelles prétentions sont adéquats.

Le problème de la Russie est qu'aujourd'hui non seulement elle n'a pas le leadership des idées et de l'idéologie, mais elle refuse même d'y prétendre. Nous sommes aujourd'hui une société, qui ne réagit qu'à des stimuli extérieurs.

Notre société et notre élite politique ont devant elles une tâche extrêmement importante : donner des réponses aux défis nationaux et mondiaux. C'est seulement ainsi que nous confirmerons notre statut de puissance mondiale, dont on parle trop. C'est seulement cela qui nous permettra de créer notre avenir.

6. LA RUSSIE ET LA POSTMODERNITÉ : A NOUVEAU UN PROBLÈME DE MODERNISATION

6.1. « Qu'est-ce que la Russie ? » Voilà la principale question à notre avenir

Que représente la Russie dans un monde qui a changé et dans un monde qui change, et à quoi peut-elle prétendre ? – nous avons en effet beaucoup de prétentions et de moins en moins de possibilités.

Quel choix ferons-nous, – nous insérer dans l'ordre mondial, instauré par les États-Unis et les multinationales, ou lutter avec le mondialisme ?

Quelle place la Russie occupe-t-elle actuellement, et laquelle occupera-t-elle dans les décennies à venir dans l'économie mondiale ? Deviendrons-nous la réserve de matières premières du monde postindustriel, ou prétendrons-nous avoir notre place dans celui-ci ou dans le groupe des pays industrialisés avancés qui en forment la base ? Quelles exigences la modernité et l'avenir ont-ils envers nous, envers la formation de notre État et l'organisation de notre société ?

L'ensemble de ces questions et d'autres semblables, si largement discutées aujourd'hui, est très vaste. Et, au fond, nous n'avons de réponse à aucune d'elles. Le problème n'est même pas que nous nous avérions incapables de pronostiquer et d'évaluer les perspectives de développement des processus mondiaux. Il s'agit d'autre chose. Le problème essentiel et le principal défi qui nous est lancé dans le Monde nouveau est que nous ne connaissons pas la réponse à la question : qu'est-ce que la Russie ?

Et il ne s'agit pas seulement de compter ce que nous avons, et de comprendre quelles ressources et quelles possibilités

nous sont restées après des décennies de « Temps des troubles ». La question est plus complexe. Il faut comprendre comment nous pensons la Russie en général : la voyons-nous comme un territoire, étendu et riche soit, mais seulement un territoire, ou bien mettons-nous dans ce concept un autre sens, plus profond. Jusqu'à présent, nous ne pouvons pas non plus répondre à la question : qu'est-ce que le peuple russe, ou le peuple de Russie ? Avons-nous ne serait-ce qu'une image de la nation russe, sans même parler de pouvoir trouver une base réelle d'unité de la société en Russie. « Nous vivons sans connaître le pays sous nos pieds », – voilà ce qu'on peut dire de nous aujourd'hui.

On peut être d'accord avec ceux qui estiment que les discussions en Russie dans les années 1990 sur la place de notre pays dans le monde, sur les objectifs et le contenu de la politique intérieure et extérieure, sur les moyens d'identification nationale des citoyens de Russie et enfin, sur l'« idée russe », ont été étonnamment improductives. Au fond elles se résument au fameux vers de F.I. Tioutchev qui, franchement, nous exaspère : « On ne peut comprendre la Russie... » La gamme des interprétations de cette phrase est très large, – depuis égocentrisme national jusqu'à sadomasochisme national, depuis « refuge de la spiritualité mondiale » jusqu'à « pays d'imbéciles ».

Aujourd'hui, tout le monde parle de « position de l'État » et d'« intérêts nationaux ». Mais qu'est-ce que cela signifie ? Aujourd'hui, on proclame souvent l'arrivée de l'ère de prospérité de la Russie. Mais qu'est-ce qui se cache réellement derrière cette phrase politicienne ? Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui ont tendance à rédiger pour le pays des ordonnances simples et universelles, à l'aide desquelles on peut, rapidement, durement et définitivement en finir une fois pour toutes avec tous les problèmes. Mais est-il possible de résoudre les problèmes durables et même séculaires de la Russie par la méthode du « Sturm und Drang » ?

Comprenons-nous le but de notre développement, et les slogans bruyamment proclamés que nous entendons lors des élections ou dans les périodes de crises économiques, lui correspondent-ils ? Aujourd'hui les conversations portant sur

les « défis » lancés au développement du pays, sont devenus si communes que la compréhension de cette notion s'y perd.

Bien sûr, il y a une quantité de problèmes auxquels nous nous heurtons et qu'il est indispensable de résoudre. Mais si l'on s'efforce de regarder la situation honnêtement et franchement, la Russie n'est aujourd'hui confrontée qu'à un défi, mais le plus terrible, – c'est la dégradation et l'autoliquidation du pays. Ce qui menace aujourd'hui la Russie, c'est d'être éjectée de l'avenir, du processus de développement.

Nous pouvons effectivement cesser d'exister sous l'aspect, dans les frontières et dans les formes qui ont été les nôtres au cours des derniers siècles, et que nous respectons et considérons comme notre Patrie. Aujourd'hui le principal défi réside dans la possibilité réelle de perdre l'héritage historique et culturel qui est le ciment de la structure de l'État et de la société en Russie.

Nous devons répondre à la question que nous nous posons : avons-nous tous un destin commun et un avenir commun, ou bien d'ici quelques décennies, – c'est-à-dire « dans un instant », selon les critères historiques –, allons-nous nous perdre les uns les autres, en nous éparpillant chacun de notre côté, perdre notre pays, notre maison, nous transformer au mieux en un « monde russe » amorphe et abstrait d'éternels errants, dispersés sur toute la planète, – monde dont beaucoup rêvent aujourd'hui comme étant notre avenir radieux.

La question de l'avenir de la Russie, – c'est avant tout la question de la prise de conscience des buts et des valeurs. Nous devons avoir de nouvelles approches de l'édification de l'État, de nouvelles technologies sociales et politiques, qui nous permettent de répondre aux défis lancés à la civilisation mondiale et à notre existence.

La question de l'idée nationale de développement et de compréhension de notre place dans l'avenir qui est devenue, au cours de la dernière décennie, un slogan répandu et une plaisanterie politique, est aujourd'hui plus sérieuse que jamais. Pour nous préserver, pour préserver la Russie, nous devons faire un choix fondamental. La seule idée nationale aujourd'hui, c'est un appel à sauvegarder la Russie.

Rendre au pays sa foi en lui-même – voilà la tâche essentielle aujourd'hui. Si le choix de la Russie ne donne pas aux citoyens la foi en l'avenir de leurs enfants, ce sera le choix d'une arriération progressive et de la dégradation du pays. Le premier degré de l'affirmation de soi de la Russie, – et le plus important –, consiste à ranimer la foi de ses citoyens en l'avenir de leurs enfants et, en conséquence, les motiver non à survivre, mais à travailler avec acharnement, à faire preuve d'initiative personnelle et générale en vue de cet avenir.

Le développement n'est possible que comme résultat d'une consolidation des forces et des aspirations, d'une convergence des objectifs d'une énorme majorité des habitants de Russie. Mais actuellement nous sommes en présence d'une cassure non seulement entre le pouvoir et le peuple, mais aussi entre les différentes couches et groupes de la société. Leur niveau de vie, mais aussi leurs buts et leurs aspirations sont différents.

Je pense que ceci est dû avant tout au fait que nous ne comprenons pas que le problème de la construction d'une Russie prospère est un faux problème, que ce mot d'ordre national est erroné. Cet objectif ne peut être d'actualité et constituer une stratégie de vie que pour certains groupes et des couches sociales déterminées. Mais l'objectif national vise l'autoconservation, la mobilisation, la percée en avant, l'auto-limitation et l'ascèse par le travail dans ce but.

Nous avons trop souvent dans notre histoire voulu tout et tout de suite si bien que nous n'avons pas obtenu beaucoup et avons dépensé nos ressources en vain. Nous n'avons pas besoin de nouvelles révolutions, mais d'un travail intense, unique, méticuleux et quotidien, à la limite de nos possibilités et au nom de l'avenir.

Et ici, aucun programme ni slogan abstraits ne nous viendront en aide. Pour surmonter le « déchirement » de la société, il ne suffit pas simplement de volonté politique et de vœux pieux. Nous devons comprendre en quoi consiste notre tâche commune et notre aspiration commune. Comprendre où est la base de l'union qui permettra à nos cœurs de battre à nouveau ensemble. Et aucun « contrat social » ne nous aidera s'il n'est fondé sur un choix de valeurs et une purification morale du pouvoir. Sans cela, un tel contrat est nul dès le départ.

Aujourd'hui, nous avons besoin d'une « philosophie de la cause commune » pour tous les citoyens du pays. C'est seulement sur cette base qu'est possible le succès du programme de percée en avant.

6.2. L'impasse du développement de rattrapage et le problème de la dépendance du développement

Au cours de la dernière décennie, un certain nombre d'approches magistrales se sont exprimées dans les multiples discussions sur la place de la Russie dans le monde.

L'approche sans doute la plus importante part du principe que la Russie doit, dans un avenir proche, entrer sur un pied d'égalité dans la communauté des États « civilisés » les plus développés. Cet objectif est indubitablement excellent et souhaité. Mais que signifie « entrer sur un pied d'égalité » ? La Russie entretient des relations théoriquement de partenaire avec ces États, elle participe au G8, dialogue avec l'Union européenne et l'OTAN, est en pourparlers pour entrer dans l'OMC... Atteindre un développement socio-économique du même ordre ? Mais c'est là qu'est la question : comment réaliser cela ?

Que peut être la Russie dans le monde moderne ? Devons-nous adopter une stratégie de développement visant à rattraper le monde postindustriel, ou être un pays industriel collaborant avec ce monde et devenu son atelier de production et sa base de ressources ? Ou bien nous faut-il adopter d'autres schémas, en mettant au premier plan de notre développement non pas l'économie, les technologies de production, mais d'autres préférences concurrentielles qui, dans l'avenir, détermineront peut-être le développement et nous assureront un fonctionnement plus efficace. Mais quelles sont ces technologies ?

Il nous faudra tôt ou tard répondre à toutes ces questions. Le problème est seulement que jusqu'à présent nous ne l'envisageons pas. Le plus souvent, nous nous appliquons seulement à assimiler mécaniquement les signes extérieurs et les manifestations de l'économie, de l'organisation politique, du mode et du niveau de vie occidentaux.

Mais alors, nous devons répondre à une question très importante que nous nous posons. Voulons-nous vivre comme les Occidentaux, – c'est-à-dire dans l'aisance, bien, proprement ; ou bien être, devenir tels qu'ils sont –, penser comme eux ou approximativement comme eux, partager des valeurs et des idéaux communs, tendre aux mêmes buts ?

La différence est fondamentale. Il y a différents moyens qui vous permettent de vivre bien, c'est-à-dire « dans l'opulence ». On peut s'enrichir par le travail, mais aussi par le crime. D'un autre côté, on peut en principe partager des valeurs et des idéaux communs, même en vivant dans des conditions complètement différentes.

L'Occident est devenu ce qu'il est dans le monde moderne, non seulement à la suite de certaines circonstances historiques, mais aussi sous l'influence de particularités de sa mentalité. La diversité des liens de cause à effet s'est accumulée pendant des siècles, a acquis une spécificité toujours plus grande. Lorsque nous réclamons un niveau de vie comparable à celui des pays occidentaux, nous ignorons le fait que ce niveau a été atteint avec le temps, grâce à une culture et une idéologie de développement déterminées.

Bien des difficultés de la Russie moderne ont leur source dans l'orientation conformiste (et non-conformiste qui va toujours de pair) vis-à-vis de l'Europe occidentale, qui s'est dessinée dans notre culture au cours des deux derniers siècles. Regarder toujours vers l'Europe, s'efforcer soit de ressembler à quelqu'un, soit de le « rattraper » et de le « dépasser », crée un complexe permanent d'infériorité, de sous-estimation de son unicité.

Cependant, la tentation est grande ici de tomber dans l'autre extrême, de proclamer une fois de plus la thèse si populaire chez nous de la voie particulière de développement de la Russie. En un sens, nous nous retrouvons, du moins intellectuellement, dans la situation caractéristique de la pensée socio-politique en Russie, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Alors aussi, l'idée que la Russie pouvait atteindre les frontières avancées du développement, le socialisme, en évitant les stades développés du capitalisme et en s'appuyant sur les institutions et les valeurs traditionnelles de la société

russe, apparaissait (du moins à une partie des penseurs de tendance socialiste), comme le moyen le plus attractif et le plus miraculeux de progresser. Aujourd'hui, la tentation est tout aussi grande de parler d'une logique semblable de développement de la Russie, capable de sauter tels ou tels stades du progrès, et de trouver une voie particulière vers l'avenir. L'idée est douteuse mais en tout cas il nous faut absolument comprendre à quel point l'impasse qui, aujourd'hui, s'ouvre de plus en plus devant nous, est dangereuse.

On ne peut ici, il est vrai, ne pas parler d'un autre état d'esprit, assez marginal mais tout de même existant dans notre pays, chez un certain nombre d'antimondialistes, à savoir que la voie particulière de la Russie, c'est d'être un « pont » entre le « Sud » et l'Europe. Le paradigme de civilisation du développement de la Russie est défini comme le « transfert des valeurs du Sud en Occident ». Les « Néoeurasiens » appellent la Russie à s'ouvrir au « Sud » islamique, à créer une synthèse des civilisations européenne et islamique, – tout cela pour ne pas tomber sous la dépendance de la civilisation occidentale.

La question cruciale pour nous est d'aménager notre propre vie. Aussi, le critère de ce qu'il nous faut prendre à l'Occident, est différent. La démocratie politique, le marché et la production d'automobiles, de téléviseurs et de fusées ont en commun que ce sont tous des technologies. Seulement, en ce qui concerne les voitures ou les frigidaires, ce sont des technologies de production, alors que pour les institutions politiques, l'organisation de la vie sociale et l'économie – des technologies sociales.

Si nous voulons changer le milieu en ce sens que notre concitoyen veuille et puisse, chez lui, construire ses relations avec la société, l'économie, l'État, comme il le fait quand il se trouve en Occident, nous devons agir en même temps sur le milieu et sur l'homme.

La chose essentielle que nous devons emprunter à l'Occident, c'est le désir et la capacité de déterminer nous-mêmes notre destin, de vivre de façon indépendante non seulement dans le quotidien, mais à l'échelle historique.

La notion d'empire occupe une place à part dans notre conscience nationale. Le grand historien russe Vassili Ossipovitch Klioutchevski a défini le processus de colonisation de l'espace comme un facteur fondamental de la mise en place de la structure de l'État russe. De plus, le peuple russe a été la force principale, mais non la seule, qui a créé l'empire.

Si la domination britannique en Inde était caractérisée par une séparation totale des structures administratives, une dissemblance absolue des modes de vie des colons et de la population locale, la situation en Russie était exactement le contraire. Le marquis de Custine, un fameux russophobe, notait ce fait qui l'avait frappé : lorsqu'il avait souhaité être présenté à l'aristocratie de Saint-Pétersbourg, il n'y avait rencontré que très peu de nobles russes. Un peu plus tard, d'après les données tout à fait fiables du recensement de 1897, seulement 53 % des nobles disaient avoir le russe comme langue maternelle. Les descendants de la noblesse polonaise, des chefs cosaques ukrainiens, des chevaliers teutoniques, des princes géorgiens, des khans et des beys musulmans constituaient près de la moitié de la noblesse. On retrouvait à peu près le même pourcentage dans les rangs des marchands et dans les classes inférieures. Des paysans russes et des cosaques ukrainiens labouraient la terre côte à côte en Ukraine, des Russes, des Altaïens, des Iakoutes et d'autres aborigènes chassaient ensemble dans la taïga sibérienne.

L'intégration du territoire de la Russie était fondée non pas sur une idée ethnique, mais sur une idée d'État. A l'époque de l'empire, c'était l'idée monarchique qui garantissait une protection à tous les sujets du souverain. Avec l'URSS, celle-ci fut remplacée par l'idée communiste qui unissait toutes les régions dans la participation à l'édification d'une société d'un nouveau type. Et bien que le processus d'édification de l'État ne se soit pas réalisé en Russie sans difficultés, néanmoins, au cours de leur coexistence, de leurs échanges culturels et économiques, puis de leur participation dynamique à l'activité d'intégration économique et sociale, les peuples de ce pays ont peu à peu pris conscience de leur communauté de destins historiques.

On ne peut ignorer non plus les conditions naturelles de la Russie. Par exemple, selon des calculs tenant compte des

conditions climatiques de notre pays, il nous faudrait dépenser trois fois plus d'énergie qu'en Allemagne pour atteindre le niveau de vie moyen, caractéristique de l'Europe Centrale. Il n'est pas exclu qu'avec la création de technologies d'une autre qualité, la situation puisse changer radicalement. Et la nature peu exploitée du Grand Nord russe deviendra une très précieuse ressource d'importance mondiale. Mais en partant des réalités actuelles et en nous efforçant d'augmenter dans toute la mesure du possible le niveau économique et la qualité de vie des habitants de Russie, il faut nous faire à l'idée que, dans un avenir proche, le niveau de vie en Russie n'atteindra pas les indices des pays les plus prospères.

Mais il y a encore une autre question, plus difficile, mais aussi plus importante. L'adoption mécanique des formes et des méthodes occidentales n'est rien d'autre que le développement de rattrapage bien connu. Mais l'Occident aussi ne fera pas du sur-place.

La question est de savoir quel Occident nous avons l'intention de rattraper, celui d'hier, d'aujourd'hui ou de demain ? Le plus grand problème pour la Russie est que, en fait, nous faisons nous-mêmes le choix de rattraper l'Occident qui est entré dans une impasse de son développement et cherche péniblement à en sortir. En principe, rattraper quelqu'un qui se trouve dans une impasse et ne sait comment en sortir, est beaucoup plus simple et beaucoup plus réalisable que de s'efforcer de rattraper celui qui avance sur une route sans obstacles. Cependant le sens même d'une telle poursuite reste obscur.

Il faut également tenir compte du fait qu'aujourd'hui apparaît dans le monde un nouveau type de développement dépendant. Il est défini non pas tant par la dépendance en ce qui concerne les ressources, dont pourrait souffrir l'Occident, ni par la dépendance financière qui, au niveau du problème de la dette extérieure ou de l'insuffisance d'investissements, est considérable pour la Russie, par exemple. Le type de dépendance le plus important est la dépendance vis-à-vis de l'information et de la technologie, liée à la création d'une nouvelle qualité de développement.

A cette dépendance s'ajoute le fait que l'édification d'une économie et d'une société postindustrielles ne peut être planifiée et réalisée comme un projet de politique nationale. La formation d'une telle société est dans une certaine mesure le résultat d'un processus d'évolution et d'un autodéveloppement de la société.

Dans de telles conditions, la stratégie même du développement de rattrapage perd toute espèce de sens, dans la mesure où la situation commence à rappeler le travail mythique de Sisyphe : vous aurez beau rouler le rocher sur la pente et approcher tout près du sommet, les pays avancés du monde auront toujours la possibilité de décider eux-mêmes si vous êtes « digne » ou non d'être au sommet, et de vous faire dégringoler en bas.

6.3. Un choix de stratégie : « un État bourgeois » ou « une percée modernisatrice »

D'ailleurs, le problème a encore un autre aspect. Depuis quelque temps, les élites russes se sont donné comme modèle et comme idéal de développement les pays de niveau moyen. Leur raisonnement est à peu près le suivant. D'après elles, la Russie actuelle est un pays avec des possibilités matérielles et pratiques plus que limitées. Aussi, l'objectif le meilleur, le plus noble et en même temps le plus difficile à atteindre serait pour elle d'atteindre dans un avenir proche des indices de qualité et d'espérance de vie, un PNB par tête d'habitant et des niveaux de revenus, la classant entre le dixième et le trentième pays du monde. Et de parvenir au moins à ce que la population du pays cesse de diminuer.

Tout le reste, – l'activité de politique extérieure, les dépenses de la Défense, le rôle de l'État dans l'arène internationale, etc. –, doit dériver de cet objectif stratégique et des possibilités réelles de l'État et de l'économie russes. Cette approche permet de minimiser tous les risques et de maximaliser les retombées socio-économiques du développement.

Il y a un germe de rationalité dans l'idéologie d'un « développement bourgeois ». La place socio-économique de la Russie moderne est difficilement compatible avec des préten-

tions à l'exception et à la grandeur, si, bien sûr, on n'entend pas par exception la situation de fait actuelle. Et de ce point de vue, une forte progression sur l'échelle socio-économique n'est pas seulement une dette qui n'est encore ni réglée ni réglable, envers la population, envers chaque citoyen de Russie. C'est aussi la condition essentielle, dans l'avenir, pour que la Russie conserve, non pas sur le papier, mais en réalité, son statut de grande puissance (sans aucune restriction).

Ainsi, en proclamant la nécessité de rattraper l'Occident, nous nous orientons vers l'accomplissement d'une tâche compréhensible des points de vue pragmatique et technologique, – atteindre le niveau de développement du Portugal et des autres pays les moins développés parmi ceux considérés comme développés. Cela est juste en soi, cela est sûr, cela est confirmé par de multiples calculs et par des chiffres contrôlés.

Mais il faut se poser une autre question. Dans quelle mesure un tel objectif de développement est-il indispensable à la Russie, et correspond-il à la solution des problèmes de la Russie dans un monde qui change, à une époque de transformation totale de celui-ci ? Le développement doit avoir des buts dignes, et il doit être fondé sur une compréhension claire de ce que nous sommes et de ce que nous voulons.

Assurer la croissance économique n'a jamais été le but du développement des grands pays du monde. Cela a pu déterminer des cas concrets d'activité, mais jamais des buts. Il ne faut pas oublier que le capitalisme est apparu non pas en tant que système économique, mais comme une ascèse du travail d'origine éthique et religieuse.

Le fameux « rêve américain » n'est pas le rêve d'une économie postindustrielle hautement développée, diversifiée, efficace. Le « rêve américain » a été énoncé dans la Déclaration d'indépendance des États-Unis, où il est dit que les hommes naissent libres et égaux, et ont le droit d'aspirer au bonheur. Peu importe que ce dernier euphémisme n'exprime souvent sous une autre forme que le droit à la propriété, il l'exprime néanmoins précisément sous une autre forme, correspondant mieux au but, – dans une langue chargée de sens et d'idéaux.

La tâche objective du développement de la Russie est aujourd'hui de tenter de passer à un type postindustriel de développement, de faire une percée modernisatrice vers celui-ci.

Le pays est confronté à cette tâche depuis au moins vingt ans. A son époque, l'URSS ne pouvait répondre de façon adéquate au défi de la modernisation. Cela était dû aussi bien à la spécificité du système politique même, à la qualité des élites, incapables d'effectuer les transformations nécessaires, qu'à la spécificité du pays même, où le passage à un développement de type postindustriel était mal compatible avec le processus en fait inachevé d'industrialisation de certains territoires, avec les disproportions marquées dans le développement des différentes républiques et territoires, leur hétérogénéité culturelle et les niveaux différents des conditions de développement.

En conséquence, l'effondrement du pays qui est survenu reflétait l'impossibilité d'accomplir le travail de modernisation dans le cadre du système politique et social précédent, et, en même temps, signifiait le passage du système à une stratégie de « rejet » de sa propre complexité superflue, de son nivellement lors de la fragmentation du pays en unités plus homogènes.

Cependant, une telle situation n'enlève pas aux différentes parties de l'ex-URSS l'objectif même de modernisation. Bien plus, elle n'exclut pas une réintégration partielle, par la suite, de l'espace post-soviétique, dans le cadre d'un État unifié, bien que les événements ne puissent prendre cette tournure qu'après que les différentes parties, c'est-à-dire les États actuels de la CEI auront achevé les programmes de modernisation.

Maintenant qu'elle est libérée d'un certain nombre d'obligations, liées au développement des territoires d'Asie centrale ou du Caucase, et bien qu'elle ait perdu en même temps, par exemple, le potentiel culturel et économique des États baltes et de l'Ukraine, la Russie peut se lancer dans la modernisation. Mais d'autre part, l'État est toujours obligé de dépenser des sommes importantes pour maintenir ses positions dans l'espace postsoviétique, bien que le volume de ces dépenses soit considérablement inférieur à ce qu'il aurait fallu pour

développer tels ou tels territoires dans les conditions de l'URSS.

En outre, même dans son état actuel, la Russie demeure intérieurement un système hétérogène, extrêmement complexe, du point de vue de la réalisation des objectifs de la percée de modernisation postindustrielle. En un certain sens, la Russie conserve des traits de l'URSS en miniature, dans la mesure où, à côté des travaux de modernisation postindustrielle, elle est contrainte de faire progresser les territoires sous-développés, de soutenir le Grand Nord, de conserver ses positions militaro-stratégiques dans le monde, etc.

Pour la énième fois, nous sommes un étrange exemple pour le monde entier, combinant paradoxalement, premièrement, les problèmes du développement du système postéconomique postindustriel de la société de consommation dans les plus grandes mégapoles, deuxièmement, une limitation de la stratégie industrielle avec la conservation d'une économie fondée sur les ressources et orientée vers l'exportation, et, troisièmement, le risque de tomber dans les bas-fonds du monde moderne par suite de la destruction du modèle d'industrialisation forcée, d'une nouvelle archaïsation de la société et de l'émergence de pratiques économiques et sociales criminelles.

De plus, la pression extérieure sur le système, qui présente différentes orientations, est conservée et promet même de se renforcer. La stratégie des acteurs extérieurs est dirigée sur une intégration partielle des différentes parties de la Russie dans l'orbite de leur propre développement, alors que les vecteurs de ce développement sont parfois opposés.

La tentative d'édifier aujourd'hui un « État bourgeois » ou de reprendre la voie des « tigres » d'Extrême-Orient, en réalisant une seconde vague d'industrialisation, qui permettrait de sortir des frontières du développement postindustriel grâce à la concentration et à l'accumulation des ressources nationales, dans ces buts, par de grosses sociétés, ne peut être couronnée de succès. Avant tout, parce que le problème de la modernisation ne peut être résolu dans le cadre des règles de jeu économiques et sociales établies. Aujourd'hui, en Russie, s'est formé un type d'économie « autodénigrateur », incapable de soutenir

non seulement une production élargie, mais même une production simple.

Le problème fondamental de la politique économique nationale, — ce manque d'ambition des objectifs dont on parle tant au niveau le plus haut, — ne se manifeste pas du tout dans le fait que le gouvernement n'est pas prêt à fixer les objectifs de la croissance à 8 % par an, au lieu de 3-4 %. A proprement parler, en dehors d'une vision stratégique de l'objectif du développement, une différence entre des rythmes de croissance de 3 ou de 8 % disparaît.

Si les ressources nationales sont dépensées pour la consommation tape-à-l'œil de l'élite, et non pour des travaux de développement, la croissance n'a pas de sens. Si, dans des conditions de conjoncture favorable des prix du pétrole et alors que la sortie de capitaux vers l'étranger se poursuit, on ne verse toujours pas leurs salaires de misère aux fonctionnaires dans le pays, les discussions sur la grandeur de la Russie perdent non seulement toute espèce de sens, mais aussi leur justification morale, dans la mesure où c'est une grandeur humiliante et factice, aux dépens de son propre peuple.

Grâce à ses ressources naturelles très riches et à son industrie développée, la Russie reste objectivement l'une des principales forces économiques du monde, en dehors des foyers de civilisation postindustrielle. Il est impossible de liquider ou de limiter ces ressources de développement qui nous apportent aujourd'hui des revenus essentiels. Mais la conservation d'un modèle économique fondé sur les matières premières et orienté vers l'exportation, l'augmentation de la part des matières premières dans notre économie de ces dernières années ne font que cultiver notre retard.

Cela se poursuivra jusqu'à ce que nous comprenions que l'on ne peut garantir une compétitivité mondiale et un rendement tant soit peu élevé de l'économie qu'en refusant absolument de miser sur des ressources bon marché comme étant nos « avantages concurrentiels ». Il nous faut encore développer et créer de vrais avantages concurrentiels. C'est pourquoi, si nous voulons nous intégrer dans l'avenir, ne pas en être « exclu », il nous faut au moins regarder dans tous les sens et désigner comme priorités nationales quelques directions de la

percée technologique. Cela est d'autant plus réaliste qu'au moins dans deux ou trois « zones-clés du développement technologique », grâce auxquelles la civilisation va progresser dans les prochaines décennies, (nanotechnologies, biotechnologies, technologies thermonucléaires), la Russie a un potentiel important.

Tout en développant le secteur postindustriel, nous devons investir dans la « création » de nouveaux groupes sociaux qui feront évoluer la Russie dans cette direction.

Si nous n'adoptons pas une telle logique de développement, des technologies et des méthodes de production nouvelles, si nous ne comprenons pas la logique de fonctionnement des économies postindustrielles, nous ne parviendrons à rien. Le principal obstacle ici est la qualité de l'administration de l'État et de l'élite économique. La relative prospérité actuelle de l'oligarchie économique et des institutions d'État qui lui sont étroitement liées, est justement fondée sur le contrôle monopolistique des branches de l'économie concernant les matières premières et l'élaboration d'un modèle correspondant de développement économique, entre autres par l'extension de son influence et l'instauration d'un contrôle sur d'autres branches de l'économie.

Cependant, cette construction elle-même, dans son ensemble, et le contrôle de différentes branches sont édifiés, en gros, sur l'exploitation de « technologies de développement obsolètes ». Le remplacement du modèle général de développement économique du pays, l'apparition et le renforcement de certains secteurs nouveaux de l'économie nationale, ou même le passage de certaines branches à des technologies et des méthodes de travail plus progressistes menacent ces élites, dans la mesure où elles risquent de perdre leurs positions privilégiées et les possibilités qu'elles ont, de dicter leur volonté à la société.

En conséquence, le problème est que, dans leur majorité, les élites ne sont pas intéressées par une politique de modernisation sociale sur une grande échelle, de transformation profonde de la société, en vue de former une masse critique de groupes sociaux innovateurs. Elles sont souvent d'accord pour entrer personnellement dans le monde postindustriel, sans la

Russie, avec seulement la partie de la population du pays, indispensable pour assurer l'extraction des matières premières et leur transport en Occident.

Mais le XXI^e siècle n'est plus seulement notre siècle, et nous devons tout faire pour que la nouvelle génération, nos enfants et nos petits-enfants, la nouvelle Russie profitent des fruits et de l'expérience aussi bien de nos erreurs que de nos succès. Aussi doit-il y avoir un choix moral à la base d'un programme réaliste : ou bien nous nous volons, nous-mêmes et nos enfants, nous privons le pays d'avenir, ou bien nous faisons une percée, percée quant à notre philosophie de développement, et en quinze-vingt ans nous obtenons des changements qualitatifs pour notre pays.

En fin de compte, la question est de savoir si toute la Russie, toute la population, tous les citoyens de Russie ou seulement une petite partie d'entre eux recevront leur passeport pour l'avenir.

7. LES NOUVEAUX DÉFIS ET TÂCHES DE L'ÉDIFICATION DE L'ÉTAT POUR LA RUSSIE

7.1. La Russie non mise en valeur – voilà la principale menace pour la sécurité nationale

Les partisans d'encre une autre approche pour évaluer les perspectives et la stratégie de développement de la Russie, appelée le plus souvent « approche géopolitique », partent de la nécessité de ressusciter la puissance de la Russie, de restaurer totalement ses positions internationales, sa capacité à mener une politique étrangère indépendante, d'assurer l'autonomie de la Russie dans le domaine de ses principaux intérêts à l'étranger.

Il n'y a pas de doute, la force et la puissance de l'État ont toujours été et, apparemment, resteront toujours la condition et le fondement de toutes ses autres possibilités et réalisations potentielles. Mais la force et la puissance pour quoi, dans quels buts ? Comme garantie de la compétitivité du pays, de son indépendance, comme fondement de la sécurité en face des menaces de types traditionnel et moderne, – oui, la force et la puissance sont indispensables. Entre autre, la force et la puissance militaires. Mais la force et la puissance comme but en soi ou, ce qui est pire, pour une nouvelle confrontation avec l'Occident – cela, nous l'avons déjà connu. De plus, la menace qui pèse sur la Russie ne vient pas du tout de l'Occident, mais du Sud, bien que certains soient enclins à la considérer comme un bien, voyant dans l'islamisation de la Russie son salut, car la soustrayant à l'Occident.

Ici, d'autres critères et objectifs se substituent au développement de l'homme et de la société : il s'agit de la création de nouveaux genres et de nouveaux moyens de lutte et de tout ce qui est nécessaire pour les élaborer, les produire, les entretenir. L'homme et la société dans son ensemble ne sont plus ici

le critère et la valeur suprêmes, mais un matériau bon marché ordinaire – « il en naîtra beaucoup d'autres ».

Bien sûr, c'est aussi une sorte de développement qui change le pays à sa façon, le transforme et même le fait avancer. Dans certaines conditions, ce genre de développement peut être imposé de l'extérieur ou par des circonstances objectives de la vie internationale. « Mieux vaut mourir debout que vivre à genoux », a-t-on déjà dit. Mais si l'on ne doit pas penser et vivre selon des scénarios de catastrophes universelles et d'apocalypse géopolitique, la stratégie de restauration d'un nouvel empire est incompatible avec les objectifs du développement socio-économique de la Russie et ne peut rien apporter, si ce n'est de nouvelles privations et de nouvelles épreuves.

Et il ne s'agit ici que de l'État. Les géopoliticiens ne parlent que de l'État qui s'affirme essentiellement par la force et ne considère manifestement la société et l'homme que comme les moyens d'une telle affirmation de soi.

Le principal problème de ce « point de vue géopolitique » sur l'histoire de la Russie et son avenir est que nous commençons à penser notre avenir en termes de jeu vidéo, de jeu de construction, avec des cartes de toutes les couleurs, de petites flèches et trois vies en réserve.

Non seulement cette approche est défectueuse et nous n'avons aucune « réserve de vies », mais en outre, la base réelle de toute géopolitique est ignorée ou n'est pas comprise. Si nous parlons de la politique de l'État dans sa dimension spatiale, c'est avant tout la capacité de mettre l'espace en valeur. Au sens large du mot – c'est la capacité de le coloniser, de le cultiver, de le développer. Si vous ne faites pas cela, d'autres le feront. Préserver l'intégrité de son pays dans le monde moderne signifie également que la société est capable de mettre en valeur son pays, de disposer habilement et efficacement de ses richesses.

V.O. Klioutchevski parlait déjà de l'État russe comme d'un État colonisé et y voyait le principe essentiel et la stratégie fondamentale de son développement.

Une approche, développée en science historique n'est d'ailleurs pas non plus dénuée de sens : d'après celle-ci, l'intensité et l'efficacité du développement de l'Europe sont dues précisément à la petitesse des territoires qui a obligé à développer l'économie et les structures sociales, les relations entre les êtres, contraints de vivre dans une certaine promiscuité, pour obtenir finalement plus de ce qu'il y avait.

La Fédération Russe est un des États les plus grands et les plus instables du monde moderne. Son instabilité est justement déterminée par ses dimensions géographiques, sa diversité de reliefs, de climats, et, dans certaines régions limitrophes, de cultures également. L'Occident et l'Orient, le Nord et le Sud se croisent en Russie dont la civilisation est unique et précieuse.

Nous nous heurtons à une pression extérieure géopolitique et culturelle aux orientations multiples. Les facteurs géopolitiques extérieurs du développement des régions dans le Sud, en Extrême-Orient et, par exemple, au nord-ouest du pays ne sont pas identiques, pour ne pas dire plus. Si, en Extrême-Orient, la Russie doit avant tout résoudre les problèmes posés par l'établissement de relations avec la région Asie-Pacifique dont l'essor est intense, tandis que l'influence de la Chine augmente, le Sud, lui, est avant tout le lieu de confrontation avec ce qu'on appelle « le monde islamiste », et sur les frontières occidentales, nous résolvons en premier lieu les questions du développement des relations avec la Communauté européenne, et de l'intégration. La confrontation simultanée d'un État à des défis extérieurs d'un tel niveau et d'une telle diversité, aussi bien sur le plan national que sur le plan régional, est unique. Sans parler de la spécificité évidente pour tous de l'administration de territoires comme la Tchétchénie ou la province de Kaliningrad.

Nous devons résoudre à un nouveau niveau les problèmes liés à la multiplicité de peuples et d'ethnies en Russie. Il faut aujourd'hui trouver un nouveau sens et de nouvelles approches au développement du fédéralisme russe qui, selon nos agissements et notre savoir-faire, peut être soit la clé de la réussite des transformations de l'État, soit la source de nouveaux problèmes.

La Russie a besoin de la Fédération. L'Union soviétique s'est effondrée pour différentes raisons, entre autres parce que elle n'avait ni théorie, ni possibilités pratiques pour administrer le colosse socioéconomique qui s'étendait sur huit fuseaux horaires. Le centre s'est avéré incapable de venir à bout des multiples problèmes dont il s'était lui-même chargé. L'Empire russe du début du XX^e siècle, confronté aux contradictions de l'industrialisation et ne sachant pas leur faire face, n'avait pas non plus su gérer la situation.

On peut en conclure que non seulement l'efficacité d'un État unitaire, mais son existence même a des limites administratives bien déterminées, quoique difficiles à saisir. Tout ce qui vient d'être dit n'est pas un appel à affaiblir le centre. La Russie a besoin d'un centre fort, comme aucun autre État. Autrement, le risque de dislocation, d'écroulement du pays est trop grand. Mais, apparemment, les critères de la force et du rôle du centre demandent à être repensés.

Un de ces critères est la présence, chez les sujets de la Fédération, de motifs, d'une volonté et de possibilités pratiques de se développer de façon indépendante. Si l'on simplifie un peu le problème, les relations entre le centre et les sujets de la Fédération de Russie doivent se construire de façon à ce que le sujet de la Fédération ait avantage non seulement à y rester, mais à accroître son potentiel économique, en renforçant ainsi le budget fédéral et la Russie dans son ensemble.

Sur un fond d'explosion démographique mondiale, le problème de la dépopulation se pose à nous dans toute son ampleur. Dans la perspective des prochaines décennies, la Russie risque de se transformer en « espace vide » et de se heurter à une très forte « pression démographique », de devenir un terrain d'expansion pour d'autres pays. En conséquence, il nous faut absolument trouver le moyen d'assurer l'intégrité de l'État dans ces nouvelles conditions.

L'importante immigration qui, vraisemblablement, se produira, car elle est indispensable à la Russie, peut avec le temps déplacer l'équilibre ethnique, et avec lui le politique, dans une direction tout à fait inattendue, — avec toutes les conséquences qui en découlent. La Russie a besoin d'une immigration mas-

sive, durable, contrôlée. C'est seulement ainsi que nous trouverons les dizaines de millions de travailleurs qu'il nous faut pour mettre en valeur le pays. Mais la politique nationale d'immigration à Moscou, dans le sud de la Russie et en Extrême-Orient, – ce sont trois choses bien différentes.

Les objectifs de la politique économique de l'État dans les régions de Russie Centrale et de Sibérie sont absolument différents. Il y a des régions économiquement fortes qui doivent être les locomotives du développement de tout le pays. Le potentiel des régions-leaders doit avant tout travailler, augmenter pour le bien de tous, et être considéré dans la politique de l'État.

Le problème de l'exploitation des terres agricoles et, d'une façon générale, la politique agraire de l'État ne peut et ne doit en aucun cas être la même dans la région centrale du tchernoziom et dans les terres pauvres de la région de Riazan, par exemple ; il faut aussi considérer la question tout à fait particulière de la politique des sols dans les villes.

Les objectifs de la politique sociale de l'État, – par exemple, l'optimisation du système de retraites, la régulation de l'immigration de travailleurs, les objectifs de la politique démographique –, doivent présenter des différences notables dans les « vieilles » régions du centre du pays, dans le Sud, et dans les régions du Grand Nord. Sans même parler du fait que le minimum vital peut varier de 1 à 10, et plus, dans les différentes régions du pays.

Il faut absolument résoudre tous ces problèmes, et les résoudre dès maintenant. Si la Russie ne réussit pas à préserver l'unité de son territoire, ce sera un drame terrible, et pas seulement pour ses citoyens. La dislocation de la Fédération russe provoquerait une nouvelle réaction en chaîne de repartage géopolitique sur les continents proches et éloignés, encore plus puissante que celle qu'avait entraînée l'effondrement de l'Union soviétique, à la suite de quoi des territoires possédant l'arme atomique et l'arme chimique échapperaient à nouveau à tout contrôle.

Mais aujourd'hui, nous ne nous préoccupons pas le moins du monde de la mise en valeur, du développement de

l'immense territoire de notre pays, dont nous aimons si souvent parler avec une fierté incompréhensible comme représentant un huitième des terres émergées. Mais à quoi bon posséder de telles richesses si comme le Chevalier Avare, nous trimons et dépérissons devant notre trésor, mais ne faisons rien pour le faire fructifier, pour que les gens puissent vivre normalement et dignement. Jusqu'à présent, sur une partie du territoire de la Russie, il n'y a que des foyers de mise en valeur, par des « pionniers », mais pas de vie permanente et régulière, et les gens cherchent à en partir. La population russe se concentre de plus en plus, nous sommes menacés de dépopulation : d'autres pays, d'autres civilisations et d'autres peuples pénètrent dans les espaces libres des territoires qui ne sont pas mis en valeur. Or tout géopoliticien sait bien que le meilleur moyen, le moyen le plus efficace de contrôler un territoire, c'est qu'il ait une population riche, prospère et nombreuse.

Nous ne sommes pas prêts à reconnaître que l'avenir ne nous est pas garanti, qu'il est même plus que douteux. Les réponses désagréables à nos questions sur les voies de notre développement ne nous satisfont pas. C'est pour cette raison que les illusions de grandeur, de rétablissement de notre puissance antérieure sont si vivaces : elles ne font que rendre plus difficile notre marche en avant.

7.2. L'État a-t-il un avenir ?

Quelles sont aujourd'hui les exigences de la modernité et de l'avenir envers nous, envers le développement de l'État et l'organisation de la société ? Une difficulté particulière est due au paradoxe évident auquel nous nous heurtons, lorsque nous nous efforçons de concilier l'objectif de renforcement de la structure de l'État avec le scénario envisageant la disparition ou la transformation radicale de l'État en tant que tel, au XXI^e siècle.

Si les processus politiques mondiaux continuent de se développer selon les tendances qui s'ébauchent aujourd'hui, au début du XXII^e siècle, des notions comme la « Fédération de Russie », les « États-Unis d'Amérique », le « Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord », la « République

Populaire de Chine », la « République du Zimbabwe », le « Sultanat de Brunei », la « Jamahiriya Arabe Libyenne Socialiste et Populaire », etc., peuvent, du moins dans leur forme actuelle, appartenir à l'histoire ancienne.

Avec ses immenses espaces, la diversité des conditions climatiques et autres, et sa population multinationale, très inégalement répartie sur le territoire du pays et selon l'« échelle » socio-économique, la Russie doit être extrêmement attentive à ce que, dans le monde entier, il est convenu d'appeler « la crise de l'institution de l'État ».

On a vraisemblablement commencé à parler de crise de l'État dès le moment de son apparition. Ce qui est nouveau, c'est la contradiction externe toujours plus patente, qu'a apportée la mondialisation, entre l'institution traditionnelle de l'État, indissolublement liée à un territoire et une population donnés, et les multinationales dont l'activité ne connaît pas de frontières.

Apparemment, les avantages sont du côté du monde des affaires : les plus grandes sociétés multinationales ont depuis déjà longtemps des chiffres d'affaires plus de dix fois plus élevés que le montant du produit brut des États moyens. Les chiffres d'affaires de chacune des trente premières sociétés de ce type dépassent les PIB d'environ une centaine d'États moyens et petits (mais qui, économiquement, ne sont pas les derniers).

Au début des années soixante-dix, on a tiré de cette observation une conclusion « mécanique » : l'État sera finalement brisé par les multinationales et par les autres nouveaux acteurs de la politique mondiale. Qu'est-ce qui viendra le remplacer, — on ne le sait pas. Mais la crise de l'État est là. L'issue est évidente : ce n'est qu'une question de temps. Nombreux étaient ceux qui pensaient ainsi, il y a trente ans. Mais la réalité, comme toujours, s'est avérée plus complexe.

L'institution de l'État ne disparaît pas. Pour le moment, il n'y a pas dans le monde d'autres institutions comparables aux États, qui soient capables d'assumer la responsabilité politique et de réaliser les tâches politiques. L'État et le système d'États-nations des relations internationales restent sans aucun doute

les principales institutions politiques du monde, du moins tant que l'État a le monopole de la violence légale et qu'il assure la sécurité de l'« habitat » des citoyens. En effet, si la vie économique est déjà, dans une large mesure, organisée au-dessus et à côté des États, et si la vie politique reste principalement dans la sphère de l'État-nation, bien qu'elle ait tendance à finir de s'élaborer dans les structures internationales, la vie proprement sociale, la vie de la société et de l'individu demeure, en principe, nationale, locale et inscrite dans le territoire. Il n'en est autrement que pour une partie infime de la population, aussi bien dans les pays occidentaux que dans les autres États.

La crise de l'État a son essence dans le fait que l'État s'insère, même si c'est de mauvaise grâce, dans la nouvelle matrice mondiale des relations politiques, économiques et sociales. Et plus cette insertion est organique, plus les possibilités que l'État découvre pour ses buts de développement national, sont nombreuses.

Au cours des dernières décennies, la puissance économique des sociétés multinationales et des banques a été multipliée plusieurs fois. Cependant, aucun grand État n'a, pour cette raison, cessé d'exister, ni n'a été tant soit peu affaibli.

Bien que, en même temps, nous voyions se développer dans le monde moderne le phénomène des « États en échec ». Cependant, les causes de leur apparition sont tout de même beaucoup plus complexes et n'illustrent pas tant la tendance du système d'États-nations à faire naufrage, que le fait qu'au niveau des principales puissances mondiales, ce système se transforme et s'intègre de plus en plus dans la nouvelle réalité politique mondiale. La nature et les formes d'activité des États changent, souvent ils ressemblent de plus en plus aux grandes sociétés mondiales. En ce qui concerne les États « en échec », ou un autre phénomène de notre époque, — ceux qu'on appelle les « États-voyous » —, ce sont très souvent justement les pays qui ont pris du retard dans le processus de transformation de l'institution de l'État selon la nouvelle logique mondiale.

En ce sens, le problème du retard est un cas particulier d'un autre plus important : l'inégalité de développement et l'iné-

galité d'« entrée dans la mondialisation, l'inégalité de préparation culturelle et sociale à tels ou tels de ses processus.

C'est pourquoi la crise de structure du futur État est avant tout une crise d'incompatibilité entre la structure et les fonctions des États traditionnels, « classiques », et les exigences du développement national. Les problèmes apparaissent lorsque l'État, au lieu d'être un mécanisme assurant le développement et la croissance des nations, devient une infrastructure freinante.

Le défi du temps dans le domaine de l'édification de l'État peut être formulée comme suit : la Russie a besoin de délais raisonnables pour reconstruire la structure de l'État de façon à être en mesure de se défendre efficacement contre les menaces extérieures, réelles et potentielles, à assurer sa sécurité et l'intégrité de son territoire. Mais aussi à être vraiment concurrentielle dans le cadre de l'économie en voie de mondialisation, à se garder une liberté de manœuvre indispensable, — économique et politique —, à stimuler l'initiative économique et publique à l'intérieur du pays.

Pour tout cela, la Russie a très peu de temps et de moyens. Et donc, les voies traditionnelles d'édification de l'État, avec leur progression graduelle, leurs exigences de temps et de ressources, ne faciliteront pas mais peuvent, plus vraisemblablement, rendre plus ardue la résolution des problèmes auxquels est confrontée la Russie. Il faut se tourner vers des approches et des solutions non traditionnelles, en quelque sorte novatrices et discutables.

Dans le monde moderne, chaque État « s'insère » peu à peu dans un système de plus en plus complexe de liaisons et de relations juridiques et administratives mondiales. Il n'y a qu'une solution : l'État doit lui-même se transformer en une sorte de grande société ayant, entre autres, des possibilités multinationales. Et il faut se préparer à une longue lutte bien ciblée pour que soit reconnu dans le monde entier le droit d'un État à profiter de la liberté économique, tout comme les autres participants au marché libre.

Si de grandes sociétés sont possibles, — des sociétés par actions avec des millions de petits actionnaires (et de telles

sociétés sont depuis déjà longtemps la norme) –, pourquoi les actionnaires ne peuvent-ils être des dizaines de millions ? Si des groupements de sociétés diversifiées, agissant simultanément dans plusieurs branches de l'économie, et même dans un grand nombre, existent et travaillent, en utilisant tous les droits légaux, pourquoi l'État est-il illégal en tant que société pour administrer un système unifié « territoire-population » ?

Il s'agit d'apporter des modifications essentielles dans ce que l'on entend par État et dans la philosophie de son activité. Historiquement, l'État a été une machine avec une force militaro-policière appelée à préserver l'unité de l'ethnie et du territoire des menaces extérieures, puis par la suite – intérieures aussi. En tant que tel, il créait avant tout un appareil de forces, recueillant pour cela des fonds sous forme d'impôts prélevés sur la population. Un tel rôle et de telles fonctions, une telle pratique étaient objectivement indispensables et inévitables. Mais, pendant bien des siècles, ils ont corrompu l'État, ne lui ont pas appris à compter comme il faut, et surtout, à gagner de l'argent et à se préoccuper de son utilisation socialement et stratégiquement efficace. Cependant, ce sont précisément ces qualités de l'État qui sont décisives dans l'ensemble du monde avec sa concurrence très poussée, avant tout économique.

Cependant, ceci n'épuise pas les idées que nous nous faisons du nouveau rôle de l'État dans le monde moderne. Oui, d'un côté, l'État, en s'efforçant de correspondre à la logique de mondialisation, avant tout économique, prend un « profil » de plus en plus économique, se transforme en État-société, qui concurrence les multinationales et devient un agent des citoyens dans l'économie mondiale. Mais, en même temps, – dans la mesure où la nouvelle époque est une époque de type postindustriel, c'est-à-dire une économie des connaissances, une économie du capital humain –, ce qui est appelé secteur des services publics, ce qui forme la conception d'« État social », ou d'État de bien-être général, prend naturellement de l'importance dans la politique de l'État.

Dans l'ensemble du monde, les mieux préparés en matière de sciences, d'éducation, d'économie, s'échappent en avant. Les plus stables socialement se maintiennent en avant, – et la stabilité de la société dépend de l'extension des systèmes de motivation des forts et de soutien des faibles. C'est précisé-

ment dans cette voie qu'il faut élaborer les priorités de la politique de l'État, considérer le principe d'un État social fort comme le pivot central de celle-ci. Cette conception, soit dit en passant, ne se réduit pas seulement à une politique de subvention des pauvres, la création de garanties par l'État d'un minimum vital. Un État social est un État de bien-être général. Et le sens de la politique est justement de créer pour chaque homme, et pour chaque région, les possibilités de réaliser leur potentiel, d'assurer une vie digne et bonne.

Enfin, notre État doit apprendre à défendre les intérêts de ses citoyens. Et non de façon abstraite, mais démonstrativement et rigoureusement, chaque fois que l'on porte concrètement atteinte à leurs droits. La défense des citoyens, la défense de l'homme en tant que principal « capital » de l'époque postindustrielle devient sans doute la fonction essentielle de l'État.

Cependant, cette logique d'évolution de l'État est en contradiction avec le recours à des critères économiques et, en ce sens, avec l'application de la doctrine économique néolibérale qui prescrit une réduction des dépenses de l'État, de la lourdeur des impôts, des obligations sociales, et un accroissement du rendement proprement économique de l'État, par analogie avec le monde des affaires.

La capacité des autorités, de l'élite nationale à trouver un équilibre optimal entre ces tendances et les exigences de développement de l'État devient donc le principal critère de son efficacité. En d'autres termes, c'est là qu'est la réponse à la question de savoir si l'État a un avenir. Si l'État ne sait pas apprendre, ou s'il ne souhaite pas changer, s'il n'est pas capable de correspondre aux exigences de l'époque, le résultat de cette incapacité d'agir économiquement et socialement ne sera pas seulement qu'il sera battu dans la concurrence avec les autres. Il n'est pas exclu non plus que sa propre population lui refuse toute légitimité. Et s'il y a refus, cela peut être utilisé très facilement et simplement par des forces extérieures dans leurs intérêts.

Si l'État ne sait pas tout cela ou, pire, ne désire pas et n'est pas capable de le faire, il devient une très grande menace pour la sécurité de sa propre société.

C'est seulement quand on prendra conscience qu'atteindre des niveaux de vie élevés de la population et défendre les intérêts de chaque citoyen sont le but principal de la politique de l'État, - c'est seulement alors que sera assuré le développement socio-économique, et que la Russie deviendra une société de bien-être pour tous.

7.3. La souveraineté dans le monde nouveau

La capacité de vivre de façon indépendante est l'une des principales conditions de succès dans le monde futur. Appliqué à l'État, c'est le problème de sa souveraineté intellectuelle.

A proprement parler, il n'y a là rien de vraiment nouveau. Ce qu'il y a de nouveau, c'est que pour la première fois dans l'histoire, le problème de « vivre de façon indépendante » concerne l'État. Ce qu'il y a de nouveau, c'est que dans les conditions de la mondialisation, ce n'est plus seulement un vœu pieux, mais une nécessité pressante. Dans le monde moderne, il est impossible de parvenir à d'importants succès, de gagner dans la lutte concurrentielle, si l'on ne pense pas - au sens le plus large du terme - à la pointe d'une informatisation multiple et aussi complète que possible, telle que la reflètent les derniers progrès de la science.

Ce qu'il y a de nouveau, c'est que, en cette qualité, le problème prend la dimension d'une exigence de souveraineté intellectuelle de l'État : ce ne sont pas des individus isolés, mais les institutions d'État déterminant la stratégie qui doivent être capables de travailler quotidiennement au niveau de la pensée la plus avancée du temps. Ce qu'il a de nouveau, c'est aussi que, si l'intellect de l'individu dépend avant tout de ses capacités personnelles, la souveraineté intellectuelle de l'État est assurée à long terme par un ensemble complexe de mesures, incluant la formation continue, la science à tous les niveaux, la présence de systèmes modernes de communication, la possibilité de recueillir, de traiter et de conserver l'information, ainsi qu'une politique des cadres spécifique.

Le malheur de la Russie est que, pour différentes raisons, - parfois à cause de sa pauvreté -, au XX^e siècle - par suite de restrictions idéologiques, elle n'a pas en tant qu'État rempli

ces conditions au cours des derniers siècles. Il y a toujours eu des esprits brillants en Russie, il y en a aujourd'hui et, avec l'aide de Dieu, il y en aura demain. Mais l'État ne les a pas utilisés de la meilleure façon, plus d'une fois il les a contraints à émigrer ou à ne rien faire et se taire.

Mais le fait est que la révolution industrielle et, encore davantage, la révolution scientifico-technique et informatique sont fondées sur les acquis de la pensée humaine. Et si le potentiel et le rôle de l'État dans le monde moderne sont déterminés par la combinaison complexe de la puissance de son économie, de la science et de la technique, des finances, de l'éducation et de la culture, de sa capacité défensive et de la qualité de vie, c'est donc qu'à la base de ce potentiel, de la place et du rôle du pays dans le monde, se trouvent la portée et la qualité de la pensée que la société et l'État ont su mettre au service de leurs intérêts et de leurs buts.

La noosphère, anticipée autrefois par Vernadski, est imperceptiblement devenue une réalité. On peut suivre son évolution, on peut s'y opposer avec plus ou moins de hargne, mais on peut aussi participer à la poursuite de son développement. C'est sans doute seulement dans ce dernier cas qu'il est légitime de parler de souveraineté intellectuelle.

Les pays les plus développés sont devenus ce qu'ils sont, historiquement et par la force des choses. Nous ne pouvons aujourd'hui compter sur le cours de l'Histoire, il pourrait nous emmener dans une mauvaise direction. Il faut édifier, mais en comprenant le mieux possible où sont les solutions pratiques et où ce ne sont que nos souhaits et nos utopies.

Dans ce contexte se pose le problème de l'institutionnalisation de l'agent de la planification stratégique. La société moderne a besoin d'institutions qui réfléchirait aux perspectives du pays dans les 20-50 années à venir.

Les formes d'organisation doivent apparemment correspondre à la complexité de la société. Il faut sans doute qu'il y ait parmi ces institutions un « centre national de perspective stratégique » ou quelque chose dans le genre, autonome par rapport au Président et au gouvernement (quelque chose d'analogue à la situation actuelle de la Banque de Russie).

Coopérant avec lui, mais indépendant de lui, un autre centre analogue pourrait exister dans la communauté académique, unissant les efforts des scientifiques de l'Académie des Sciences de Russie et des universités. Il pourrait aussi y avoir un centre du même genre dans le cadre de la société civile. Leur « production » n'aurait évidemment pas force de directives, mais serait un regard sensé sur les problèmes et les possibilités à long terme du pays, qui serait ensuite soumis pour délibération à l'opinion publique et aux spécialistes, en vue de déterminer les priorités de développement souhaitées par la société.

De telles institutions paragouvernementales, – l'essentiel est ici dans l'idée même et non dans la dénomination ou dans les propositions d'organisation –, ne sont efficaces qu'en présence d'un système de « réflexion nationale » : des sources d'information de base sûres et élaborées en temps voulu, et des systèmes pour la traiter, la conserver et la proposer aux utilisateurs. La précarité de l'information aujourd'hui est souvent due au fait qu'elle est inaccessible non seulement aux spécialistes, mais aussi aux structures de l'État ; et en même temps, il y a un risque extrêmement élevé de « fuites » de toutes sortes, d'une utilisation non autorisée et même malintentionnée de l'information disponible, – des maux, incompatibles avec la garantie de la souveraineté intellectuelle du pays. Espérons qu'en Russie ces maux soient curables.

La tâche sans doute la plus complexe est de créer et de mettre au point les systèmes par lesquels l'État et la société sollicitent et utilisent de façon efficace la pensée de nos compatriotes. La démocratie sans la pensée, c'est la justice sommaire et l'ochlocratie, les écarts aveugles de la foule. La politique sans la pensée, c'est un aventurisme immoral et dangereux.

Il va nous falloir nous battre pour la souveraineté intellectuelle aussi durement et aussi longtemps qu'à une époque pour la souveraineté politique. Elle est à la base de toute compétitivité. La défense de la propriété intellectuelle n'est pas dictée seulement par l'aspiration des inventeurs et des concepteurs à toucher le maximum possible pour leurs découvertes. S'il en était ainsi, la machine de l'État des pays les plus développés ne s'élèverait pas avec autant d'ardeur pour

défendre ces droits. En fait, la défense de la propriété intellectuelle crée des barrières extrêmement difficiles à surmonter pour que la science, les technologies, les idées socio-politiques mondiales de la « production » de l'esprit sortent des nouveaux centres où elle peut apparaître, sur les marchés.

La souveraineté intellectuelle, – c'est aussi la capacité de nous donner à nous mêmes une réponse claire et honnête à la question : qui sommes-nous et que voulons-nous ? Si l'Occident impose si rigoureusement ses normes d'instruction, sa vision du monde, ses manuels, c'est aussi parce qu'il comprend que celui qui aura adopté de fait ces normes – consciemment ou non – suivra inévitablement le cours de la pensée occidentale. Et par cela même se condamnera à avoir toujours un retard, à rester dans une dépendance intellectuelle, et donc aussi économique et politique. « Vivre de façon indépendante » sera bientôt le synonyme de simplement « vivre ».

7.4. A la recherche d'un agent de développement

La résolution de la plupart des problèmes de développement de la Russie moderne dépend de qui prendra sur lui cette lourde charge. D'une façon générale, peut-on voir aujourd'hui en Russie l'agent d'une nouvelle modernisation destinée à achever le développement industriel du pays, à l'amener au moins au seuil de la nouvelle époque et à créer le potentiel pour le postindustrialisme, pour l'entrée dans le monde nouveau ?

La Russie a passé le stade de l'industrialisation, mais celle-ci était fondée sur une impulsion autoritaire de l'État et, en ce sens, s'est avérée être objectivement sans issue, à la lumière des objectifs de la nouvelle modernisation. Aujourd'hui, les efforts du seul État, les efforts de volonté et de politique de l'État seront absolument insuffisants pour atteindre les nouvelles frontières du développement. Seule une vaste modernisation sociale, fondée sur une nouvelle éthique et une nouvelle culture du travail, a des chances de réussir.

Aujourd'hui, en un certain sens, nous sommes au seuil du passage à un développement postéconomique, en ayant en

vue, avant tout, les impasses du développement du monde moderne, liées au mode de gestion dominant, et les possibilités cachées, bien que réalisées de façon trompeuse aujourd'hui, de l'économie de postindustrialisation, en tant qu'économie des connaissances, mais aussi production d'intellect, création.

Mais si, dans le monde moderne, les connaissances, l'intellect et les nouvelles possibilités qu'ils créent, assurent la base du développement, il est évident que les investissements dans l'homme, dans le développement du potentiel humain de la Russie, sont les plus fructueux.

La « production » d'un homme créatif, de l'homme du Monde nouveau devient la ressource essentielle, le capital du développement. Sans doute, ceux qui réussiront seront ceux qui auront compris le caractère prioritaire du développement du capital créatif humain et qui auront mis là-dessus dans l'avenir postéconomique.

Cependant, si nous parlons de capital humain, de développement de l'homme comme potentiel fondamental de l'avenir, nous sommes tout simplement obligés de considérer de façon absolument différente toute une série de problèmes et de questions qui, en ce qui concerne les perspectives et les problèmes de la Russie, sont débattues de façon assez formelle, sans énergie, en utilisant des approches absolument désuètes.

Mais si nous essayons de regarder la situation et de diriger le développement en anticipant sur l'avenir ou, du moins, en nous appuyant sur une image de l'avenir, nous verrons que la politique démographique et scientifique, la politique de l'enseignement, de l'immigration et de la santé acquièrent un tout autre sens et une tout autre résonance.

Les effets d'annonce évidents de la politique sociale, mais surtout l'incompréhension manifeste de l'importance du capital humain dans le monde de l'avenir provoquent une réelle angoisse. La politique sociale est le gage et l'expression de la compétitivité de la société. La société moderne ne peut se développer uniquement dans la dimension économique, un important équipement social devient une condition et un moyen d'exister.

Dans la société moderne, la santé, l'éducation, la science ne sont pas un poids mort qui pèse sur les objectifs du développement économique, une taxe obligatoire que la société doit sortir de sa poche. C'est la condition d'une marche en avant efficace, le moteur des changements, une garantie de santé morale, c'est l'espoir que la Russie occupera une place digne d'elle dans le monde du XXI^e siècle.

L'essor de la civilisation industrielle avec l'orientation qui la caractérise, vers une consommation maximale de ressources naturelles a engendré une rupture inquiétante entre la société et la nature. La « force productrice de la nature », comme potentiel de la civilisation de type industriel a commencé à perdre de plus en plus de son élasticité. Et bien qu'avec la révolution scientifico-technique, les besoins en ressources de la production diminuent sans cesse, les limites des ressources naturelles de la planète posent inévitablement la question du passage à de nouveaux modèles économiques, à de nouvelles formes de vie quotidienne, à un nouveau paradigme spirituel et moral, permettant de réduire la pression de la « civilisation de consommateurs » sur la biosphère.

Notre pays ne pourra être au niveau des exigences de la nouvelle époque que si, dans la société, dans les structures du pouvoir, on cesse de se représenter la culture, la science, l'éducation, l'instruction, la santé de la population comme quelque chose de secondaire que l'on peut pour le moment mettre de côté, sous la pression d'autres tâches urgentes. Elles ne doivent pas être traitées en parents pauvres. A long terme, elles seules peuvent être le moteur du développement, lui donner un sens véritable et une orientation durable.

L'aggravation de la concurrence sur les marchés mondiaux, surtout sur les marchés de productions à fort investissement scientifique, l'évolution permanente des technologies obligent les élites politiques et économiques de tous les pays plus ou moins développés à augmenter constamment les dépenses de recherche et de réalisation scientifique. Les investissements dans la science deviennent l'un des placements les plus avantageux. Depuis déjà quelques décennies, les programmes nationaux à long terme de la plupart des pays développés sont absolument conséquents dans leurs priorités essentielles – maintenir les dépenses nécessaires à la science fondamentale

et augmenter les crédits budgétaires pour les recherches d'application.

Le destin de la Russie, en tant qu'État entrant dans la concurrence du marché mondial, dépend pour beaucoup, si ce n'est entièrement, des perspectives de son potentiel scientifique. La politique économique actuelle, caractérisée par son commerce usurier et sa stagnation provinciale va encore « thésauriser » pendant une cinquantaine d'années, pour investir comme il faut dans la science. Mais le problème de la « fuite des cerveaux » à l'étranger est déjà aujourd'hui passé sur le plan de la sécurité nationale. De nombreuses écoles scientifiques sont sur le point de s'effondrer. Le vieillissement des cadres dans les sciences techniques est particulièrement rapide.

L'état et les problèmes du domaine scientifique sont inséparables de la politique dans le domaine de l'éducation. Il y a une trentaine d'années, est apparue en Europe la théorie du « capital humain », fondée sur les résultats du redressement de l'Allemagne de l'Ouest après la guerre. Des scientifiques allemands ont réalisé des calculs vraiment stupéfiants : lorsque son potentiel de production est complètement détruit, mais que le système d'éducation et les cadres scolaires et universitaires compétents sont conservés, un pays a quatre fois plus de chance de se relever de ses ruines que dans le cas contraire. C'est précisément pour cette raison que dans cette même Allemagne a été adoptée une directive pour élever la qualité de la main d'œuvre grâce à une politique d'éducation efficace.

Si l'avenir est avant tout la société de la connaissance, la société de l'Homme nouveau, il nous faut vraiment une nouvelle époque des Lumières, une renaissance de la science, de l'éducation, du social pour ne pas disparaître.

Lorsqu'il s'agit de la modernisation de la Russie, il faut se souvenir que nous ne pouvons résoudre la question de la reproduction de tel ou tel modèle économique et de ses paramètres, sans avoir trouvé une solution à un autre problème, — l'adéquation à cela de la structure sociale. La modernisation requiert soit une structure sociale innovatrice, occidentale, soit une autre, mais qui corresponde aux exigences du

postindustrialisme. La question est de savoir si nous avons une telle structure sociale, si elle touche toutes les couches de la population, tous les aspects de l'organisation de la société, ou si nous avons seulement un niveau superficiel de culture de consommation et une classe peu nombreuse d'individus capables de s'adapter.

Partout où le développement a eu lieu, ce sont les couches montantes – couches moyennes à leur époque – qui l'ont promu. Ce sont elles qui ont donné à la fois toute la pensée créatrice possible, tous les types de travail et, dans son ensemble, le marché croissant de consommation. S'il n'y a pas une classe semblable en Russie, il n'y aura pas non plus de développement, ou bien il aura un caractère unilatéral et extrêmement limité dans le temps.

Notre handicap est que la culture innovatrice est chez nous celle d'une minorité, la culture des couches occidentalises, – essentiellement de la « classe moyenne », qui gagne sa vie en travaillant, alors que le gros capital ne provient pas du travail, la plupart du temps. Il est impossible de résoudre simultanément les questions de la formation de l'économie et de la société de la nouvelle époque alors qu'un quart de la population vit dans la pauvreté et dans la misère et que la majorité des citoyens du pays « survit » dans une demi-pauvreté, sur un fond de différenciation socio-économique fantastique entre la « population » et l'« élite », qui souffre de consommation exhibitionniste. En reprenant une telle logique de développement, nous créons une tension dangereuse à l'intérieur de la société russe, dans la mesure où les contradictions sociales, les inégalités de richesse et autres entre les groupes postindustriels de la population et sa grande masse, contrainte à résoudre essentiellement des problèmes de survie, seront extrêmement graves et créeront une tension potentielle comparable à celle qui, il y a cent ans, a renversé l'Empire de Russie qui se modernisait.

Aujourd'hui, il est indispensable de réaliser la principale réforme, celle de la relation aux hommes et à leurs intérêts. Il nous faut absolument « réformer » les salaires et la politique des revenus dans son ensemble. La sous-estimation du travail est l'un des obstacles majeurs au développement du pays. En fin de compte, il s'agit d'une philosophie de notre dévelop-

pement absolument différente, qui doit enfin remettre debout la politique socio-économique de l'État, la faire redescendre de l'empyrée macroéconomique sur le sol ferme du réalisme de la vie humaine.

Aujourd'hui, la stratégie de transformation de notre société est fondée dans une large mesure sur des réformes faites d'en haut, en s'appuyant sur le pouvoir, sur une couche étroite de la société, et en s'efforçant d'intégrer, d'inclure dans les réformes certains groupes sociaux qui doivent leur assurer le soutien public. Cependant, le problème est que, pour résoudre cette tâche, il est extrêmement difficile de s'appuyer à la fois sur le peuple et sur l'élite. La coupure entre le pouvoir et la société a atteint un point dangereux, quand la grande masse de la population continue de résoudre exclusivement des problèmes de survie, n'organisant sa vie qu'en termes de quotidien et recherchant le paternalisme du pouvoir qui lui donnera des garanties sociales et lui assurera un minimum vital.

Dans ces conditions, l'État n'a pratiquement pas de potentiel de mobilisation massive pour résoudre les problèmes stratégiques du développement du pays, si on ne considère pas les mécanismes recourant ouvertement à la force (qui, en outre, à la différence des problèmes de modernisation industrielle, sont absolument inefficaces pour répondre aux défis de la modernisation postindustrielle). En même temps l'éloignement de l'élite dirigeante par rapport à la société est évident, et de plus, sa qualité ne permet pas de convertir les idées qu'ont les autorités, et leur compréhension des objectifs et des tâches nécessaires en un programme concret et réalisable de décisions et d'actions.

Bien que l'économie soit dans un état tout à fait instable et que la situation mondiale devienne de plus en plus inquiétante, cette soi-disant élite persiste à s'occuper exclusivement d'elle-même, de la réalisation de ses intérêts claniques et corporatifs. Les institutions d'État continuent d'être utilisées dans des buts intéressés privés, par de petits groupes politiques et oligarchiques. Dans ces conditions, la politique de renforcement de l'État se métamorphose en son contraire et devient seulement la couverture pratique et efficace de vilaines affaires.

Dans la politique de la Russie, l'interminable « processus politique » bureaucratique remplace le principal, la lutte politique autour de l'élaboration des orientations de développement, de la solution des questions de redistribution des ressources nationales, afin d'atteindre les objectifs du développement national général. Le souhait de ne pas regarder l'avenir est ce qui caractérise la pensée de notre élite politique et économique. Toute planification à terme se limite à une période de 3-4 ans. Ceci distingue l'élite de Russie des couches et cercles correspondants des grands pays du monde et la rend non seulement non compétitive mais inefficace.

A propos, notre élite dirigeante ne peut jusqu'à présent regarder l'avenir avec assurance, non seulement parce qu'elle n'est pas compétitive à l'échelle mondiale, mais parce que sa légitimité internationale pose de sérieux problèmes. Le plus grave est que, sur un arrière-plan de légitimité intérieure et de légalisation de son statut, de ses capitaux et de sa propriété, une approbation internationale analogue n'est pas évidente, pour ne pas dire plus. L'élite de Russie n'est pas garantie contre l'éventualité que son statut et sa légitimité puissent subir la pression de l'opinion publique mondiale et se heurter aux prétentions des structures officielles d'autres États. Ces problèmes sont liés en premier lieu au niveau élevé de la corruption institutionnalisée dans le système de l'État russe et de la fusion entre le pouvoir et la propriété, aux liens entre les élites et le crime organisé.

Dans ces conditions, la modernisation risque d'être réduite à une stabilisation, avec une perspective de stagnation et de dégradation du système dans un avenir très proche, à l'échelle de l'Histoire. Un tel danger est aujourd'hui ressenti de façon de plus en plus aiguë, dans la mesure où apparaît à un rythme accéléré une situation assez typique et, historiquement, très dangereuse pour l'État, quand les intérêts collectifs de l'élite coïncident et sont orientés avec agressivité vers la conservation de ses positions. Le développement logique d'une telle situation est la formation politique d'un intérêt collectif de la grande masse de la bureaucratie et de l'élite, lié au renforcement de sa propriété et de son pouvoir, à sa transformation en une classe de pouvoir fermée, insérée dans la mesure du possible dans l'élite mondiale, et légitimée par celle-ci.

C'est précisément pour cette raison que le problème de la loyauté des élites a aujourd'hui une importance particulière dans l'édification de l'État. Non dans le sens banal dans lequel les technocrates s'en préoccupent le plus souvent, (tel oligarque soutient-il le Président ou non ?), et les radicaux de droite et de gauche discutent (les élites vendent-elles la patrie ou non ?). Mais dans le sens d'une orientation des élites à s'identifier, elles-mêmes et leur action, à leur pays, au service de leur pays, des intérêts et des objectifs de son développement croissant à long terme.

La tâche des autorités est de faire en sorte que tout homme d'affaires en Russie, tout représentant du pouvoir comprenne ce qui est nécessaire à chaque étape donnée pour le développement du pays, dans les conditions du monde réel, tel qu'il sera dans les décennies à venir.

Récemment, la fondation « Opinion publique » a réalisé un sondage auprès des citoyens de Russie, dans lequel ils s'efforçaient de formuler ce qu'était l'État pour eux. Pour 40 % des personnes interrogées, l'État, c'est le peuple, pour 30 % cette notion est associée au pays, et pour 20 % seulement l'État équivaut au pouvoir. Avec une telle répartition, les phrases les plus courantes dans le langage politique, – du genre « l'État doit être fort », – prennent un tout autre sens.

8. LA STRATÉGIE DE LA RUSSIE POUR UN MONDE NOUVEAU

Après nous être concentrés sur les objectifs de notre développement intérieur, sur ceux de la modernisation, nous ne pouvons, bien évidemment, faire abstraction des problèmes extérieurs. L'une des principales conséquences du processus moderne de mondialisation est que la frontière entre les problèmes de politique étrangère et les problèmes intérieurs de développement s'efface progressivement. En entrant dans le courant politique mondial, nous n'avons pratiquement pas la possibilité, aujourd'hui, de nous choisir une stratégie « isolationniste », — de nous tenir à l'écart du monde extérieur, de formuler à notre intention un programme d'action, et ensuite de le réaliser tranquillement, isolément et indépendamment des processus qui surviennent dans le monde. Autrefois, une telle approche était possible et a été plus ou moins pratiquée à plusieurs reprises par la Russie et d'autres pays.

Mais aujourd'hui, la situation est tout autre. Et, comme on l'a déjà dit, ce n'est pas seulement que, si le système même d'État-nation du monde moderne ne s'effondre pas, du moins il se transforme vraiment, mais que la politique intérieure de tout pays est de plus en plus perméable aux influences extérieures des autres États, des institutions internationales, des sociétés multinationales et autres nouveaux acteurs de la politique mondiale. Mais ce n'est pas tout. Un autre aspect important est qu'il est extrêmement dangereux pour tout État, pour tout peuple, de tenter de se tenir à l'écart du cours de l'Histoire, de sortir du courant général du développement mondial. Il risque de rester à la traîne, de rester désespérément à la traîne.

En faisant des efforts surhumains, nous pourrions abaisser une sorte de « rideau de fer » autour de la Russie, créer des

« conditions de serre » pour résoudre nos problèmes intérieurs pendant 10-15 ans. Cependant, les résultats d'une telle politique seront presque sûrement affligeants. Même si nous avons résolu pendant ce temps et dans ces conditions une partie de nos problèmes intérieurs, nous « reviendrons » au bout d'une vingtaine d'années dans un monde absolument nouveau, que nous ne connaissons pas. Après être restés bien des années dans le tiède aquarium de l'auto-isolation, nous ne serons absolument pas préparés à la vie et à ses violentes tempêtes. Et que signifieront alors nos succès dans la modernisation de l'État, de la société et de l'économie, si, dans le meilleur des cas, ils correspondent à la situation d'il y a vingt ans ?

S'il en est ainsi, nous devons, en pensant aujourd'hui aux nouveaux défis et problèmes de l'édification de l'État, mettre également l'accent sur les problèmes de politique étrangère, de recherche de notre place et de notre stratégie d'action dans un monde qui change si rapidement. Le critère-clé pour évaluer la valeur et l'efficacité de la politique de l'État est justement la compétitivité de la Russie dans les conditions de mondialisation, quand il faut jouer selon des règles changeantes. Les objectifs du développement de l'État, de la politique socio-économique doivent être élaborés en tenant compte des tendances globales. Finalement, la capacité d'« orienter » ou du moins d'utiliser les processus politiques mondiaux dans notre propre intérêt peut sans doute être la principale ressource qui nous permettra de nous tirer du marais de nos problèmes intérieurs.

8.1. Les ressources de la Russie dans un monde qui change

Il faut ici aussi, peut-être, examiner un peu plus en détail les ressources de politique étrangère de la Russie, qui permettent de comprendre son identité internationale.

Les ressources de politique étrangère représentent le potentiel global du pays qui peut finalement être transposé sur l'arène internationale sous forme d'actions orientées de politique étrangère. Les ressources de politique étrangère peuvent avoir un caractère matériel (ressources territoriales, économi-

ques, militaires) aussi bien qu'immatériel (ressources morales, psychologiques, idéologiques, informatives). Elles incluent également les éléments de la structure de l'État, du régime politique, de l'organisation territoriale du pouvoir qui se font directement sentir sur l'élaboration et la mise en œuvre de la politique étrangère du pays.

En examinant nos ressources de politique étrangère, il nous faut tenir compte et des conditions de leur application efficace, et de ce que peuvent nous opposer les pays étrangers.

Les ressources territoriales de notre pays ont subi une très grande perte par rapport à ce que possédait l'URSS. Par suite de la formation de nouveaux États, la Russie a été éloignée de l'Europe occidentale, des régions du Proche et du Moyen-Orient ainsi que du Sud asiatique. Les possibilités d'accès à la mer Noire, à la Méditerranée et à la Baltique ont été réduites. En même temps, nous restons comme auparavant une puissance eurasiatique dont la présence territoriale sur les deux continents est importante et indiscutable.

En principe, la présence des nouveaux États indépendants, qui constituent un « intermédiaire » entre la Russie et l'étranger, peut être utilisée dans l'intérêt de la Russie. Dans l'état de faiblesse intérieure du pays, un contrôle direct de ces territoires aurait été extrêmement problématique. Leur présence actuelle en tant que champ de la concurrence internationale, avec un avantage notoire en notre faveur, donne à la Russie une possibilité de manœuvre supplémentaire en politique étrangère.

Si paradoxal que cela puisse paraître, la principale menace qui pèse sur les ressources géopolitiques de la politique étrangère russe vient du caractère du développement intérieur du pays. La répartition inégale du complexe économique et de la population sur le territoire de la Russie affaiblit le potentiel des ressources territoriales, surtout à long terme.

Il est évident que se développe un ensemble particulier de menaces, liées à l'arrivée de la Russie dans la sphère des visées géopolitiques et géoéconomiques de différents États étrangers. Ainsi, la sphère des intérêts géoéconomiques de la Chine a depuis longtemps inclus les régions russes de la côte

du Pacifique et du bassin de l'Amour, celle de la Turquie – la côte est de la mer Noire et le Caucase, celle du monde arabe – le Caucase Nord et les républiques de la Volga, etc. Dans ces régions, la présence étrangère augmente, l'influence culturelle, démographique et politique de ces États sur les processus et situations locales se développe. Dans une large mesure, les diasporas ethniques et les communautés religieuses, ainsi que les différents acteurs de la société civile, sont les agents de cette influence.

Les ressources démographiques sont aussi parmi celles qui ont le plus souffert. Dans le chapitre précédent, nous avons déjà fait remarquer quelles menaces ce problème constitue pour nous en politique intérieure. Dans la planification de notre politique étrangère, nous n'avons pas encore pris conscience ni sur le plan psychologique, ni sur le plan rationnel, et nous n'avons pas non plus tenu compte du fait que nous ne sommes plus maintenant au troisième, mais au sixième rang mondial en ce qui concerne le nombre d'habitants (après la Chine, l'Inde, les États-Unis, l'Indonésie et le Brésil).

Un réexamen des estimations des ressources démographiques est manifestement indispensable, au moins dans le domaine de la planification militaire et économique, ainsi que dans la politique d'immigration. La dynamique de croissance actuelle de la population, comparée à celle des pays proches de nous quant au nombre d'habitants, peut conduire à ce qu'en 2015, la Russie ne compte plus parmi les dix pays du monde les plus peuplés, et que des pays comme le Pakistan, le Bangladesh, le Nigeria, l'Iran, l'Éthiopie et le Zaïre la dépassent.

Si étrange que cela soit, une perte aussi importante du potentiel démographique n'aura pas d'effet direct à court et moyen terme sur la politique étrangère, c'est plutôt un problème à long terme. Comme auparavant, la population du pays est suffisamment nombreuse pour conserver et défendre son unité en tant que communauté contrôlant un territoire important. Comme on l'a déjà remarqué, ce sont les régions qui se trouvent à proximité directe d'un « réservoir démographique » surpeuplé, la Chine, qui inspirent des craintes.

Mais si on considère la situation dans cinquante ans, on ne peut pas ne pas voir le danger que la Russie ou bien cesse d'exister dans ses frontières actuelles, ou bien, conservée, acquière des traits, des bases tout à fait différentes de structure d'État. Aujourd'hui, nous n'avons pas d'instruments pour bloquer un tel danger. En effet, il n'est pas sérieux de penser que l'on puisse employer un instrument de refrènement géopolitique comme l'arme atomique, contre son propre territoire, lorsqu'il sera occupé par d'autres peuples.

Dans les années 1990, encore un autre facteur, – la dynamique ethno-confessionnelle, en général, virtuelle, – a commencé à influencer activement, bien que spontanément, la politique étrangère de la Russie. Contrairement à une opinion répandue, les mutations ne sont ici pas tant dues à une modification du pourcentage de tels ou tels groupes ethno-confessionnels, qu'à un changement de l'organisation territoriale du pouvoir, à l'octroi de nouveaux droits et pleins pouvoirs aux républiques nationales, ainsi qu'à la proclamation infondée que les citoyens de toute une série de nationalités sont musulmans.

En même temps, il est réjouissant qu'une certaine autonomie de la politique étrangère, caractéristique de la Russie, n'ait pas conduit à ce que, au niveau fédéral, le lobbying national prenne de l'importance dans les années 1990. Mais il ne faut pas oublier que la souveraineté des républiques crée un réel potentiel de morcellement horizontal du processus de politique étrangère.

Dans les années 1990, les aspects confessionnels du potentiel démographique se sont manifestés avant tout dans la discussion politico-idéologique, dont le point essentiel a été l'identification des actions de politique étrangère avec les traditions chrétienne ou musulmane. Si, au niveau fédéral, on soulignait généralement l'héritage de la première (beaucoup moins, il est vrai, qu'en politique intérieure), au niveau d'un certain nombre de républiques, une partie de l'élite empruntait quelques éléments à la « vision du monde des musulmans », (une construction personnelle était plus rare). L'absence d'un rapprochement sensible de ces deux tendances peut avoir de sérieuses conséquences.

Nos ressources économiques pour mener une politique étrangère efficace sont actuellement très réduites. Comme auparavant, il convient d'évaluer l'état de l'économie du pays avec une certaine dose de pessimisme. Le développement économique se fait, dans une large mesure, par l'exploitation primaire et la dilapidation des ressources. Après 10-12 ans de stagnation générale, de vieillissement des immobilisations et de conservation des technologies, dans le meilleur des cas, au niveau du début des années 1990, la Russie arrive à une modification du cycle économique-technologique. Le degré des pertes pour surmonter cette barrière peut être relativement faible, mais seulement si des conditions relativement favorables sont conservées dans les milieux économique extérieur et financier. Une situation où, de fait, les sources d'énergie sont la seule ressource d'exportation, rend l'économie de la Russie et sa dimension de politique étrangère extrêmement vulnérables.

Jusqu'à présent, la Russie a peu d'aspects positifs de son intégration dans le système économique mondial. La coopération avec les structures économique-financières internationales est, au fond, une relation de créancier et d'emprunteur peu fortuné. Une part de 2 % dans l'économie mondiale ne permet pas à la Russie d'utiliser le facteur économique d'influence sur les relations internationales, c'est-à-dire le facteur le plus important et le plus efficace dans le monde moderne.

En ce qui concerne la réalisation des intérêts de politique étrangère, l'économie de la Russie ne permet de résoudre que les problèmes régionaux sur le territoire de l'ex-URSS, où la Fédération de Russie est toujours l'acteur économique le plus puissant, ainsi que certains problèmes en direction de l'Europe et dans les relations avec les voisins d'Extrême-Orient.

L'interaction du monde des affaires et de la politique étrangère est un autre problème sérieux. Malheureusement, seuls les secteurs de l'énergie et des matières premières de l'économie de Russie peuvent vraiment prétendre jouer un rôle important à l'échelle mondiale. En conséquence, les positions du monde des affaires sur les questions de politique étrangère sont peu claires et peu détaillées. Dans le cas d'une diversification plus poussée et d'une complexification de la

composante extérieure de notre économie, d'un élargissement et d'un renforcement des agents gestionnaires, de leur entrée sur des marchés étroitement sectorisés et spécialisés, de l'instauration de relations institutionnalisées avec les magnats de l'économie mondiale, — avant tout, de l'Union Européenne —, les positions du monde des affaires russe sur les questions de politique étrangère se complexifieront, entreront en concurrence entre elles et s'équilibreront les unes les autres dans la ligne de la politique étrangère.

Mais dans la situation actuelle, le mot d'ordre « Imprimer une orientation économique à la politique étrangère », venu de l'époque de la fin de l'URSS, sonne creux — le recours à des critères économiques ne peut se faire qu'objectivement, et c'est avant tout le monde des affaires russe qui doit s'en occuper. Lorsqu'il aura ses propres intérêts, le ministère des Affaires Étrangères aidera à les réaliser.

Si on les extrapole dans le domaine de la politique étrangère, les ressources militaires de la Russie moderne peuvent être évaluées de deux façons. La Russie est toujours une puissance nucléaire de premier plan, dont la puissance n'est comparable qu'à celle des États-Unis. Bien qu'il faille tenir compte du fait que les possibilités économiques des États-Unis en ce qui concerne la maintenance, la modernisation et l'accroissement de leur potentiel ne sont pas comparables à celles de la Russie. Ainsi, le PNB des États-Unis est 10-12 fois celui de la Russie. Le PNB de chacune des trois autres « vieilles » puissances nucléaires, — la Grande-Bretagne, la France et la Chine —, est aussi plusieurs fois celui de la Russie. En conséquence, si les tendances actuelles perdurent, nous perdrons notre parité militaire avec les États-Unis dans dix ans.

En outre, étant donné le rôle passif du facteur nucléaire, l'impossibilité de l'utiliser dans la pratique quotidienne de la politique étrangère, on peut le considérer seulement comme un atout, permettant à notre pays de conserver le statut de grande puissance.

En même temps, il est évident que dans notre appréciation du rôle et de la place de l'arme atomique prévalent toujours des idées fondées sur un « équilibre nucléaire central », c'est-à-dire sur la rivalité avec les États-Unis et l'existence d'une

possible destruction réciproque garantie. En ce qui concerne toutes les autres composantes du tableau nucléaire du monde, la politique étrangère n'a pas établi de scénarios de réaction précis, qui ne soient pas que des paroles. L'absence de réaction claire de la Russie à l'apparition officielle de nouveaux dans le club nucléaire, — l'Inde et le Pakistan —, a été significative.

L'élargissement de l'OTAN, la guerre avec la Yougoslavie ont démontré de façon évidente l'insuffisance des ressources et des instruments d'influence sur les événements internationaux, militaires et politiques. Les sérieux problèmes posés par la réforme des Forces Armées ces dernières années, l'utilisation de l'armée dans des combats réels lors de la première et de la seconde campagne de Tchétchénie posent également un certain nombre de questions, dont les réponses ne parlent pas en faveur d'une réelle capacité des Forces Armées à faire face aux menaces modernes.

Il n'y a qu'à se rappeler au moins le fait que la région militaire du Nord-Caucase, dans la zone de responsabilité de laquelle se trouve également la Tchétchénie, devrait, en principe, contenir le regroupement de forces de l'OTAN, attaquant par le sud. La Turquie, dont les forces armées d'élèvent à 650 000 hommes, est partie intégrante de ce regroupement. Mais la guerre en Tchétchénie a vraiment montré que la Russie ne disposait pas dans cette région de moyens de lutte efficaces, même contre des détachements armés de quinze à vingt mille hommes (avec essentiellement des armes individuelles).

Partant de l'idée que les Forces Armées sont un instrument de refrènement, c'est-à-dire une sorte d'image concrétisée de la puissance de l'État, il faut constater que cette image est compromise. Le paradoxe est que les forces armées ordinaires ne peuvent remplir le rôle de refrènement qui leur a été attribué sans l'image de marque correspondante. Si on pousse cette logique jusqu'au bout, cette image ne peut être complètement restaurée que par suite d'une opération militaire conduite avec succès, laquelle n'est, en principe, pas réalisable sans une réforme des Forces Armées.

Mais, dans l'ensemble, le rôle du facteur militaire dans la politique étrangère de la Russie est fortement exagéré. Les res-

sources militaires du pays, qu'il est beaucoup plus facile de conserver à relativement court terme, que les autres, sont devenues prédominantes dans la politique étrangère de la Russie, les autres ressources se dégradant. Paradoxalement, les problèmes militaires restent des problèmes de première importance dans la politique étrangère de la Russie, alors que le danger mondial de guerre diminue.

Les ressources socioculturelles, d'information et de propagande du pays ne peuvent pas non plus être considérées comme efficaces aujourd'hui.

L'importance particulière de la garantie de la sécurité de l'information de la Fédération de Russie est déterminée par le fait que la politique, l'économie, la défense et autres composantes de la sécurité nationale de la Fédération de Russie, dans les conditions de la « société de l'information », sont conditionnées dans une très large mesure, par le développement intellectuel de la nation, les orientations de valeurs de la communauté élaborant la politique, les dispositions, les valeurs et l'état d'esprit des citoyens. En outre, dans les conditions actuelles, les perspectives de la structure de l'État dépendent directement de sa capacité à soutenir et à défendre le système national de valeurs. Et ce sont précisément les menaces portant sur la sécurité de la Russie dans ces domaines qui ont le plus un caractère de principe, du point de vue des paramètres stratégiques, à long terme, de fonctionnement et de développement de la structure de l'État russe, si on considère qu'il faut conserver l'unité de l'État, et assurer l'intangibilité du régime constitutionnel, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Russie, la stabilité politique, sociale et interethnique.

Les diverses interprétations des mêmes faits par telles ou telles communautés nationales (ethniques) ou religieuses, par certaines collectivités territoriales (régions, sujets de la Fédération de Russie), par des groupes sociaux, sont un grave danger et, en même temps, une des preuves évidentes de l'éclatement politico-culturel du pays. Les orientations qui se prennent alors, réduisent les possibilités d'un développement de l'ensemble de l'économie, menacent de destruction non seulement le champ socioculturel unifié mais celui du droit unifié de la Fédération russe.

Déjà aujourd'hui, il est manifeste qu'un certain nombre d'États élaborent et réalisent des projets de guerres de l'information, prévoyant de créer des moyens d'actions dangereuses pour les sphères informatives des autres pays du monde, de détruire le fonctionnement normal des systèmes informatiques et de télécommunications, ainsi que le stockage des ressources informatiques, d'accéder sans autorisation à celles-ci.

Dans le domaine religieux, le plus important est l'activité des organisations terroristes internationales ainsi que des organisations qui assurent un « parapluie » religieux au terrorisme international ; cette activité est orientée sur les valeurs, c'est-à-dire qu'elle est dirigée sur la formation et/ou la destruction dans le milieu politico-culturel et social national de valeurs, de stéréotypes, de mythes et autres perceptions.

Les sphères religieuse et sociale de la vie publique en Russie dépendent de plus en plus de l'infrastructure socio-économique mondiale, des structures informatiques étrangères, de la culture de masse internationale et des systèmes de valeurs qu'elles produisent. Le processus de renforcement de l'identité nationale russe s'est depuis longtemps transformé en une lutte concurrentielle avec les agents extérieurs (étrangers), politiques, économiques et autres. Une lutte dans laquelle, pour le moment, nous sommes le plus souvent perdants.

Aujourd'hui, la Russie est bien plus l'objet d'une action d'information intensive, qu'un acteur de l'ordre d'information mondial. Le système d'information, orientée sur la diffusion à l'extérieur, en est resté au niveau de l'époque soviétique. Le degré d'engagement inacceptable des mass media en Russie, leur orientation sur des intérêts corporatifs de petits groupes réduisent fortement l'efficacité de leur utilisation dans des buts de politique étrangère.

L'effondrement partiel du système national d'éducation, de la science fondamentale et appliquée présente aussi un danger particulier. Le potentiel d'une influence étrangère sur les processus de modernisation et de développement du système national d'éducation et d'organisation de la science augmente. Cela trouve son expression aussi bien dans les processus croissants de « fuite des cerveaux » hors de Russie, que dans

les tentatives de réaliser au niveau de la politique de l'État, une stratégie d'emprunt de modèles étrangers d'organisation du système d'éducation et de la science, qui sont souvent en contradiction avec la tradition russe. La nécessité d'intégrer l'enseignement et la science russes dans les systèmes mondiaux, leur rôle pour assurer la compétitivité et le potentiel du développement socio-économique de la Russie provoquent une situation où l'éducation et la science elles-mêmes deviennent un foyer d'expansion et même d'agression de la culture, de l'information et des valeurs.

Les ressources des institutions diplomatiques peuvent être estimées assez élevées. La Russie dispose d'un département de politique étrangère puissant et professionnel. Dans les années 1990, le ministère des Affaires Étrangères a conservé et, dans une certaine mesure, augmenté son potentiel. Le Service du Renseignement Extérieur (SVR) est capable d'accumuler et d'analyser l'information secrète de l'étranger, il a relativement bien vécu l'effondrement du système des organes de sécurité d'État, et a jeté les bases des nouvelles traditions d'action de la communauté russe du renseignement.

Le renforcement de la composante de politique étrangère dans l'activité du ministère de la Défense et de l'État-major a permis aujourd'hui, malgré toutes les difficultés de la période d'émergence, d'asseoir les fondements d'une coopération militaro-politique de la Russie avec des pays étrangers et, surtout, avec les États de la CEI. Dans les années 1990, un certain nombre d'administrations, – FSB, FPS (Service Fédéral des Frontières), FMS (Service Fédéral de l'Immigration), MTchS (ministère des Situations d'urgence) –, se sont heurtées à des problèmes de caractère international, surtout dans les anciennes républiques d'URSS. Ceci leur a permis d'acquérir l'expérience et les mécanismes qui leur faisaient défaut dans le passé.

Au cours des précédentes décennies, il s'est formé un réseau d'établissements russes à l'étranger, dans le monde entier. La Russie est devenue membre à part entière de la plupart des grandes organisations mondiales et régionales, des forums, des institutions multilatérales. Il faut remarquer que le ministère des Affaires Étrangères de Russie a saisi la tendance du début des années 1990 à organiser la collaboration au

niveau de la sous-région, et que notre pays a participé à pratiquement toutes les initiatives importantes des sous-régions sur le périmètre de ses frontières.

Cependant, de par ses caractéristiques objectives, la Russie ne peut prétendre à participer, à part entière, aux « clubs » élitistes multilatéraux, fondés sur une communauté d'intérêts économique-financiers – son soi-disant titre de membre à part entière du G8 est un leurre évident.

Jusqu'à présent, seules les structures classiques qui ont été créées avec la participation directe de l'URSS, comme l'ONU et l'OSCE, restent assimilées par la Russie. Parmi les inventions institutionnelles réussies, on peut compter la création du mécanisme de la CEI, organisation régionale avec prédominance de la Russie, ainsi que d'autres schémas de coopération sur le territoire postsoviétique, orientés vers la Russie et institutionnalisés.

On pourrait poursuivre cette analyse. Et, sans doute, nos spécialistes dans le domaine des relations internationales doivent-ils le faire. En effet, dans l'ensemble, la planification de la politique étrangère doit toujours commencer précisément par l'évaluation de ses propres ressources, et non par la formulation de vœux pieux pour soi-même. Malheureusement, les documents de politique étrangère de notre pays sont élaborés selon un schéma réducteur où il n'est tout simplement pas fait mention des ressources. Dans ce genre de planification, la formulation des intérêts de politique étrangère, la définition des buts et des tâches prennent un caractère volontariste, non objectif, les intérêts et, à plus forte raison, les buts et les tâches deviennent inadéquats et, par conséquent, irréalisables.

Mais on en a déjà suffisamment dit pour au moins tenter de donner une nouvelle réponse à la question : que représente donc la Russie dans le monde moderne ?

Celui qui se lance dans une analyse conceptuelle des relations internationales et de la politique étrangère actuelles, se heurte très souvent à un certain scepticisme de son entourage qui estime qu'à l'échelle de l'Histoire, une période de dix-onze ans est trop courte (et c'est juste le temps qui s'est écoulé depuis la disparition du système de relations internationales,

défini à Yalta et Potsdam et fondé sur la prédominance de deux pôles, l'URSS et les États-Unis), et que les tentatives d'en tirer des tendances à long terme, des facteurs fondamentaux, sont peu productives.

Il n'en est pas tout à fait ainsi. Si nous regardons l'expérience de développement des précédents systèmes de relations internationales, nous voyons que les dix premières années sont, en général, la période où le modèle idéal se transforme en modèle réellement agissant, et est mis au point jusqu'à ce qu'il ait les paramètres qui le rendent fonctionnel. Il est vrai que cette étape est très souvent une période de désillusion pour les « pères fondateurs ». Il en a été ainsi en ce qui concerne les relations internationales après la première guerre mondiale et après les conférences de Yalta et de Potsdam.

Il est évident qu'au cours des dix dernières années, les relations internationales modernes ont abandonné le modèle de confrontation pour de nouvelles configurations, et que l'ancienne structure bipolaire est brisée.

En même temps, l'ordre du monde existant a hérité du système mis en place à Yalta et à Potsdam une partie importante des mécanismes internationaux, et d'abord le système universel de l'ONU, toute une série de règles de droit international, d'obligations contractuelles, etc. C'est cette coexistence – du nouveau et du traditionnel – qui caractérise les relations internationales modernes. En d'autres termes, le paradoxe est que l'écroulement des fondements politiques de l'ordre du monde mis en place à Yalta et à Potsdam, n'a pas démoli la base institutionnelle et juridique de l'ancien système qui, comme il s'est avéré, était plus progressiste que son *alter ego* politico-idéologique. Ceci assure un passage pacifique (contrairement à tous les précédents) d'un système à un autre.

Le changement d'époque s'est produit sans conflit de grande envergure, et sans « paix », ni « congrès » tout aussi important, qui fixe le nouvel ordre du monde. Ceci est unique, ne serait-ce que parce qu'il n'y a pas dans le système de « standard » fixé dès le début, qu'il faudrait corriger, réviser, comme c'était le cas avec tous les systèmes précédents.

D'un autre côté, un tel caractère des changements peut indiquer que le monde passe à un autre paradigme de développement et qu'un conflit à grande échelle pour supprimer les contradictions à l'intérieur du système n'est pas un impératif. Il est clair que le sort du monde bipolaire était décidé d'avance non seulement par l'effondrement de l'une des superpuissances, mais aussi par l'apparition de nouveaux centres de force, par la complexification de la structure même des relations internationales, qui avait acquis un caractère de plus en plus multiforme, déjà dans le cadre de l'ordre du monde décidé à Yalta et Potsdam.

La domination dans absolument tous les domaines était déjà devenue problématique au milieu des années 1970 même pour les superpuissances. Il est logique qu'une telle domination soit objectivement impossible aujourd'hui (même pour la superpuissance « victorieuse », les États-Unis), ne serait-ce que parce que le monde actuel est trop complexe, qu'il a un nombre infini de dimensions interdépendantes. Effectivement, on peut se représenter le système mondial actuel comme une pyramide, composée de toute une série de « couches », de secteurs, empilés l'un sur l'autre.

Chacun de ces secteurs, — économique, financier, technologique, militaire, etc. —, a ses leaders, ses pays qui se trouvent à une bonne distance des autres participants.

Aujourd'hui, la Russie est presque insignifiante dans le secteur économique mais en même temps, elle joue un rôle de « pôle » dans le secteur des institutions juridiques du système mondial, ayant le statut de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU.

La Russie joue également un rôle de « pôle » dans le secteur militaro-stratégique. Si on considère le rôle de certains pays dans la domination de territoires régionaux, on peut distinguer encore toute une série de candidats à devenir des « pôles ». Il est réjouissant que la Russie figure aussi ici : elle est aujourd'hui le leader incontesté sur le territoire post-soviétique, joue un rôle très important en direction de l'Europe, est de plus en plus active dans la région Asie-Pacifique.

Ainsi, le monde moderne est objectivement multipolaire. Mais ce n'est pas la multipolarité de groupements hostiles, ni celle de l'opposition de forces et de parité nucléaire. C'est quelque chose de plus complexe. De plus, le monde moderne donne la possibilité à un certain nombre de pays de prétendre à l'élargissement des secteurs et des espaces régionaux où, dans quelque temps, ils pourraient devenir des « pôles ». Il ne fait pas de doute que notre pays aussi a de telles perspectives. Compte tenu des ressources disponibles et de la structure des relations internationales modernes, on peut formuler l'identité de politique étrangère de la Russie de la façon suivante.

La Russie est une puissance régionale de premier plan de l'espace eurasiatique, qui peut avoir une influence importante sur le système mondial, en premier lieu par suite de la présence des facteurs nucléaire et institutionnel.

L'état actuel de son actif de politique étrangère permet à la Russie de garantir des intérêts de survie et d'influencer quelques processus mondiaux de caractère stratégique. Le potentiel intérieur du pays permet en principe à la Russie d'être l'un des pôles de l'économie mondiale et, en conséquence, de consolider sa situation internationale, dans son ensemble.

Il vaut tout de même mieux que nous évitions le terme de « superpuissance », qui surestime notre situation réelle. Dans le cas contraire, un optimisme injustifié et l'autosatisfaction peuvent nous conduire à adopter une politique étrangère inadéquate qui nous coûterait beaucoup de forces et de moyens et se solderait par des objectifs et des attentes non réalisées.

8.2. L'idéologie de politique étrangère et les possibles orientations de la politique étrangère de la Russie

La recherche d'une stratégie d'action de la Russie dans le Monde nouveau doit commencer par... l'idéologie. Et pas du tout pour choquer quelqu'un ou susciter des sentiments de nostalgie. La politique étrangère n'est pas une sphère autosuffisante, détachée des autres courants de l'activité de l'État. Les orientations stratégiques doivent être élaborées en tenant

compte de tous les aspects du développement intérieur du pays.

Depuis le début des années 1990, la société russe n'a pas de critères consolidés d'évaluation des événements de politique étrangère. Dans les estimations du monde moderne règne l'éclectisme, quand on observe des orientations contradictoires non seulement dans l'ensemble de la société, mais chez les citoyens pris séparément. Ces orientations sont variées, depuis celles caractéristiques de l'état d'esprit impérial traditionnel jusqu'à celles ouvertement et volontairement autodénigrantes. Un certain nombre de thèmes des relations internationales modernes n'ont pas été assimilés par la société et l'élite de Russie. Ceci est dû au fait que notre société a longtemps été une société fermée, et également à ce que nous nous sommes trop concentrés sur les problèmes intérieurs dans les années 1990.

Ayant perdu son ancienne idéologie, la Russie n'a pas la base indispensable à des orientations d'une vision du monde à long terme et, en dehors de la solidarité avec les valeurs de toute l'humanité, ne peut présenter à l'extérieur aucune idée nouvelle. Cependant, c'est précisément l'idéologie qui peut être une ressource tout à fait réelle de la politique étrangère et qui est une condition nécessaire de l'unité de la nation pour comprendre sa place dans le monde et les objectifs du développement du pays. En outre, tout État perdra inévitablement face à ses concurrents et ne pourra conserver d'influence décisive sur les processus politiques mondiaux, s'il n'apporte pas au monde l'étendard d'une idée de développement, de ses valeurs et de ses idéaux.

Cela étant, il faut remarquer qu'en politique étrangère seule peut être un atout une idéologie qui comporte des éléments internationaux, dépassant les frontières, qui reste ouverte. Parmi les idéologies de ce type on peut citer les méga-idéologies du libéralisme, les idéologies confessionnelles, – chrétienté, islam. L'idéologie communiste en faisait aussi partie.

Ayant perdu notre idéologie nationale, nous sommes aujourd'hui privés d'un atout très puissant, qui agit également à un niveau strictement fonctionnel. Souvenons-nous, par exemple, du fameux schéma sur lequel est fondé le principe

de recrutement dans les services de renseignement du monde entier, ce qui est appelé le schéma « mice », où « m », c'est l'argent, « c » – le matériau compromettant, « e » – lui (la motivation, liée à des aspects personnels), et « i » – l'idéologie. Je pense qu'actuellement le Service du renseignement extérieur (SVR) de Russie ne peut absolument pas compter sur ce « i », – l'idéologie est absente en tant que telle.

Une situation paradoxale s'est développée sur la scène politique actuelle de la Russie. Des conceptions idéologiques désuètes, qui ont « refait surface » quand la couche d'idéologie communiste a été grattée, prévalent dans l'élite, sans parler même de la société. D'où des dilemmes fictifs, « avec qui être ami ? », – avec l'Orient ou avec l'Occident ? – qui renvoient les échos de discussions infructueuses et, le plus souvent, imaginaires, entre adversaires irréconciliables. La popularité de différentes sortes de conceptions géopolitiques, – avec leurs « rimlands » et leurs « hearthlands », découverts dans les poubelles de l'Histoire –, est aussi la conséquence de l'absence d'une vision moderne du monde, qui n'est pas venue remplacer la conception communiste universelle.

La société et l'élite n'ont pas su suffisamment emprunter ni le libéralisme occidental, ni les idées social-démocrates occidentales. Les conceptions qui ont « fait surface », fondées sur l'idée de grande puissance dans sa vision du modèle du XIX^e siècle, ne comportent pas l'élément fonctionnel « utile » pour notre politique étrangère, que comportent les idéologies du communisme et du libéralisme, auxquelles manque la composante internationale. Cette composante est une sorte de vaccination pour l'élite dirigeante, supprimant toute une série de complexes politico-psychologiques, qui rendent la politique étrangère insuffisamment manœuvrable, souple, et en conséquence, inadéquate au monde moderne.

D'un autre côté, l'idéologie de la politique étrangère ne doit pas prétendre remplacer la conception de la politique étrangère. Le rôle de l'idéologie de la politique étrangère consiste à désigner des orientations à long terme et des scénarios généraux pour les atteindre. Cela étant, les réflexions sur l'avenir doivent s'appuyer sur une compréhension adéquate du présent. L'idéologie de la politique étrangère ne doit pas

non plus glisser vers une vulgaire futurologie ou vers l'« idée nationale ».

En nous représentant le tableau des relations internationales et la place de la Russie dans celui-ci, nous devons nous orienter non pas tant vers un idéal, bien qu'il doive, sans aucun doute, entrer dans l'élaboration de notre conception du monde, que vers un optimum.

Si on considère la position actuelle de la Russie dans le monde à partir de ces positions, c'est surtout l'idée que la Russie est un pays victime de la mondialisation qui apparaît comme fausse.

Au cours de la décennie où elle a été activement incluse dans les systèmes politique et économique mondiaux, la Russie a démontré qu'elle conservait tous les traits spécifiques (parfois excessivement spécifiques) qui lui sont propres, et qu'en même temps, elle pouvait réguler consciemment son insertion dans tels ou tels aspects de la mondialisation.

Le problème réside avant tout dans la qualité de la planification stratégique et du pronostic de l'activité à l'étranger, ainsi que ... dans la stabilité du développement socio-économique intérieur du pays. En ce qui concerne la Russie, il s'agit essentiellement de son insertion dans les relations multilatérales modernes, dans le domaine de l'économie, des finances et du commerce mondial.

En principe, nous n'avons pas de problème de différence de culture, encore moins d'« isolement », par rapport au groupe des pays civilisés les plus développés. Vous pouvez parler autant que vous voulez de l'originalité de la civilisation orthodoxe russe, mais en ouvrant un livre de Dante, de Shakespeare, de Maurois, de Remarque ou de Fitzgerald, vous comprenez sans aucun effort psychologique le système de valeurs, selon lesquelles vivent les héros typiquement « occidentaux » de ces œuvres. Et non pas parce que vous êtes si souple, non – simplement parce que nous vivons tous dans le même système de valeurs de base, souvent sans le remarquer ou même en le niant.

La différence fondamentale entre la Russie et les États du Tiers-monde qui « se branchent » aussi sur la mondialisation,

est que leur expérience d'existence indépendante relativement courte, de quelques dizaines d'années, ne leur a pas permis d'acquérir des structures sociales suffisamment immunisées et stables, et que l'altération de celles-ci, sous l'effet de la mondialisation, peut prendre les formes les plus bizarres, notamment des formes dangereuses pour les autres acteurs du système mondial.

Actuellement, nous pouvons dire que le processus de mondialisation a pris un caractère moins dirigé. Avant tout, parce que les pays développés qui ont créé des canaux de communication informative et physique avec le monde en voie de développement (le Sud), n'ont pas su mettre dans ces canaux des obturateurs bloquant les défis provenant de ce même Sud. En gros, les initiateurs de la mondialisation, – les pays de l'hémisphère nord développé –, devaient dès le départ se préoccuper de l'absence d'un terreau propice à la prolifération de ces défis dans les pays du Tiers-monde, ou bien liquider leurs foyers dans les « lieux de prolifération ». Mais la sagesse vient avec l'expérience. A une époque, personne ne s'effrayait de voir grandir des « moudjahidin » et des talibans, de fermer les yeux sur les essais de missiles nucléaires de régimes peu recommandables, de compter parmi ses alliés des barons de la drogue et de banals cannibales.

Ainsi, la théorie de l'interdépendance (et pas simplement de la dépendance du Sud par rapport au Nord), si populaire dans les années 1960-1970, commence justement maintenant à fonctionner à plein régime dans la pratique. Ses manifestations sont l'immigration criminalisée, le trafic de drogue, la diffusion de l'islam politique dans ses formes les plus effrénées, dont le point culminant a été la terrible tragédie du 11 septembre 2001. Là aussi, je m'abstiendrai volontairement d'en tirer la conclusion banale et absolument injuste que le bâton de la mondialisation s'est retourné contre son maître, les États-Unis. Non, tous les pays de l'hémisphère nord, y compris le nôtre, ont fait preuve d'imprudence et d'imprévoyance. Il suffit de bien se rappeler tous les régimes et tous les dirigeants avec lesquels nous avons été amis, et de réfléchir à ce qu'a été leur évolution jusqu'à présent. Le désir de chercher la paille et la poutre dans l'œil d'autrui disparaîtra tout de suite.

Dans l'ensemble, d'après ses paramètres, la Russie est indubitablement beaucoup plus près des pays de l'hémisphère nord du point de vue de son rapport à la mondialisation, si elle n'est pas à leur niveau. En conséquence, cela doit dicter également des orientations concrètes de politique étrangère, fondées sur cette solidarité objective, dans le cadre de laquelle ne sont cependant pas exclues des variantes tactiques. (Il est vrai que le problème, – et c'est un problème douloureux –, est que les autres pays de l'hémisphère nord veuillent bien ressentir aussi et partager cette solidarité). A la spécificité de la situation de la Russie dans le système des relations Nord-Sud et Russie-Nord s'ajoute la présence chez nous d'un énorme potentiel de ressources, notamment énergétique, ce qui est caractéristique des pays du Sud, en combinaison avec un potentiel humain, industriel, militaro-stratégique, et surtout une expérience historique, caractéristiques des pays de l'hémisphère nord.

Les dix ans et quelques, qui se sont écoulés depuis la chute du système bipolaire de confrontation des relations internationales ont été vécus par la communauté de politique étrangère de Russie et, dans une certaine mesure, par la communauté mondiale dans un état de faiblesse paisible, dont le leitmotiv était : « Le terrible passé du monde est derrière nous, et les problèmes concrets peuvent être résolus au fur et à mesure qu'ils se présentent. »

Il s'est avéré qu'il n'en était pas ainsi. Pas ainsi, dans le sens que les problèmes concrets ne sont résolus avec succès que quand il existe un algorithme commun, un système, un mécanisme institutionnalisé pour les résoudre. Comme on l'a déjà dit, le système disparu de Yalta et de Potsdam avait laissé à notre disposition la majorité de ses mécanismes juridiques et institutionnels, dont l'ONU.

Immédiatement après la fin de la confrontation, personne n'a tenté de réformer les mécanismes apparus dans les années 1940, – c'était trop dangereux. Quand la superstructure politique du monde s'est effondrée, il fallait en garder au moins la carcasse institutionnelle. Qu'elle ne soit pas en état de supporter éternellement une nouvelle structure politique, c'est une autre affaire. De même que les paramètres de cette structure ne

sont pas encore suffisamment clairs aujourd'hui pour suggérer objectivement les contours des nouvelles institutions.

Malheureusement, dans les années 1990, la recherche de nouveaux instruments de régulation du monde a fait fausse route. Le polycentrisme qui était apparu, n'a pu étouffer l'ambition d'un certain nombre de groupes puissants de devenir l'unique arbitre de l'arène mondiale. La seule superpuissance qui avait « survécu », les États-Unis, s'est efforcée de devenir l'unique leader, de jouer le rôle, si ce n'est de gendarme du monde, du moins d'arbitre irréprochable. Cela entraîne l'emploi par les États-Unis de méthodes absolument inacceptables de régulation des relations internationales, pressions et utilisation directe de la force armée.

Bien que la tentative de régulation unilatérale des relations internationales se soit avérée vaine, les États-Unis continuent à vouloir l'imposer, ce qui peut conduire à une réaction en retour, – un comportement unilatéral et antiaméricain des autres partenaires du système international. Et surtout des acteurs d'un nouveau type, ceux qui ne sont pas des États. Ceci peut avoir pour résultat un grave déséquilibre de tout le système. Malheureusement, de telles dispositions existent aussi dans l'élite russe. Par ailleurs, il est réjouissant que dans la communauté professionnelle de politique étrangère, elles restent marginales.

Mais, dans l'ensemble, il faut remarquer que l'ambition de tel ou tel pays ou groupe de pays de mettre sous contrôle l'espace politique mondial contribue à freiner le processus d'élaboration d'un système de régulation collective du monde, le seul optimal pour le monde moderne très complexe. Le caractère impérieux de cette tâche est univoque. La disparition d'une confrontation internationale de caractère global a conduit à un « déséquilibre » du système mondial, une activation de toute une série de conflits qui couvaient déjà auparavant, mais que les superpuissances empêchaient d'éclater.

Dans le monde moderne, la présence d'un foyer de conflit, même éloigné des centres du développement mondial, se reflète sur la vie politique, économique et sociale de pays, apparemment non impliqués directement dans le conflit. Le conflit ethnique en Yougoslavie en est un exemple frappant : à

son apogée, il a ébranlé la sécurité de tout le continent européen et les relations russo-américaines, a apporté des inflexions absolument nouvelles au développement de la situation politique en Russie. La rapide internationalisation des conflits locaux est un des traits les plus dangereux des relations internationales modernes. Une ingérence grossière – à la gendarmerie – de l'extérieur ne fait qu'aggraver les conflits.

La seule alternative à cela est la mise en œuvre de régimes internationaux de prévention et de liquidation des conflits, fondés sur des actions coordonnées de la communauté mondiale, sur le caractère coercitif du droit international, l'interdiction de l'enfreindre, quelle que soit l'argumentation de cette infraction.

Il n'y a pas aujourd'hui d'alternative à l'ONU, et en principe, son remplacement « n'est pas envisagé ». D'ailleurs, l'ONU elle-même n'est qu'une variante plus accomplie de la Société des Nations d'avant-guerre. C'est-à-dire qu'il est évident qu'une organisation intergouvernementale universelle restera pendant encore longtemps le scénario de principe fondamental de la régulation globale du monde. La « diplomatie des clubs », malgré son efficacité dans certains secteurs de la politique et de l'économie mondiales, ne peut, jusqu'à présent, prétendre à ce rôle. Malgré toute leur assurance, les membres du « G7/8 » n'envisagent pas non plus de prétendre remplacer l'ONU.

Dans une telle situation, il faut poser le problème d'une transformation radicale de l'ONU. La communauté mondiale doit faire preuve d'un nouvel intérêt pour cet organisme, sans doute grâce à une redistribution des pleins pouvoirs des « vieilles » puissances. C'est, dans une large mesure, le problème de la composition quantitative et qualitative du Conseil de Sécurité de l'ONU, de la procédure d'adoption des décisions dans cet organe.

Mais le rôle de l'ONU dans la coordination du développement économique mondial, en tant que dimension essentielle du monde moderne, n'est pas moins important. Une ONU plus efficace et plus puissante (surtout au niveau du Conseil de Sécurité) peut revenir à l'idée d'un contrôle réel des systèmes microéconomique et financier. Le groupe de la Banque Mon-

diale et du FMI qui, théoriquement, travaillent dans le cadre de la « famille ONU », sont en réalité indépendants et soumis seulement à certains groupes d'intérêts, avec un attachement unilatéral de ces derniers à l'idée d'une économie ultra-libérale.

Le Conseil de Sécurité de l'ONU, avec d'éventuels nouveaux membres permanents qui seraient en même temps les économies les plus importantes du monde, — l'Inde, le Japon —, avec peut-être quelques autres pays représentant l'ensemble des pays avancés du Tiers-monde et, éventuellement, un seul représentant de l'Union Européenne, pourrait réellement coordonner les instruments économique et politique de l'ONU, les diriger vers une solution des problèmes vraiment communs.

Il est évident que, lorsque nous parlons de la réforme de l'ONU et, encore plus, du Conseil de Sécurité, nous devons en calculer attentivement les conséquences pour la Russie. En même temps, sur le plan des principes, il faut aussi se rappeler autre chose. La dégradation du rôle de l'ONU et du Conseil de Sécurité entraîne la perte d'une ressource institutionnelle extrêmement importante pour la Russie. Pour le moment, nous ne pouvons pas compenser cette perte par les mécanismes de différents clubs. Notre participation aux prises de décisions informelles des pays développés ou bien est limitée, ou bien dépend entièrement de la volonté des autres participants qui nous ont admis dans ces clubs.

Dans une telle situation, il est sans doute préférable de partager certains de ses droits exclusifs au niveau du Conseil de Sécurité et d'augmenter dans l'ensemble les retombées de ces droits et privilèges, plutôt que d'attendre qu'ils soient dépréciés avec le rôle du Conseil de Sécurité.

Dans le monde moderne, les facteurs économiques de la politique mondiale commencent aussi à prendre une importance de plus en plus grande. Le système économique mondial peut et doit devenir plus souple du point de vue de sa régulation. La complexité de l'économie mondiale et ses volumes croissants montrent qu'avoir le dollar comme unique monnaie de réserve du monde est un luxe que nous ne pouvons pas nous permettre. Le monde ne peut être l'otage d'une seule

économie, celle des États-Unis, même si elle est très importante et, en principe, stable. Plusieurs monnaies doivent permettre d'accumuler et d'assurer les réserves mondiales de devises.

Il est réjouissant de remarquer qu'aujourd'hui se forment plusieurs zones monétaires, dont une, la « zone euro » est déjà constituée. La question est de savoir si elle va s'élargir rapidement, et si elle sera forte. Il faut voir dans l'étroite collaboration de la Russie avec l'Union Européenne, avec la zone euro, une certaine assurance contre la toute-puissance et, en même temps, l'instabilité du dollar. De plus, étant donné ses relations économiques assez étroites avec l'Union Européenne, avant tout dans le domaine énergétique, la Russie a de sérieux moyens d'influencer l'« assureur ». Par rapport au dollar et aux États-Unis, nous n'avons pas de telles possibilités.

Il est évident qu'une autre zone monétaire se développe également, la zone Asie-Pacifique, mais quel sera son centre, le yen ou le yuan, – c'est encore une question. Peut-être faut-il aussi admettre le dualisme monétaire de cette région. Cependant, objectivement, le « possesseur » du yuan, la Chine a, en perspective, un plus grand potentiel économique que le Japon, et par conséquent, sa monnaie présente de plus grands avantages. La crise asiatique a montré que le yen, qui s'était consolidé ces dix dernières années sur la vague de la nouvelle économie, était peu stable. La seule devise importante de la région Asie-Pacifique, qui n'ait pas été dévaluée, a été le yuan, soutenu par la puissance de l'État chinois. La création d'une zone yuan, ou même yuan-yen, conduira manifestement à une nouvelle configuration de l'ordre économique asiatique qui, à son tour, apportera également des corrections à l'ordre économique mondial.

Les discussions sur l'ordre économique mondial dans l'interprétation russe touchent sans aucun doute les problèmes de l'entrée de notre pays dans l'OMC. Bien sûr, il est stupide de rester en dehors du réseau pratiquement universel de « libre-échange » (entre guillemets, car il est vraisemblablement difficile de trouver un autre organisme, plus réglementé que l'OMC). D'ailleurs, il est tout aussi stupide de tout sacrifier pour le simple fait d'y entrer.

Nous devons examiner très attentivement la façon dont l'Union Européenne défend ses intérêts, pas simplement dans les guerres commerciales banales, (bien qu'il faille aussi apprendre leur tactique), mais la façon dont elle ménage ses intérêts à long terme, en particulier, ses relations commerciales préférentielles avec ses anciennes colonies ou simplement avec les pays qui l'intéressent. Nous devons au minimum nous souvenir de tous nos projets d'intégration dans la CEI, et des possibilités de principe de les réaliser en cas d'entrée dans l'OMC. Ces intérêts doivent être formulés et défendus.

Lorsque nous parlons de la mondialisation et du système mondial des institutions et des relations politiques et économiques internationales, il ne faut pas oublier un autre processus, celui de la régionalisation, – processus de rapprochement au niveau régional, de mise en place de modules du système mondial plus étroitement liés à l'intérieur de la région. L'exemple le plus frappant en est l'Europe où, autour du noyau de l'Union Européenne, se développe une zone originale d'institutions et de liens politico-économiques, qui s'étend de plus en plus sur tout le continent européen, et même sur l'espace euro-asiatique.

La Russie qui, dans toute une série de directions régionales (par exemple dans la CEI) a des avantages indiscutables, même par comparaison avec les États-Unis, doit faire plus attention à ces processus. Une insertion réussie et peut-être même la construction « à son initiative » de processus régionaux, conduit finalement à une intégration plus réussie dans le système des relations mondiales.

L'effondrement de l'Union soviétique a mis les républiques devant un choix – commencer le processus de formation d'une nouvelle région politique internationale ou bien rejoindre telle ou telle existante. La seconde solution a été choisie par les pays baltes : ils ont nettement mis le cap sur leur intégration dans le réseau institutionnel des relations européennes et sont maintenant au seuil de l'UE. Il est vrai qu'ils sont arrivés là avec beaucoup de graves problèmes qu'ils ont eux-mêmes créés. Tout le monde connaît bien le fond de ces problèmes. Pour les autres États, une telle possibilité est peu probable dans un avenir proche. Pas une région, limitrophe de la CEI, ne peut pour le moment, pour des raisons objectives (et sou-

vent malgré des désirs subjectifs), absorber n'importe lequel des États apparus après la chute de l'Union soviétique, au-delà d'une participation marginale. Il faut ici tenir compte du fait que sur ses frontières extérieures se trouvaient des pays dont la propre identité régionale-internationale était dégradée au début des années 1990, ce qui, combiné aux processus intérieurs qui s'y déroulaient, abaissait leur potentiel d'« absorption ».

Si on tient compte de ce qui vient d'être dit, il n'est pas réaliste de pronostiquer avec certitude des changements de structure internationale à moyen terme dans cette région. En même temps, à long terme, la question reste ouverte : dans quelle mesure la région politique internationale postsoviétique est-elle durable ? N'est-elle pas une transition à de nouvelles configurations ? En principe, nous voyons que de tels processus peuvent survenir. Ainsi, la région politique internationale d'Europe centrale et orientale, apparue en tant que telle avec la chute du camp socialiste, va peu à peu à la dérive dans le sens d'une autoliquidation, par suite de son rapprochement avec les pays de l'UE.

L'apparition d'une région politique internationale sur l'espace postsoviétique a été objectivement prédéterminée, comme l'a été également la présence des mécanismes institutionnalisés même minimaux, semblables à ceux adoptés dans le monde entier. Ceci, à son tour, s'explique par le fait que les pays qui la composent, malgré tous leurs défauts, sont des pays ayant un comportement conventionnel en matière de politique internationale. Les élites de ces pays ont fait partie de l'élite soviétique qui, pendant un demi-siècle, a établi les normes et les traditions du comportement international moderne ou, en tant que leader bipolaire, a « approuvé » celui élaboré par les autres membres de la communauté internationale.

A l'heure actuelle, la CEI est devenue partie intégrante du système politique eurasiatique, une réalité, qui existe indépendamment de telle ou telle relation subjective vis-à-vis d'elle. Elle assure une organisation institutionnelle et, dans une certaine mesure, un droit normatif communs aux États de l'espace postsoviétique. Il est évident que la CEI est une « organisation parapluie » qui remplit les fonctions de structuration

élémentaire de cet espace. Les raisonnements selon lesquels la CEI est inutile, sont du même ordre que ceux sur l'inutilité de l'OSCE ou de l'ONU, c'est-à-dire qu'ils témoignent d'une approche non professionnelle et, par conséquent, erronée des relations internationales. Si la CEI n'a pas répondu à certaines attentes, c'est que celles-ci étaient très exagérées. La CEI n'est pas pire que n'importe quelle organisation régionale, bien qu'elle soit encore loin du niveau d'une unification intégrée.

On voit la ligne stratégique optimale de son développement dans le maintien en état de marche d'une « grande » CEI, combiné au développement d'une « intégration à géométrie variable et à plusieurs vitesses ».

Quand on parle des « formats » dans le cadre de la CEI et qu'on les soupçonne d'avoir un rôle potentiellement déstabilisant par rapport à la CEI dans son ensemble, on ne prend souvent pas en considération le problème des « mégaformats ». Dans la CEI (et dans la politique étrangère de la Russie vis-à-vis de la CEI), on a remarqué un problème d'autonomisation des marches asiatiques et européennes de celle-ci, alors que l'unité interne du bloc asiatique est plus forte. Il s'agit d'une unité non sur le plan de « bonnes relations réciproques, sans problèmes », mais sur celui d'un nombre considérable de défis et de directions de coopération, qui sont prioritaires simultanément pour tous les États de ce « mégaformat » du sud. La Caspienne est un facteur important dans la formation de cette unité.

L'autonomisation ultérieure de ces deux directions pose le problème de savoir dans quelle mesure elle est possible dans le cadre d'une région politique internationale unique. Le dynamisme des relations internationales dans les régions frontalières d'Asie centrale-Transcaucasie est beaucoup plus grand que sur l'europpéen. Comme il a déjà été dit, ceci s'explique par la restauration de l'unité géopolitique de quelques « aires » objectivement liées entre elles, – l'Asie centrale, la Transcaucasie (ou plus exactement, le Caucase), le Proche et le Moyen-Orient, l'Asie du Sud.

Les marches européennes qui avaient en principe une chance de se rattacher à la région de l'Europe centrale et orientale, dans le cas d'un développement hypothétique

correspondant, ainsi que de la conservation, dans l'avenir, de l'Europe centrale et orientale en tant que région politique internationale indépendante, se transforment plutôt actuellement en ceinture limitrophe de l'Union Européenne qui s'élargit.

Si étrange que cela soit, c'est précisément cette « division » qui peut, par la suite, devenir une menace sérieuse pour la CEI. Dans une telle situation, la recherche d'un consensus devient un problème non pas tant « Russie en tant qu'État de la CEI », comme c'est le cas actuellement, que « CEI en tant qu'État européen – CEI en tant qu'État asiatique ».

Le fonctionnement normal de tout espace régional, dont la CEI également, suppose la présence de mécanismes de réaction aux menaces et aux défis utilisant la force et les armes. La sécurité collective est un mécanisme moderne de ce type. Elle suppose non seulement et non pas tant une réaction commune à une agression de l'extérieur contre les membres de telle ou telle union, que la possibilité de prévenir une instabilité militaire et du rapport des forces, provenant de l'intérieur de l'union même, due aussi bien à des contradictions entre États-membres qu'à des conflits ethniques nationaux ou religieux, des actes de terrorisme importants, des guerres civiles, des catastrophes humanitaires, etc. En tant que principale puissance de l'espace postsoviétique, la Russie est le participant le plus intéressé du système de sécurité collective dans la CEI, et a toutes les possibilités pour élaborer ce système, en tenant compte au maximum de ses intérêts nationaux. Cela étant, lorsque nous parlons de la sécurité collective dans la CEI, nous ne devons pas nous limiter aux États qui sont restés membres du Pacte de sécurité collective.

Les relations avec les pays de l'ex-URSS incluent le problème de la diaspora russe, qui ne se reflète toujours pas adéquatement dans notre politique étrangère.

A la différence des diasporas traditionnelles du monde entier, la diaspora russe des républiques de l'ex-URSS en est toujours au stade de formation prolongée. Il est très douteux qu'elle se fonde sur l'identité qui caractérisait les citoyens russophones de l'ex-URSS. Au cours des 11-12 dernières années, les schémas soviétiques d'intégration dans les sociétés

locales se sont naturellement dégradés, une génération a grandi, qui n'a pas la possibilité d'opérer selon les scénarios, selon lesquels leurs parents entraient en contact avec le milieu ethno-confessionnel environnant. En même temps, l'absence d'un groupe générationnel dominant entraîne un effritement de la diaspora. Sa consolidation objective ne pourra se produire que lorsque la relève des générations sera terminée.

La période actuelle est justement caractérisée par la formation de l'identité de la diaspora, la formation de sa relation avec la Russie. Dans une telle situation, la présence d'une politique de la Russie, conséquente et aussi proche que possible des réalités, est extrêmement importante vis-à-vis de la diaspora. Dans le cas contraire, il n'est pas exclu qu'elle se désagrège en tant que communauté indépendante.

Dans son développement, la CEI a déjà dépassé le scénario primitif « ou l'intégration, ou la désintégration ». Les processus qui s'y déroulent, ont un caractère plus complexe. Les relations dans l'espace postsoviétique deviennent des relations internationales à part entière. Cela prouve qu'elle prend la forme d'une région internationale. De plus, la CEI est un facteur de structuration initiale de l'espace, et elle n'a pas encore joué jusqu'au bout ce rôle qui est le sien.

Il me semble que la direction européenne est la seconde priorité très importante de la politique étrangère de la Russie.

Les relations internationales en Europe continuent de déterminer le développement de la situation dans l'ensemble du monde. Les réflexions sur la crise de l'Europe, son vieillissement, ne sont, vraisemblablement, que les conjectures d'intellectuels européens blasés et de l'intelligentsia russe qui les envie. Dans les années 1990, l'Europe occidentale est entrée de fait dans l'étape terminale de la formation d'un nouvel acteur des relations internationales, – l'unification intégrée, qui inclut tous les aspects de l'activité des États traditionnels. Et c'est le succès réel d'un « système », dont le rôle sera mieux visible au bout d'un certain temps.

Dans l'ensemble, le sous-système européen des relations internationales est le sous-système le plus institutionnalisé des relations internationales modernes. En principe, en

Europe, on peut les considérer comme la corrélation de trois directions, de trois pistes, – la paneuropéenne, représentée par l'OSCE, celle de l'Europe occidentale, représentée par l'Union Européenne (et en partie par le Conseil de l'Europe) et l'euro-atlantique, dont l'illustration est l'OTAN. L'« autonomie » de certains pays en Europe diminue constamment. On peut aujourd'hui considérer la politique de tel ou tel État dans le sous-système européen du point de vue de sa corrélation avec telle ou telle piste, de sa correspondance à la dynamique de la piste dominante et, par conséquent, de son adéquation ou non à la situation politique internationale. En ce qui concerne la Russie, la spécificité du scénario de son intégration dans le sous-système européen, rappelant en quelque sorte le cas des États-Unis, lui permet de se choisir la priorité de telle ou telle piste et de ne pas simplement se soumettre à sa dynamique. En d'autres termes, la Russie a en Europe plus de liberté d'action que tout autre État, la question est de savoir comment en disposer.

L'identité européenne de la Russie est indiscutable. La plus grande partie de la population de notre pays vit dans la partie européenne. La fraction la plus dynamique de l'élite russe du monde des affaires, de la jeunesse russe est sans équivoque orientée vers l'Europe. C'est là que nous apparaissions comme une puissance équilibrée, possédant des avantages de ressources qui peuvent assurer entièrement la réalisation des intérêts russes. La Russie n'a de désaccords insolubles ou objectifs avec aucun des pays européens. La tension dans les relations avec l'Europe n'apparaît que par suite de notre proximité territoriale, de l'imbrication des intérêts, de l'unité de l'espace stratégique de sécurité. Les liens qui se sont formés historiquement avec les pays d'Europe sont maintenant tout à fait réglés, sur le plan bilatéral aussi bien que multilatéral. Et aucune objection, notamment celle utilisant « l'argument de Kaliningrad », ne peut ébranler l'objectivité de cette affirmation.

A l'heure actuelle, l'importance de la région Asie-Pacifique dans les relations internationales a égalé celle de la région euro-atlantique. Le dynamisme des processus de développement de cette région lui donne des chances de devenir le leader mondial. Malheureusement, les positions de l'ex-URSS et de la Russie dans cette région ont toujours été équivoques.

Etant donné que la région Asie-Pacifique présente un intérêt certain pour notre pays, la présence de la Russie dans cette région est extrêmement importante, même purement géographiquement. Cependant, les possibilités de réaliser ici nos intérêts restent ici tout à fait insuffisantes. Après la Seconde guerre mondiale, la carte politique de la région a été établie dans une large mesure à Washington. Ceci a prédéterminé l'orientation des États de la région Asie-Pacifique vers les États-Unis, ainsi que la position marginale de la Russie dans celle-ci. Dans cette situation, on ne peut que saluer le retour de la Russie à une coopération active avec la Chine et le Japon, le règlement de ses relations avec la Corée du Sud, son entrée dans les mécanismes institutionnels de la région Asie-Pacifique. D'un autre côté, l'écroulement du potentiel économique de l'Extrême-Orient russe pose le problème de la rationalité de cette activité. Pourquoi tous ces liens, le règlement des relations, alors que notre propre région s'enferme dans une profonde misère et reste à l'écart des tendances socio-économiques communes au pays ? Face à la croissance dynamique de la Chine, ceci ne suscite pas simplement des regrets, mais aussi certaines craintes.

Dans notre politique dans la région Asie-Pacifique, l'approche par les fonctionnaires d'État d'une question comme la conclusion d'un traité de paix avec le Japon, m'a toujours surpris et je l'ai désapprouvée. Un traité de paix ne peut être une fin en soi pour la diplomatie russe, comme il nous semble souvent. Le cliché de propagande selon lequel l'absence d'un tel traité équivaut presque à un état de guerre, est absolument illogique du point de vue du droit international. Aussi est-il rationnel de partir de la nécessité de conclure un traité « de paix, d'amitié et de collaboration », dont le contenu réel doit être justement la collaboration. Ce traité peut et doit être conclu sans que soient mentionnés un certain nombre de points, dont la question territoriale. Et de notre côté, nous ne devons absolument pas insister pour que le traité soit élaboré, ni tenter d'en profiter pour nous emparer de la sphère la plus large. Toute discussion des questions de cessions de territoires, – en liaison avec l'élaboration aussi bien de ces traités que des suivants –, est absolument déplacée et ne peut qu'engendrer un certain nombre d'exigences semblables de la part d'autres États. Lors de la motivation d'actions de politique extérieure, il faut absolument partir, sans équivoque du

principe que la Russie n'a pas de problème territorial. Le fait qu'il soit présent dans la conscience d'un certain nombre de politiciens japonais ne doit pas trop nous inquiéter.

Le Proche et le Moyen-Orient sont une des régions les plus difficiles pour la politique étrangère russe. Malgré leurs tentatives de pénétration et d'implantation dans cette région, ni l'ex-Union soviétique, ni la Russie actuelle ne peuvent comparer leur impact à celui des États-Unis, et même des pays de l'Union Européenne (dans leur ensemble). Actuellement, la restauration de l'unité géopolitique des régions du Proche et du Moyen-Orient, de la Transcaucasie et de l'Asie Centrale progresse à un rythme rapide. Avec l'écroulement du modèle de confrontation des relations internationales, les barrières séparant les républiques du sud de l'Union soviétique et les pays du bassin méditerranéen ont disparu.

La Turquie et l'Iran sont devenus des joueurs à part entière dans la répartition des ressources de l'Asie Centrale et de la Transcaucasie. La situation autour des ressources énergétiques de la Caspienne démontre cela très clairement. Le réseau d'oléoducs qui couvrira potentiellement l'espace depuis les frontières sud de la Russie jusqu'aux ports sur la mer Noire et le golfe Persique, du Kazakhstan à Novorossisk, créera une coopération encore plus intense. Les intérêts tout à fait contradictoires des pays du Tiers-monde, de l'Europe occidentale et des États-Unis seront impliqués dans ce réseau.

La restauration de l'unité politique ne se limite pas seulement à la coopération dans le domaine des ressources énergétiques. Il y a aujourd'hui une influence politico-idéologique forte, et parfois même dominante, des États du Proche et du Moyen-Orient sur les républiques d'Asie centrale et de Transcaucasie, et qui plus est, sur le Caucase Nord russe, les républiques musulmanes de la partie européenne de la Russie et même l'Ukraine (par l'intermédiaire du ferment des Tatares de Crimée). Ainsi, la région du Proche et du Moyen-Orient devient « plus proche » de la Russie, et commence à jouer un rôle tout à fait nouveau dans l'espace postsoviétique. Cette proximité se manifeste de façon très active et dangereuse par la diffusion de l'extrémisme islamiste. Ce facteur est l'un des obstacles les plus sérieux sur la voie d'une coopération fructueuse avec les pays de la région.

La Russie est devenue l'objet de la politique étrangère des pays de la région. C'est une situation tout à fait nouvelle pour nous, qui doit être, d'abord, comprise et ensuite éliminée dans des buts précis.

En même temps, il s'est créé aujourd'hui une situation où la Russie n'a pratiquement pas, dans cette région, de pays alliés, capables d'être un canal efficace pour promouvoir ses intérêts. Le problème essentiel de la politique étrangère de la Russie dans le Proche et le Moyen-Orient est que, par rapport aux pays les plus riches de la région, nous sommes un concurrent stratégique sur le marché des sources d'énergie. La possession de ressources identiques met la Russie devant l'obligation d'un accord, même minimal, de conduite du commerce extérieur avec les pays de l'OPEP, et en premier lieu, avec les pays du golfe Persique réunis dans le Conseil de Coopération des États Arabes du golfe Persique.

L'Asie du Sud est une région qui attire de plus en plus l'attention de la communauté mondiale. Cette région concentre en elle au moins trois groupes de problèmes dont le développement peut avoir une influence sur toute la communauté mondiale. Le premier problème évident, c'est la situation en Afghanistan. La liquidation par la force du régime des talibans a effectivement ouvert des perspectives pour la renaissance du pays. Mais des récurrences d'instabilité, qui aura des rejets, en particulier sur le territoire de la CEI, sont tout à fait possibles. L'Afghanistan de Rabbani, comme celui des talibans, a construit sa survie économique sur la production et le trafic de drogue. Où est la garantie que cela cessera ? Le gouvernement de Karzaï n'a pas d'autre solution (en dehors de l'aide humanitaire massive de l'ONU) pour assurer la survie élémentaire de la population.

On ne peut échapper à cette sombre perspective qu'en prenant des mesures réalistes à long terme pour restaurer l'économie de l'Afghanistan. Et là, un rôle important peut revenir à notre pays, qui a une réelle expérience de coopération avec cet État, une énorme diaspora afghane, et surtout un intérêt direct dans la stabilité sur ses frontières sud. Etant donné sa position unique, – membre du Conseil de Sécurité de l'ONU, principal partenaire des républiques d'Asie Centrale –, la Russie peut

élargir son rôle économique et politique, avec la construction d'un nouvel Afghanistan.

Il est évident que Moscou y sera motivée non seulement par des sentiments altruistes et de bons rapports avec son voisin. La Russie a intérêt à localiser et à liquider sur place les défis portés à sa sécurité et à celle de la CEI, qui viennent d'Afghanistan, – trafic de drogue, extrémisme politique, immigration illégale et criminelle. Il peut y avoir différents moyens d'y parvenir, dont certains exceptionnels. On peut envisager, en particulier, une participation active de la Russie dans les tracés des oléoducs vers l'Asie du Sud, à travers le territoire de l'Afghanistan, ce qui apporterait des investissements dans la région, non seulement stabiliserait ce pays, mais ferait baisser les tensions conflictuelles dans l'ensemble du pays grâce au renforcement d'une collaboration avantageuse pour les deux parties.

La radicalisation religieuse dans des pays d'Asie du Sud comme le Pakistan et l'Inde est un second problème extrêmement grave.

Et le troisième grave problème, dont on parle et auquel on réfléchit, heureusement, beaucoup, – c'est le problème de l'arme nucléaire dans les mains d'Islamabad et de Delhi.

Beaucoup s'étonneront : mais qu'en est-il des relations avec les États-Unis et pourquoi n'en parle-t-on que tout à la fin du chapitre ? Il y a à cela plusieurs explications. Les États-Unis en tant que puissance présente dans un nombre maximal de secteurs des relations internationales, sont pratiquement mentionnés dans chaque paragraphe. Comme l'Oncle Sam est « omniprésent » ! D'un autre côté, j'ai fait exprès de ne pas commencer à éclairer les aspects des régions et des pays à partir des États-Unis. Ne serait-ce que parce que le rôle des relations proprement bilatérales avec les États-Unis me semble quelque peu exagéré, par comparaison avec l'Europe ou la CEI où les relations sont florissantes et multiples. Et qui plus est, la tradition de la politique étrangère soviéto-russe confirme que, lorsque nous commençons à activer nettement nos relations avec les États-Unis, nous n'avons plus assez d'attention politique pour les autres directions. Dans l'euphorie de

l'amitié avec Washington, nous oublions nos autres partenaires et contractants.

Notre logique, – vicieuse, et surtout inadaptée aux réalités –, est encore très forte, elle se fonde sur la thèse : « Nous sommes une superpuissance, et le seul partenaire digne de nous est l'autre superpuissance, les États-Unis. » Mais, comme on l'a déjà fait remarquer, appliquer le terme de « superpuissance » à la Russie actuelle est erroné et donc, ne serait-ce que pour cela, la formule citée est fautive. Le seul aspect de « superpuissance », qui demeure dans nos relations avec les États-Unis, c'est le problème des armes stratégiques. Malheureusement, le degré de développement des autres éléments, par exemple économiques, de nos relations ne correspond manifestement pas à cette définition.

Nous devons abandonner une approche primaire – quand nous sommes amis avec les États-Unis, nous ne remarquons pas leurs mauvais côtés ; mais quand nos relations posent des problèmes, nous ne voyons plus que ces mauvais côtés. Ce ne sont pas seulement les États-Unis qui doivent devenir un pays normal, mais aussi notre relation à l'Amérique, qui doit devenir tranquille, rationnelle, normale.

Nous ne pourrions corriger, modifier la politique étrangère des États-Unis qu'en coopérant de façon permanente avec Washington. Pour que nos relations bilatérales deviennent plus stables, il est indispensable de les stabiliser, de les diversifier, il faut absolument sortir du carcan de la thématique militaro-stratégique, qui prévaut toujours à l'ordre du jour de Moscou et de Washington.

CONCLUSION

Ce n'est pas moi, qui ai mis un point, ou plutôt des points de suspension, à ce livre. Pendant les tragiques journées d'octobre à Moscou, nous avons tous beaucoup souffert, et beaucoup réfléchi, beaucoup compris.

Un an s'est écoulé depuis les événements du 11 septembre aux États-Unis, que l'on désigne souvent comme le point de départ du nouveau siècle et du nouveau millénaire, leur début, non selon le calendrier, mais en réalité. Au cours de cette année, le monde n'est devenu ni plus prévisible, ni plus sûr. Les dernières actions terroristes tragiques à Moscou, en Indonésie, en Israël, n'ont fait que renforcer le sentiment que nous nous trouvions à une frontière de l'Histoire, que souligner comme le monde s'était rapproché du bord du précipice, à quel mal et à quelles sombres forces du chaos et de la destruction nous nous heurtions aujourd'hui.

Dans ce livre, je me suis donné pour tâche de faire une pause et d'évaluer où le monde se trouvait aujourd'hui, où nous allions, quels dangers nous menaçaient et quelles possibilités avait l'humanité. Il est extrêmement important pour moi que ces réflexions aient un caractère ouvert, que l'on puisse et qu'il faille les développer, les critiquer, les compléter, et finalement, j'espère, arriver à un dénominateur commun, à une compréhension commune de nos tâches.

Nous sommes arrivés à une étape du développement de la civilisation, où il faut conquérir l'avenir. Mais nous pouvons effectivement choisir, et c'est là que réside sans doute le principal espoir de l'humanité.

L'humanité doit atteindre un niveau de son développement absolument nouveau, acquérir le sens de l'Être, une nouvelle Culture de la Paix, une nouvelle Culture de la Vie.

Nous sommes trop nombreux, et nous sommes trop différents. Notre monde est parfois injuste et cruel. Mais notre maison, la planète Terre, est trop fragile. Nous sommes trop petits devant le Créateur et l'éternité pour permettre la destruction de ce qui n'a pas été créé par nous, pour enlever leur mémoire à nos ancêtres et leur avenir à nos descendants.

J'ai choisi comme épigraphe de mon livre ces mots de Kant, le grand philosophe du Monde : « La création du monde n'est pas l'œuvre d'un instant, mais de l'éternité. » Nous avons du temps pour changer quelque chose, pour trouver des solutions, bien que je ne pense pas que nous en ayons beaucoup. Mais en tout cas, la création du monde est aujourd'hui la tâche et le but le plus important, le plus noble pour chacun d'entre nous, pour les politiques, pour tous les hommes, pour toute l'humanité.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos à l'édition française	V
La modernité comme nouveau Temps Fort de l'Histoire.....	1
I Le déclin du Monde ancien	5
1. Les impasses du développement du monde moderne.....	7
1.1. La crise de l'idée de progrès	7
1.2. Le problème du développement durable	11
1.3. La religion de la croissance économique et « l'esprit du capitalisme ».....	12
1.4. Le monde postindustriel.....	15
2. La mondialisation interrompue ?.....	22
2.1. Mondialisation et occidentalisation : un monde unifié ou la « privatisation de l'avenir ».....	23
2.2. Géopolitique et « géoéconomie » du Monde nouveau.....	24
2.3. Après l'État : la crise du modèle d'État classique et le système de souveraineté limitée.....	27
2.4. Le phénomène de civilisation éclatée et le nouveau « Monde nouveau ».....	31
3. Les nouveaux phénomènes de l'Histoire	33
3.1. L'avenir de la démocratie et la menace d'une guerre civile universelle	34
3.2. Le problème du terrorisme et la possibilité éthique d'une terreur massive	41
3.3. La revanche des valeurs et la réponse à l'avenir dans une langue sensée	43

II Vers un Monde nouveau : comment est-il possible ?	47
4. La civilisation de précrise : que nous apprend l'Histoire ?	50
4.1. Le syndrome de développement de précrise	50
4.2. Le culte de la violence comme problème fondamental de l'organisation sociale et politique	56
4.3. Les lois de survie : comment l'humanité se dépasse	62
5. L'homme du Monde Nouveau	70
5.1. <i>L'homo post-sapiens</i> est-il en vue ?.....	71
5.2. Le progrès des objectifs moraux.....	78
III La voie russe	87
6. La Russie et la postmodernité : à nouveau un problème de modernisation	91
6.1. « Qu'est-ce que la Russie ? » – voilà la principale question à notre avenir.....	91
6.2. L'impasse du développement de rattrapage et le problème de la dépendance du développement	95
6.3. Un choix de stratégie : « un État bourgeois » ou une « percée modernisatrice » ...	100
7. Les nouveaux défis et objectifs de l'édification de l'État pour la Russie	107
7.1. La Russie non mise en valeur – voilà la principale menace à la sécurité nationale...	107
7.2. L'État a-t-il un avenir ?	112
7.3. La souveraineté dans le Monde nouveau....	118
7.4. A la recherche d'un agent de développement.....	121
8. La stratégie de la Russie pour le Monde Nouveau.....	129
8.1. Les ressources de la Russie dans un monde qui change.....	130
8.2. L'idéologie de politique étrangère et les orientations possibles de la politique étrangère de la Russie	143
Conclusion	165

Youri M. LOUJKOV

Maire de Moscou

Ce livre présente ma vision des problèmes les plus actuels de la civilisation universelle, des dangers qui menacent son existence au XXI^e siècle.



La question de l'avenir est de savoir si la civilisation universelle de la planète Terre en aura un. Le monde est au seuil d'un passage à une nouvelle qualité de développement. C'est justement à ce caractère des changements qu'est liée la tension du cours actuel de l'Histoire. Le monde change et nous devons être prêts à affronter les défis de l'époque.

J'accorde une attention particulière aux problèmes du développement de mon pays et de sa place dans ce monde nouveau qui change...